



**USAID** | **SENEGAL**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

# USAID WULA NAFAA – PROGRAMME AGRICULTURE/GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT ANNUEL

OCTOBRE 2008–SEPTEMBRE 2009

Octobre 2009

Cette publication a été produite pour l'Agence Internationale du Développement des États-Unis par International Resources Group (IRG).



# USAID WULA NAFAA – PROGRAMME AGRICULTURE/GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT ANNUEL

OCTOBRE 2008-SEPTEMBRE 2009

Contract No. 685-C-00-08-00063-00

Octobre 2009

**Avertissements:**

Les points de vue des auteurs exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement ceux de l'USAID ou du Gouvernement ds USA.



# Table des Matières

<b>SIGLES.....</b>	<b>V</b>
<b>RESUME EXECUTIF.....</b>	<b>I</b>
<b>1 INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>2 VOLET CRÉATION DE RICHESSES .....</b>	<b>7</b>
2.1 Résultats ciblés et activités planifiées.....	7
2.1.1 Considérations générales .....	7
2.1.2 Résultats ciblés.....	7
2.1.3 Activités planifiées pour 2008-2009.....	8
2.2 Progrès réalisés.....	10
2.3 Contraintes, opportunités et axes prioritaires pour l'année prochaine .....	31
<b>3 VOLET AGRICULTURE.....</b>	<b>34</b>
3.1 Résultats ciblés et activités planifiées.....	34
3.1.1 Considérations générales .....	34
3.1.2 Résultats ciblés.....	34
3.1.3 Activités planifiées pour 2008-2009.....	34
3.2 Progrès réalisés.....	35
3.2.1 Les activités préparatoires .....	35
3.2.2 Les activités de mise en œuvre du projet.....	36
3.3 Contraintes, opportunités et axes prioritaires pour l'année prochaine .....	40
<b>4 VOLET AMÉLIORATION DE LA BONNE GOUVERNANCE .....</b>	<b>42</b>
4.1 Résultats ciblés et activités planifiées.....	42
4.1.1 Considérations générales .....	42
4.2 Résultats ciblés.....	43
4.2.1 Activités planifiées pour 2008-2009.....	43
4.3 Progrès réalisés.....	45
<b>5 VOLET BIODIVERSITÉ ET GDRN .....</b>	<b>61</b>
5.1 Résultats ciblés et activités planifiées.....	61
5.1.1 Considérations générales .....	61
5.1.2 Résultats ciblés.....	61
5.1.3 Activités planifiées pour 2008-2009.....	62
5.2 Progrès réalisés.....	64
<b>6 VOLET POLITIQUE ET COMMUNICATION.....</b>	<b>77</b>
6.1 Résultats ciblés et activités planifiées.....	77
6.1.1 Considérations générales .....	77
6.1.2 Résultats ciblés.....	77
6.1.3 Activités planifiées pour 2008-2009.....	78
6.2 Progrès réalisés.....	79
6.3 Contraintes, opportunités et axes prioritaires pour l'année prochaine .....	83
<b>7 ACTIVITÉS TRANSVERSALES.....</b>	<b>85</b>
7.1 Coordination et Gestion .....	85
7.2 Fonds des petites subventions.....	86
7.3 Suivi, Évaluation, Restitution et Analyse.....	88
<b>ANNEXE I : DOCUMENTS DEVELOPPES DURANT L'ANNEE .....</b>	<b>90</b>
<b>ANNEXE 2 : LISTE DES PARTENAIRES DU PROGRAMME USAID WULA NAFAA.....</b>	<b>94</b>



# SIGLES

ABG	Amélioration de la Bonne Gouvernance
ACF	Assistant Coordonnateur des facilitateurs
ADF	<i>African Development Foundation</i>
AG/GRN	Agriculture/Gestion des Ressources Naturelles
AMP	Aire Marine Protégée
ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
APIL	Association pour la Promotion de l'Initiative Locale
ARD	Agence Régionale de Développement
AT	Assistance Technique
BAC	Bureau Aménagement et Cartographie
BDS	<i>Business Development Services</i>
BFC	<i>Baobab Fruit Company (www.baobabfruitco.com)</i>
BIC	Bureau Inventaire et Cartographie
CADL	Centre d'Appui au Développement Local
CBAO	Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Occidentale
CCGF	Comité Communautaire de Gestion de la Forêt
CDC	Cadre de Concertation
CDR	Création de Richesses
CFA	Communauté Financière de l'Afrique
CG	Comité de Gestion
CGB	Comité de Gestion du Bloc
CL	Collectivité Locale
CL	Convention Locale
CLPA	Conseil Local de Pêche Artisanale
CLUSA	<i>Cooperative League of United States of America</i>
CMS	Crédit Mutuel du Sénégal
COP	<i>Chief of Party</i>
CR	Communauté Rurale
CR	Conseil Rural
CREPA	Centre Régional pour l'Eau Potable et L'Assainissement à faible coût
CRS	<i>Catholic Relief Service</i>
CSE	Centre de Suivi Écologique
ENSA	École Nationale Supérieure d'Agronomie
FAO	Food and Agriculture Organization
Fc	Forêt communautaire
FC	Forêt classée
FHI	Family Health International
FM	Fréquence Modulaire
GAF	Gestion Administrative et Financière
GDRN	Gestion Durable des Ressources Naturelles
GDS	Gouvernement du Sénégal
GERME	Gérez Mieux Votre Entreprise
GIE	Groupement d'Intérêt Économique
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GIRMAC	Programme de Gestion Intégrée des Ressources Marines et Côtières
GP	Groupement de Producteurs
GPC	Groupement de Producteurs de Charbon
GRAS	Generally Accepted as Safe
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
GUS	Gouvernement des États-Unis
GWJ	Global Water Initiative

HACCP	<i>Hazard Analysis Critical Control Points (Analyse/Contrôle des points critiques)</i>
IDEE	<i>Intervenir pour le Développement Écologique et l'Environnement en</i>
Casamance	
IED	<i>Innovation, Environnement, Développement</i>
IREF	<i>Inspection Régionale des Eaux et Forêts</i>
IRG	<i>International Resources Group</i>
ITA	<i>Institut de Technologie Alimentaire</i>
JICA	<i>Japan International Cooperation Agency</i>
LASF	<i>Local Agriculture Support Fund</i>
LCA	<i>Leadership for Conservation in Africa</i>
MAP	<i>Méthode Avancée de Participation</i>
MFT	<i>Marteau Fond de Trou</i>
OCB	<i>Organisation Communautaire de Base</i>
ONG	<i>Organisation Non Gouvernementale</i>
OS	<i>Objectif Stratégique</i>
PAF	<i>Plan d'Aménagement de la Forêt</i>
PAPIL	<i>Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale</i>
PASMI	<i>Projet d'Appui au Sous-secteur Minier</i>
PCE	<i>Programme Croissance Économique</i>
PCR	<i>Président du Conseil Rural</i>
PEPAM	<i>Le Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire</i>
PEPTAC	<i>Projet Eau Potable pour Tous et Appui aux Activités Communautaires</i>
PGIES	<i>Projet de Gestion Intégrée des Écosystèmes</i>
PHAST	<i>Participatory Hygiene and sanitation transformation</i>
PNDL	<i>Programme National de Développement Local</i>
POAS	<i>Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols</i>
PTA	<i>Plan de Travail Annuel</i>
RTS	<i>Radio Télévision Sénégalaise</i>
S-E	<i>Suivi-Évaluation</i>
SERA	<i>Suivi, Évaluation, Restitution et Analyse</i>
STABEX	<i>Système de Stabilisation des Recettes d'Exportation</i>
TDC	<i>Techniciens du Développement Communautaire</i>
TDR	<i>Termes de Référence</i>
UEMOA	<i>Union Économique et Monétaire Ouest Africaine</i>
UICN	<i>Union Internationale pour la conservation de la Nature</i>
UNESCO	<i>Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture</i>
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>
USDA	<i>United States Department of agriculture</i>
VCA	<i>Value Chain Analysis</i>
VCR	<i>Volet Création de Richesses</i>
WADA	<i>Water and Development Alliance</i>
WHEPSA	<i>Women's health Education and prevention Strategies Alliance</i>
WN	<i>Wula Nafaa (Programme AG/GRN)</i>
WWF	<i>Fonds Mondial pour la Nature</i>

# RESUME EXECUTIF

Ce premier rapport annuel présente les activités menées entre octobre 2008 et septembre 2009 pour atteindre les résultats ciblés du Programme Agriculture et Gestion des Ressources Naturelles (AG/GRN) ou USAID Wula Nafaa au Sénégal.

La deuxième phase du Programme USAID-Wula Nafaa est financée dans le cadre de l'Accord d'Objectif Stratégique (OS11) passé entre l'USAID et le Gouvernement du Sénégal.

L'objectif général du Programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement local durable, en augmentant les revenus des producteurs ruraux et des communautés locales, grâce à l'autonomisation des autorités locales et à la promotion de la gestion participative intégrée et décentralisée des ressources. Il s'agit également de consolider tous les acquis de la première phase du Programme.

Au cours cette année, le Volet Création de Richesses (VCR), a fondé son approche filière sur l'analyse de chaîne de valeurs ou VCA contrairement à la première phase du Programme où l'accent était mis sur les CDC. Cependant, pour les CDC existants, le Volet a complété les éléments nécessaires à l'Analyse de Chaîne de valeurs pour certaines filières.

Pour l'ensemble des filières, le Volet a mis l'accent sur l'identification et l'organisation de nouveaux groupements, le développement des services BDS au sein des entreprises. Ainsi, 579 entreprises ont été appuyées avec une création de 8 712 nouveaux emplois.

Le renforcement des capacités des entreprises en hygiène, qualité, techniques améliorées de transformation et en gestion a contribué à une augmentation considérable des revenus de 194% et des bénéfices générés par les entreprises et groupements de producteurs.

Le Volet a développé, au courant de l'année, des synergies avec des partenaires, afin de réaliser certaines activités avec un partage de coûts, notamment dans les filières fonio, baobab, anacarde et orpaillage traditionnel. Cela a contribué, en partie, à l'atteinte de nos objectifs.

Le Volet Agriculture a démarré ses activités au courant de ce dernier trimestre de l'année fiscale avec l'élaboration d'un plan d'actions pour la période juillet – août 2009 élaboré pendant la rencontre des partenaires à Dakar. Les faits marquants au cours de ce trimestre sont : i) la prise de fonction du personnel technique du Volet (le Chef de Volet, le Spécialiste en Irrigation, le Spécialiste en Production Agricole, les facilitateurs), ii) l'identification des zones et la pré-identification des sites pour la conduite des activités 2009 – 2010, iii) le démarrage de l'activité de Conservation Farming à titre de test et démonstration pour cette première année. Ce trimestre a donné également lieu à la production de documents de projet.

L'activité principale du Volet Amélioration de la Bonne Gouvernance a été la formation des conseils ruraux et des populations de huit CR en Bonne Gouvernance, après l'élaboration d'un module de formation dans ce domaine, en relation avec les autres Programmes de l'USAID (Santé et Éducation).

Les plans d'aménagement forestier, les conventions locales intégrant les POAS, les codes locaux sont autant d'outils qui participent à une démocratisation de la planification et de la gestion des ressources naturelles en général, des ressources forestières en particulier. Dans ce sens, le Programme a mis l'accent sur l'élaboration et la mise en œuvre de ces différents outils de prise de décision dans ses zones d'intervention. En outre, l'aménagement des forêts a permis à certaines collectivités d'augmenter leurs revenus, grâce à la quote-part versée au conseil rural sur les redevances forestières (10 % à 15 % du total des redevances collectées).

Également, le Programme a fait des efforts considérables, en vue de mieux impliquer les populations dans la gestion de leurs communautés rurales. Aussi, des protocoles d'accords ont-ils été signés avec les communautés rurales partenaires, suivi de l'élaboration de plans d'actions qui définissent les différentes actions à mener et qui sont animés par des comités présidés par les Vice-présidents des Commissions chargés de l'Environnement et de la gestion des Ressources Naturelles.

Pour le Volet Biodiversité et Gestion Durable des Ressources Naturelles, cette année a été marquée par une grande innovation qui a consisté à la révision de la vision du Programme en matière de conventions locales, l'intégration de l'exploitation du bois d'œuvre et la conservation des espèces menacées comme le chimpanzé dans la région de Kédougou

Le Volet Politique et Communication a mis l'accent sur la visibilité du Programme en signant des protocoles avec les radios communautaires de nos zones d'intervention. Beaucoup d'émissions radiophoniques ont été réalisées par les facilitateurs avec l'appui des services techniques et des collectivités locales. Ces émissions ont permis de lever beaucoup de contraintes, surtout en ce qui concerne l'aménagement forestier. A Saré Bidji, par exemple, une antenne décentralisée a été organisée avec les deux collectivités locales de Saré Bidji et Thièty, le Service des Eaux et Forêts, l'autorité administrative, les comités de gestion, etc. Cette antenne a permis d'aplanir beaucoup de difficultés liées à la production de charbon.

Par ailleurs, sur le plan politique, l'avancée significative a été la contribution du Programme à la révision du Code forestier. Le Programme continue toujours sa participation au Groupe des Donateurs sur l'Environnement. En plus, un voyage d'études a été organisé au Burkina avec la participation du Service des Eaux et Forêts et des collectivités locales pour voir l'expérience de ce pays en matière de Game Ranching.

# 1 INTRODUCTION

Ce premier rapport annuel présente les activités menées d'octobre 2008 à septembre 2009, pour atteindre les résultats ciblés du Programme USAID Wula Nafaa au Sénégal. Le Programme USAID WN est financé par l'USAID/Sénégal et mis sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétentions et des Lacs Artificiels (MEPNBRLA). En janvier 2003, l'USAID/Sénégal a adjugé un contrat à *International Resources Group* (IRG) pour fournir de l'assistance technique à long et à court terme ainsi que d'autres services visant à appuyer la réalisation des objectifs et résultats du Programme. La signature, le 11 Août 2008 du contrat USAID/IRG consacre le démarrage administratif de la phase II du Programme USAID Wula Nafaa, financée dans le cadre de l'Accord d'Objectif Stratégique (OS11) passé entre l'USAID et le Gouvernement du Sénégal.

Ce rapport contient un résumé de l'ensemble des progrès et résultats réalisés au cours de la première année du Programme ainsi qu'une présentation examen et une description plus détaillés des principales activités et réalisations pour chacun des Volets du Programme qui sont :

- Création de Richesses ;
- Agriculture ;
- Amélioration de la Bonne Gouvernance/Eau Potable et Assainissement ;
- Biodiversité et Gestion Durable des Ressources Naturelles ;
- Politique et Communication ;
- Activités transversales (Gestion, Petites Subventions, SERA).

## OBJECTIFS ET STRATEGIE DU PROGRAMME

Le Programme a été conçu pour tirer profit de l'interaction entre « Nature, Richesse et Pouvoir ». En traitant les besoins et opportunités étroitement liés à la gestion, la valorisation et le renforcement des droits relatifs aux ressources naturelles, le Programme cherche à corriger les points faibles des premières approches sectorielles du développement agricole et de la GRN, et à atteindre des impacts durables concernant la réduction de la pauvreté et le développement économique durable, basés sur la gestion améliorée des ressources naturelles et une meilleure gouvernance locale.<sup>1</sup>

Cette approche de « NRP » vise à appuyer simultanément des actions qui :

---

<sup>1</sup> Voir rapport complet sur *Nature Wealth and Power: Emerging Best Practices for revitalizing rural Africa*, septembre 2002. USAID/AFR/SD en collaboration avec IRG, WRI, Winrock International, CIFOR.

- Conduisent à la productivité accrue des de ressources et à la préservation de la biodiversité (Meilleure gestion de la *Nature*) ;
- Apportent une croissance économique marquée, bénéfique aux communautés locales (Augmentation des *Richesses* en tant qu'incitation pour la bonne gestion des ressources) ;
- Contribuent à faire des communautés rurales non plus des entités passives, mais des structures d'actions de gestion des RN débouchant ainsi sur une société plus démocratique et plus décentralisée (Renforcement du *Pouvoir* et de la bonne gouvernance, afin d'assurer une prise de décision transparente et une répartition équitable des bénéfices).

L'objectif général du Programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement local durable, en augmentant le revenu des producteurs ruraux et des communautés locales, grâce à la responsabilisation des autorités locales et à la promotion de la gestion participative, intégrée et décentralisée des ressources. Il s'agit également de consolider les acquis de la première phase.

Le Programme comporte six grands Volets concernant :

- L'augmentation des revenus tirés par les populations de l'exploitation durable des ressources naturelles, agricoles et halieutiques, par la diversification et l'amélioration de la production et de la commercialisation , en vue de promouvoir un commerce local et international durable des produits agricoles (*Volet Création de Richesses*) ;
- L'accroissement de la production vivrière et des revenus générés par l'agriculture marchande en mettant à profit les potentiels écologiques, humains et économiques des terroirs d'intervention (*Volet Agriculture*) ;
- Le renforcement de la capacité des collectivités locales à gérer les ressources locales de manière transparente et durable, celle des Conseils Régionaux, des Agences Régionales de Développement, des Conseils Ruraux et des comités villageois de développement pour une gestion transparente des ressources naturelles (*Volet Amélioration de la Bonne Gouvernance*)
- La conservation et la gestion de la biodiversité et des aires biologiquement significatives en renforçant les capacités des partenaires et en leur apportant une assistance technique pour assurer une utilisation durable des ressources ciblées dans le Volet Création de Richesses et une amélioration globale de la biodiversité (*Volet Biodiversité et Gestion Durable des Ressources Naturelles*) ;
- L'amélioration des conditions de vie des populations, des communautés rurales, en leur facilitant l'accès à des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement qui protègent la santé humaine et contribuent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (*Volet Eau Potable et Assainissement*) ;

- L'information sur les expériences pour une meilleure gestion décentralisée des ressources naturelles et l'amélioration du dialogue sur les politiques publiques et la compréhension globale des lois et règlements concernant l'utilisation des ressources naturelles et agricoles (*Volet Politique et Communication*).

Le Programme déroule donc une approche de développement du secteur privé/des entreprises et un plus grand appui pour une meilleure gouvernance locale, ainsi que pour la mise en œuvre des politiques de décentralisation. Cette approche se développe en relation avec l'assistance conçue pour intensifier et diversifier les systèmes de production rurale et améliorer la GRN, en mettant particulièrement l'accent sur la gestion communautaire des ressources forestières et fauniques. Le Programme développe une approche de marché et l'appui pour la formation de partenariats commerciaux, en vue d'accroître le nombre et l'envergure des opérations de petites et moyennes entreprises à base de produits agricoles, forestières et halieutiques ; les résultats sont suivis pour déterminer les augmentations des revenus des ménages et la répartition des profits économiques au niveau local.

Ces incitations économiques sont renforcées par l'appui pour une meilleure gouvernance locale et le transfert effectif des droits et responsabilités aux CR et aux groupements de producteurs locaux, permettant ainsi aux CL d'avoir un contrôle accru sur l'utilisation des terres et sur les RN, qui sont le fondement de leurs systèmes de production rurale. Le Programme fournit également des informations, la formation et l'appui pour d'autres activités de renforcement des capacités. L'objectif visé est de faciliter le passage de l'accès libre et de l'utilisation relativement incontrôlée et non durable des RN dans les zones rurales, à l'utilisation planifiée et contrôlée de manière durable de ces ressources, au niveau local. Ceci peut être rendu possible, grâce à l'accès à divers outils de planification, accords juridiques et autres procédures visant à protéger les droits locaux et à promouvoir l'adoption de meilleures pratiques en matière de GRN.

En outre, le Programme tient pleinement compte de la nécessité de traiter le besoin de changements d'orientations et d'appui à l'application réelle des politiques. En effet, il est organisé pour stimuler une dynamique de développement économique durable aux niveaux local et régional, en se fondant sur l'intérêt économique des producteurs ruraux eux-mêmes, l'autonomisation locale, une meilleure organisation et une capacité accrue des entreprises rurales, l'atténuation des barrières juridiques et réglementaires et la création d'autres conditions favorables. Ces « conditions favorables » sont mises en place, afin de promouvoir une série d'objectifs étroitement liés dans les domaines de la GRN décentralisée, de la diversification et de l'intensification durable de la production rurale, du développement des entreprises et de la commercialisation accrue d'une large gamme de produits naturels, forestiers et halieutiques des régions ciblées.

Le Programme tire plein profit des enseignements de plus d'une décennie d'assistance aux secteurs de l'AG/GRN. Il représente une approche novatrice de l'aide au développement qui n'est pas tournée vers

les projets sectoriels. Le Programme consacre d'importants efforts au suivi et à l'analyse des impacts, résultats et exemples de réussite à travers son *Volet Suivi-Evaluation, Restitution et Analyse (SERA)*.

L'équipe du Programme travaille avec un grand nombre de partenaires des secteurs public et privé, en vue de promouvoir une synergie des interventions. Le Programme s'appuie sur des *facilitateurs communautaires* pour promouvoir le développement des entreprises, le renforcement de leurs capacités et la responsabilisation des communautés locales.

Par ailleurs, en vue de procurer un mécanisme flexible d'appui aux innovations technologiques, le Programme met à la disposition des partenaires **un Fonds de petites subventions**.

# 2 VOLET CREATION DE RICHESSES

## 2.1 Résultats ciblés et activités planifiées

### 2.1.1 Considérations générales

Le Volet Création de Richesses a pour objectif principal de contribuer à la réduction de la pauvreté par l'augmentation, dans les zones couvertes, des revenus tirés par les populations de l'exploitation durable des ressources naturelles, de l'agriculture non traditionnelle et de la pêche.

Le Volet se fonde sur l'approche Nature, Richesse, Pouvoir pour aider à la mise en place, l'organisation, la formation des groupements, des réseaux et autres entreprises partenaires, en vue de la promotion d'un commerce local et international durable pour les produits visés.

Outre les filières originelles, à savoir le fonio, la gomme mbepp, l'anacarde, le baobab, le charbon et le bambou, le Volet s'est intéressé durant cette première année aux produits de la pêche, ainsi qu'à l'orpaillage traditionnel.

La stratégie de désengagement progressif et la montée en échelle des entreprises suivies ont été prises en compte par le développement d'une approche de services BDS que les groupements, réseaux et autres partenaires peuvent offrir aux différents niveaux des chaînes de valeurs. En outre, le partenariat avec les autres Programmes financés par l'USAID, ainsi que le renforcement de capacités et les leçons déjà apprises ont été intégrés, notamment dans les domaines suivants :

- L'organisation des producteurs comme base d'une meilleure gestion des ressources naturelles ;
- L'intégration verticale des groupements en réseaux pour lever des contraintes dans les chaînes de valeurs et fournisseurs de services BDS ;
- La contractualisation de la relation des groupements/réseaux avec les autres acteurs des chaînes de valeurs, notamment les entreprises transformatrices et/ou exportatrices comme moyen d'améliorer la qualité, de sécuriser l'approvisionnement et d'assurer des débouchés ;
- Le processus de facilitation du crédit.

### 2.1.2 Résultats ciblés

Les résultats visés dans le cadre du Volet sont mesurés par les indicateurs suivants :

- Variation en pourcentage de la valeur des produits achetés chez les petits producteurs grâce à l'assistance du GUS ;

- Variation en pourcentage de la quantité commercialisée des produits forestiers, agricoles non traditionnels et de pêche par les petites et moyennes entreprises des régions visées ;
- Augmentation du nombre d'organisations de producteurs, d'associations d'utilisateurs d'eau, d'associations de commerce et des organisations communautaires de base bénéficiant de l'appui de l'USAID ;
- Augmentation du nombre d'exploitations agricoles bénéficiant directement de l'intervention de l'USAID ;
- Augmentation du nombre d'organisations/associations de femmes assistées ;
- Augmentation du nombre d'entreprises recevant l'assistance de l'USAID pour améliorer leurs pratiques de gestion ;
- Augmentation du nombre de personnes ayant augmenté leurs profits économiques grâce à la gestion durable des ressources naturelles ;
- Augmentation du nombre d'emplois à temps plein créés ;
- Augmentation de la valeur à l'exportation des ressources naturelles, produits agricoles non traditionnels et pêche marine à source durable. ;
- Augmentation de la valeur totale des ventes de produits.

### **2.1.3 Activités planifiées pour 2008–2009**

#### **Augmenter les volumes et les revenus des entreprises et des petits producteurs**

- Assurer le fonctionnement durable des groupements de producteurs/réseaux des filières ciblées pour améliorer leur gestion, le contrôle de qualité et la production durable ;
- Réduire progressivement l'assistance technique aux entreprises et promouvoir la fourniture de services au niveau local, afin d'assurer la durabilité ;
- Faciliter la commercialisation des produits naturels, agricoles non-traditionnels, et halieutiques ;
- Étudier la possibilité de promouvoir l'écotourisme à partir de l'expérience de l'AMP du Bamboung ;
- Promouvoir l'exportation des produits ciblés.

#### **Renforcement de capacités des entreprises**

- Former en gestion : En utilisant la méthode « Gérer Mieux Votre Entreprise » (GERME), le Volet facilitera la formation des groupements, réseaux et unités de transformation ;
- Former sur les techniques améliorées de production, de transformation, de séchage et de conditionnement : le Programme utilisera l'expertise disponible au niveau du Ministère de l'Économie Maritime, du Ministère du Commerce, de l'USDA, de West Africa Trade Hub, du Ministère de l'Industrie et de PCE pour préparer la documentation idoine et faciliter la mise en

œuvre de grading, normes et mesures de contrôle de la qualité pour les produits suivants : produits halieutiques séchés, poudre de baobab (certification GRAS), gomme mbepp (gomme de *Sterculia*). Les besoins d'équipements en chaînes de froid, magasins de stockage, emballages et présentation des produits améliorés seront identifiés le long des chaînes de valeurs, notamment pour les crevettes et le madd ;

- Faire certifier les produits naturels, agricoles et halieutiques : la certification est une longue procédure. Le Programme compte travailler sur la certification HACCP pour le fonio et la poudre de baobab. La certification Bio sera expérimentée dans les champs pilotes de fonio. La procédure de labelling va être faite en collaboration avec l'ITA (Institut de Technologie Alimentaire), le Ministère du commerce, le Ministère de l'économie maritime, les producteurs et transformateurs. Le labelling va concerner la gomme mbepp (*Sterculia*), l'amande de cajou, le fonio, les produits halieutiques séchés. Par ailleurs, l'USAID WN va collaborer avec l'IDEE Casamance dans le cadre d'un Programme de certification des crevettes provenant du Fleuve Casamance ;
- Former sur les techniques de négociation et BDS par l'utilisation du module de la formation GERME, le Volet facilitera la formation des réseaux et de certaines entreprises en services d'appui aux entreprises et techniques d'accès aux informations du marché.

### **Etudes de marchés**

- Études de marchés : bois d'œuvre, bissap, sésame, écotourisme, karité, vétiver, produits de la pêche et miel ;
- Cadres de concertation : pêche, orpaillage, bois d'œuvre ;
- Analyse des chaînes de valeurs pour les nouveaux produits : l'approche Value Chain Analysis ou VCA est une excellente pratique que le Programme compte utiliser pour actualiser les analyses de certaines filières. En outre, le Programme utilisera des informations déjà disponibles au niveau de PCE, de même que leur base de données de consultants. Quant aux autres produits cibles n'ayant pas fait l'objet de VCA mais de CDC, le Programme actualisera les données disponibles en utilisant l'approche VCA. Des contacts sont déjà pris avec PCE et les deux (2) entités s'accordent sur la nécessité de la synergie d'actions.

### **Promouvoir la signature de contrats entre :**

- Les Réseaux et Setexpharm, Socogomme, et autres acheteurs ;
- Les Réseaux et les transformateurs de fonio, baobab et autres acheteurs ;
- Les Réseaux et les transformateurs d'anacarde et autres acheteurs ;
- Les Réseaux et BFC et autres acheteurs ;

- Les producteurs/transformateurs et sociétés de pêche et autres acheteurs.

## 2.2 Progrès réalisés

Au cours de cette année, les faits marquants ont été :

- Les campagnes de production et de commercialisation du baobab et du fonio avec des profits significatifs, grâce à la facilitation de la vente des produits transformés et des sous produits du baobab. Ces derniers constituent une source de revenus supplémentaires pour les groupements ;
- Un renforcement de capacités des entreprises/groupements de producteurs en gestion et en qualité ;
- La campagne de production d'anacarde marquée par un prix moyen inférieur à celui de l'année 2008. L'accent mis sur la formation axée sur la qualité de la noix dans les zones de Kolda et Sédhiou a permis la réalisation de revenus substantiels dans les différentes zones d'intervention ;
- L'intégration de la zone de Fatick ;
- L'organisation et la formation des groupements intervenant dans les produits de la pêche (huîtres et coques transformés) ;
- La campagne de commercialisation de la gomme mbepp avec des prix compris entre 500 et 850 F CFA par Kg ;
- Le développement de synergies avec les partenaires qui a permis de réaliser certaines activités avec un partage de coûts, notamment dans les filières fonio, baobab, anacarde et orpaillage traditionnel ;
- L'organisation des orpailleurs en groupements ;
- La de production et de commercialisation du madd dans les zones de Kédougou et Kolda ;
- Le démarrage du Volet Agriculture avec l'introduction des techniques de conservation des terres.

### Charbon

Les principales mutations observées sur le plan technique, avec la domiciliation de l'exploitation au niveau des forêts aménagées et le projet de la suppression du quota, ont largement contribué à l'évolution de la production au niveau des trois forêts aménagées à savoir Koulor, Missirah et Saré Bidji.

D'autres éléments ont également joué favorablement. Il s'agit de :

- La levée par l'État de la subvention sur le gaz qui a occasionné une hausse du prix et de la demande ;

- L'émergence des micros entreprises individuelles issues des groupements (200 entreprises individuelles) ;
- Du développement des relations entre les réseaux et les GPC notamment dans la fourniture de services financiers.

Au cours de cette année, le volume commercialisé est de **105 258 sacs** de charbon ; ce qui correspond à **52629 quintaux** contre 16876 quintaux en 2008 soit une hausse de la production de **35 753 quintaux** en volume et **211,9 %** en valeur relative.

Le chiffre d'affaires est de **382 807 595 F CFA**. Le bénéfice généré est de 121 581 750 F CFA, soit **322 498 F CFA** par personne. Par rapport à 2008, on note une augmentation de bénéfice de l'ordre de 101 540 811 F CFA soit une variation de **507 %** en valeur relative.

Le revenu généré aurait été beaucoup plus important si des efforts étaient faits pour baisser les coûts de production. En effet, les coûts de production représentent 68,23% du chiffre d'affaires ; 50% de ces coûts étant constitué par les frais de transport. Donc pour une augmentation subséquente des revenus, le Programme doit appuyer les réseaux qui mobilisent déjà de l'épargne pour lever cette contrainte majeure qu'est le transport.

### **Gomme mbep**

Le volume de gomme commercialisé est passé de **205,674 tonnes** en 2008 à **656, 564 tonnes** en 2009 soit une augmentation en volume de 450,890 tonnes, ce qui correspond à 219,2% en valeur relative. La valeur totale des ventes est de l'ordre de **407 982 202 F CFA** avec une augmentation du bénéfice de +212 006 527 F CFA soit 344%. 935 producteurs dont 193 femmes ont augmenté leurs revenus avec une moyenne de 226 746 F par producteur. Par ailleurs, la part de la production de la zone de Bala a connu une expansion avec 44,231 tonnes, contrairement aux années passées où l'essentiel de la production venait de la zone de Koussanar.

Si l'on considère que 2/3 de la gomme achetée part à l'étranger (cf. annual report USAID WUN 2006), la valeur des exportations de gomme au prix FOB de 885 F CFA/kg s'élève pour nos clients à F CFA 384 millions de F CFA

Le Programme, dans la première phase, avait mis l'accent sur la production de la gomme brute non traitée qui offrait aux producteurs des revenus modestes. Pour permettre aux producteurs de saisir de réelles opportunités d'augmentation des revenus, le Programme a mis l'accent sur la production, la valorisation et la promotion d'une gomme propre de qualité pré transformée au niveau local. Les innovations dans l'amélioration de la qualité sont :

- L'expérimentation de séchoirs solaires pour réduire le temps de séchage et le risque de contamination bactérienne ;

- L'initiation du traitement de la gomme par les groupements de femmes pour le triage et le calibrage ;
- Le travail à façon ;
- Le renforcement des relations entre réseaux, suite à la formation aux concepts BDS.

Ces innovations ont, non seulement donné une valeur ajoutée à la gomme dont le prix a varié entre 500 et 850 F le kg, mais ont permis aux producteurs de capter de nouveaux partenaires exportateurs.

## Baobab



Figure 1 : Modèle d'emballages proposé aux groupements de Baobab

Au cours de l'année 2009, la difficulté du partenariat avec BFC, un des plus grands partenaires du Programme dans la première phase concernant la vente du baobab en coques, a été contournée avec la promotion de la poudre de baobab, du fruit de baobab décortiqué et de la graine. En effet, le Programme à travers cette alternative mettant en relation les groupements avec les unités de transformation, a permis à ces dernières de se positionner comme fournisseurs de poudre de bouye et de graines.

La zone de Bala a connu une reprise de la production favorisée par les conditions climatiques et la redynamisation des groupements de producteurs et réseaux qui ont permis un suivi des activités de collecte et de commercialisation.

La production vendue se répartit comme suit :

- 6,649 tonnes de poudre contre 4, 114 tonnes en 2008 soit une hausse de 2,535 tonnes en volume et de 61, 6% en valeur relative.

La collaboration du Programme avec Bio Essence a permis à cinq (05) entreprises de Kédougou, de signer des accords de financement avec son partenaire ADF portant sur un montant global de 188 058 500F. Ces financements portent sur la construction de local, les équipements, les formations, assistance technique, l'appui administratif et le fonds de roulement. Le succès de cette expérience a amené sa reconduction dans la zone de Kolda où 4 entreprises ont été présélectionnées.

A Kolda, une innovation de taille a été apportée dans le partenariat avec VECO avec le partage des coûts pour la mise en œuvre d'un plan d'actions élaboré de manière consensuelle.

- 839, 127 tonnes de décortiqués contre 404,445 en 2008 soit une hausse de 107,5% ;
- 7,639 tonnes de graines vendues à Bio essence avec une hausse du prix de 85,5 % au kilogramme, passant de 40 à 75 F CFA.

Au total, dans la filière baobab, 1 897 personnes dont 1084 femmes ont vu leur bénéfice augmenter de **39 910 500 F CFA** en 2008 à **85 731 610 F CFA** en 2009 soit une variation de **45 821 110 F CFA** correspondant à 115% en valeur relative. La valeur totale des ventes du baobab décortiqué, de la poudre et des graines est de **92 068 320 F CFA**.

Pour une labellisation et une meilleure présentation des produits des unités de transformation, les services d'un infographe ont été sollicités pour la conception d'un design pour l'emballage de la poudre de baobab et du fonio précuit ; ce qui va leur permettre de sécuriser leurs produits et d'augmenter leur volume de vente.

## Fonio



La production du fonio brut a connu une forte évolution avec **25,216** tonnes dont 9 tonnes exportés à partir de Kédougou par le GIE Koba Club contre **6,049** tonnes en 2008 soit une hausse de **316,9%**.

La valeur totale des ventes de fonio brut, décortiqué et précuit est de **47 565 350 F CFA**, permettant à 557 personnes dont **450** femmes d'augmenter leurs bénéficiaires de **11 137 529 F CFA** à **26 572 439 F CFA**, soit une hausse de **139 %** par rapport à 2008.

Ces résultats ont été rendus possibles grâce :

- Au développement du partenariat dans le partage des tâches et activités qui a permis d'optimiser l'appui aux producteurs et aux unités de transformation ;
- A la formation en gestion qui a permis aux unités de mieux cerner les coûts de production et de fixer un prix incitatif de 1000 F contre 750 F à 850 F/Kg dans le passé ;
- Au développement de la fourniture de services par les entreprises leaders ou réseaux aux groupements ;
- A la signature de contrats avec de nouveaux acheteurs et le démarrage de l'exportation du fonio précuit vers la France par le GIE Koba Club à partir de Kédougou ;
- A la création de nouvelles petites unités de transformation à Kédougou ;
- A l'identification de nouveaux producteurs de fonio dans la zone de Koussanar.

Ces facteurs ont boosté la commercialisation du fonio brut et du fonio précuit. Le volume du fonio précuit est passé de 33,079 tonnes à 73,194 tonnes soit une hausse en valeur relative de 121,3%.

### **Anacarde**

La fin de l'année fiscale a coïncidé avec la fin de la commercialisation pour l'anacarde. Au total, 2968 personnes ont été assistées au cours de l'année. Elles ont commercialisé 6824 tonnes noix brutes en 2009 contre 2278 tonnes en 2008, soit un triplement du volume.

*L'entreprise Elybee, après avoir confirmé sa place de leader dans la transformation de la noix amorce une diversification par les produits à base de pâte de cajou et jus de pomme de cajou non fermentée*



**Photo 1 : Biscuits de manioc à la pâte de cajou**

Cette progression a été rendue possible par les efforts particuliers déployés par le Programme dans les régions de Kolda et Sédhiou ainsi que l'extension des activités dans la région de Fatick.

8015 kg d'amandes ont été commercialisées par 129 femmes de la région de Fatick contre 925 kg observés en 2008. Ces données sur la transformation ne tiennent pas compte de Ziguinchor, notamment Elybee, dont les informations sont en cours de traitement. Cette entreprise de transformation majeure, partenaire de la première heure du Programme emploie des handicapés dans son unité.

Le chiffre d'affaires enregistré s'élève à 1,990 milliards de F CFA ; malgré la baisse des prix en 2009 par

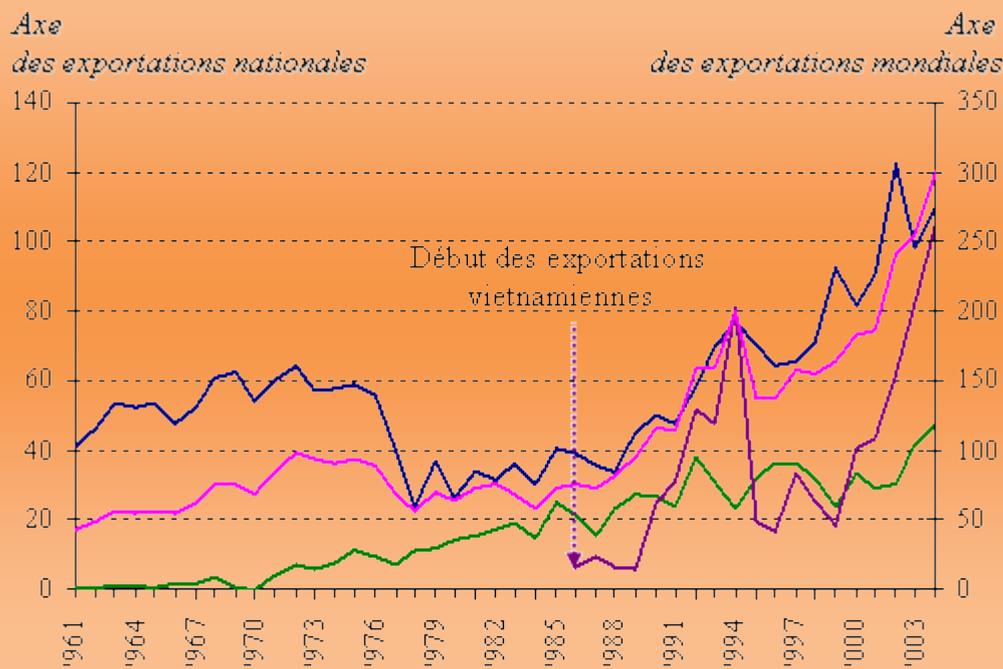
Type d'assistance	Nombre entreprises
Augmentation de revenus	143
Gestion des entreprises	3
HACCP	1
Initiation au BDS	3
Montage GP	41
Obtention d'un registre de commerce	1
Préparation campagne	2
Qualité de la noix d'anacarde	38
Redynamisation	4
<b>TOTAL</b>	<b>236</b>

rapport à 2008 sur le marché intérieur, la marge bénéficiaire reste importante et représente 59% du prix de vente moyen du fait de la faiblesse des coûts de production de la noix. Cependant, cette marge reste tributaire du prix à l'exportation qui est déterminé par les importateurs, principalement indiens.

La progression notée sur les revenus et les volumes tire aussi son origine de l'assistance portée aux entreprises, notamment des

analyses prospectives du marché. Il ressort que le Vietnam qui s'appuyait principalement sur sa production nationale, constitue aujourd'hui, au même titre que l'Inde et le Brésil, un acteur majeur sur le marché international tant à l'importation, en vue de la transformation, qu'à l'exportation de noix brutes et d'amandes.

Figure 3 : Exportations mondiales et nationales des principaux pays exportateurs de noix de cajou décortiquées entre 1961 et 2004 en tonnes



La facilitation du prétraitement par les unités artisanales, en vue d'approvisionner des unités majeures et industries restent une opportunité d'amélioration des revenus locaux, l'emploi de la valeur ajoutée de même que la valeur des exportations d'anacarde de produits transformés vers ces pays émergents.

## **Services BDS**

En introduisant les BDS dans cette seconde phase, le Programme USAID Wula Nafaa, à travers son Volet Création de Richesses compte apporter des changements notoires en matière de développement et de formation des entreprises appuyées qui sont constituées par les groupements de producteurs, les réseaux et les unités de transformation.

Les BDS sont proposés aux entreprises dans le but d'améliorer leur gestion, leur production ou leur intermédiation commerciale. Leur introduction dans le Programme permet de remédier aux insuffisances notées durant la première phase, dans le fonctionnement et la nature des relations qui lient les réseaux aux groupements de producteurs et aux unités de transformation.

Après une analyse des différents services BDS développés par le Programme à travers des fournisseurs de services durant la première phase, une stratégie d'intégration des différents produits et services BDS au niveau des groupements et réseaux a été définie. Elle passe par le renforcement de capacités des facilitateurs et des entreprises sur les concepts BDS et la promotion de la culture entrepreneuriale auprès des groupements de producteurs, des unités de transformation et des réseaux. La stratégie développée dans les BDS repose sur le principe de la participation financière des entreprises dans l'acquisition des services fournis par les prestataires de services.

Dans la mise en œuvre de la stratégie, trois (3) sessions de formation sur les concepts BDS ont été d'abord tenues respectivement à Tamba, Kolda et Fatick au profit de 32 agents du Programme USAID Wula Nafaa dont 25 facilitateurs et 7 membres du staff.

Ensuite, 42 entreprises constituées des groupements de producteurs, des unités de transformation et de réseaux dans les filières gomme mbepp, baobab, fonio, anacarde et charbon ont été formées sur les concepts BDS dans les régions de Tamba et de Kolda.

Ce renforcement de capacités des entreprises a permis, d'une part, de promouvoir et de développer l'offre et la demande de services entre elles, et d'autre part entre ces dernières et d'autres prestataires externes de services appelés fournisseurs de services. C'est dans ce cadre que les répertoires clients et prestataires de services sont constitués pour évaluer l'offre et la demande de services au sein des entreprises.

## **Orpillage traditionnel**

Au courant de cette seconde phase, le Programme USAID Wula Nafaa a retenu l'orpillage traditionnel comme nouvelle filière à investir dans la région de Kédougou, en vue d'augmenter les revenus des orpailleurs tout en renforçant leurs capacités techniques et organisationnelles.

Dans les zones aurifères de Saraya et de Tomboronkoto, presque toute la population, estimée à plus de 70 000 habitants, pratique l'orpaillage traditionnel et vit directement ou indirectement des revenus tirés de l'activité.

En décidant de réunir dans un premier temps tous les acteurs clés autour d'un atelier restreint de concertation, le Programme tente d'apporter une contribution à la recherche de solutions concrètes aux problèmes réels vécus par les orpailleurs en mettant le focus sur la collecte d'informations sur la filière et l'échange d'expériences entre les acteurs dans l'appui organisationnel et technique des orpailleurs.

Le cadre de concertation mis en place s'est retrouvé dans un second atelier pour élaborer une vision et un plan d'actions concerté sur l'orpaillage traditionnel. Il a défini sa vision dans ces termes : « **Notre intervention dans la filière orpaillage traditionnel vise à l'augmentation des revenus des orpailleurs traditionnels dans un cadre légal et formel de gestion des ressources naturelles** ».

Pour mettre en œuvre la vision définie par les acteurs clés, un plan d'actions d'une durée d'un an a été élaboré de façon concertée. Dans la mise en œuvre de ce plan d'actions, les acteurs clés, tout en s'engageant à mobiliser les ressources financières nécessaires à la réalisation dudit plan d'actions, sont aussi engagés à développer des synergies, pour réaliser certaines activités et assurer le partage de l'information au fil du temps. C'est dans ce cadre que le Programme USAID Wula Nafaa a initié un partenariat avec l'ONG la Lumière et le Projet PASMI.

La signature d'un protocole entre le Programme et l'ONG la Lumière a permis le démarrage effectif des activités liées au plaidoyer sur le cadre légal de l'or et à la sensibilisation des orpailleurs sur la promotion de l'or propre avec l'appui de relais communautaires préalablement identifiés dans les zones cibles.

Le partenariat avec le projet PASMI vise à appuyer les groupements d'orpailleurs légalement constitués à accéder aux formations techniques et à acquérir des unités test pour le traitement de l'or. Ainsi, quatre (4) groupements d'orpailleurs vont bénéficier d'un appui financier du Programme à travers le Fonds de Petites Subventions pour la mise en place d'unités de traitement de l'or.



D'autre part, le Programme a procédé à l'identification des orpailleurs par le biais des relais communautaires, la réactualisation des conventions locales dans les CR de Missira Sirimana et de Tomboronkoto et la formation de leurs conseillers ruraux dans la bonne gouvernance locale.

**Photo 2 : Atelier d'évaluation à mi-parcours du plan d'actions sur l'orpaillage traditionnel**

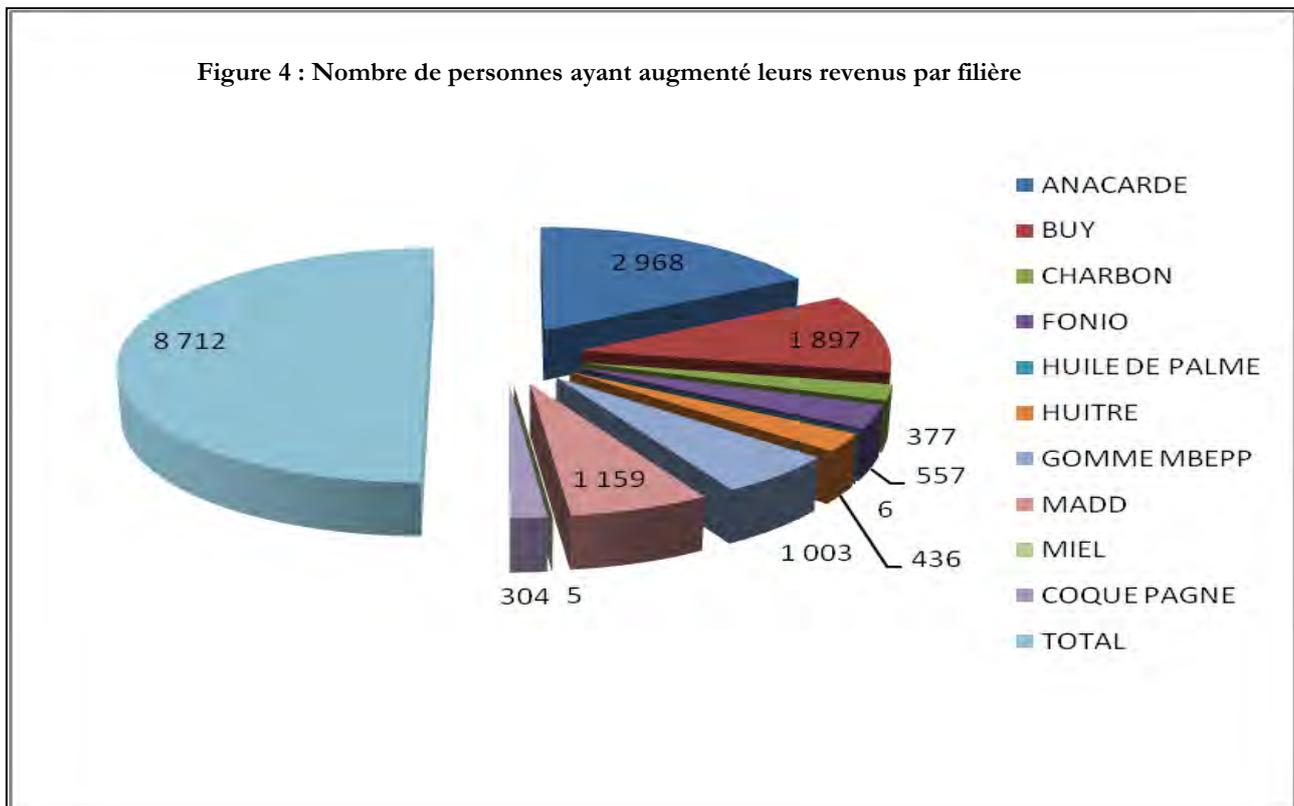
Le dernier atelier organisé au courant de l'année fiscale a porté sur l'évaluation à mi parcours du plan d'actions sur l'orpaillage traditionnel. Il a permis de constater qu'une bonne partie des activités ont été réalisées par les acteurs clés engagés dans la mise en œuvre du plan d'actions, à savoir l'USAID Santé ou FHI, la Région Médicale et le Sanitaire de Kédougou, l'ONG la Lumière et Black Smith Institute, le Projet PASMI et le Programme USAID Wula Nafaa.

En somme, au courant de l'année fiscale 2008/2009, les trois (3) ateliers de concertation organisés par le Programme ont permis à 106 participants de prendre part aux rencontres en tant qu'acteurs clés dans l'orpaillage traditionnel et d'échanger sur les différents aspects liés au développement de l'orpaillage traditionnel.

### **Résultat 1 : Augmentation du nombre de personnes ayant augmenté leurs profits économiques à partir de la gestion / conservation durable des ressources naturelles**

8712 personnes ont augmenté leurs profits économiques dans ce cadre ; ce qui dépasse la cible visée et représente 290% de celle-ci.

La répartition entre les différentes filières peut être illustrée comme suit :

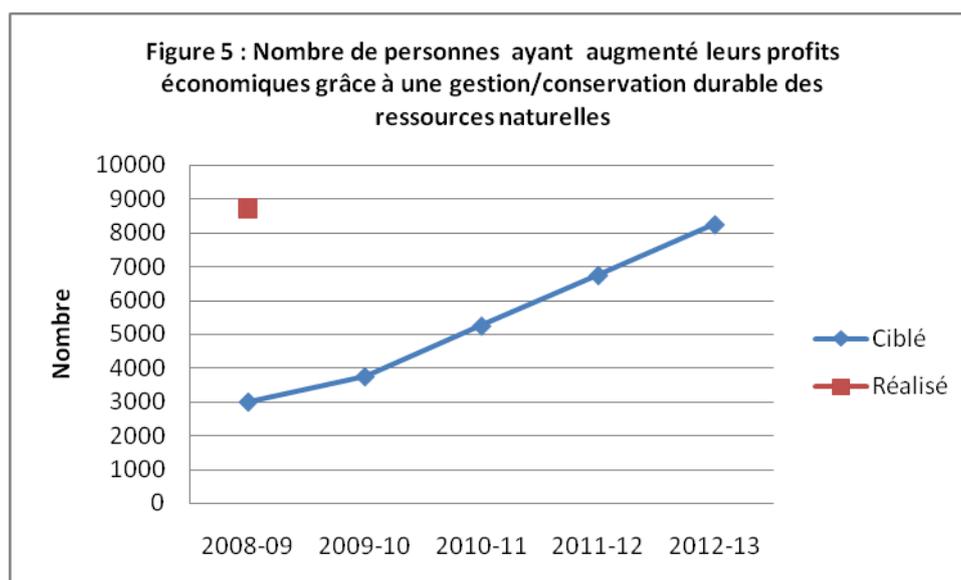


Indicateur 1 CDR :	Nombre de personnes ayant augmenté leurs profits économiques à partir de la gestion / conservation durable des ressources naturelles		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	3000		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
Anacarde	2968 personnes dont 436 femmes	2 968	
Baobab	1897 personnes dont 1084 femmes	1 897	
Charbon	377 personnes dont 5 femmes	377	
Fonio	557 personnes dont 450 femmes	557	
Huile de palme	6 femmes	6	
Huitre	436 personnes dont 370 femmes	436	
Jujube	68 personnes dont 1 homme	68	
Gomme mbepp	935 personnes dont 193 femmes	935	
Madd	1159 personnes dont 354 femmes	1159	
Miel	5 hommes	5	
Coque	304 personnes dont 300 femmes	304	
<b>Total cumulé :</b>		<b>8712</b>	

Le nombre de femmes, ayant augmenté leurs revenus, se chiffre à 3265 soit 37%. D'autre part, la région de Fatick avec les activités relatives à la transformation de produits halieutiques montre une prédominance des femmes qui représentent 71% du total de la zone.

Les zones de Fatick, Kédougou et Tamba rassemblent 80% des femmes assistées ayant vu leurs revenus augmenter.

Zones	Total	Hommes	Femmes	% femmes région	% femmes toutes zones
Dakar	35	27	8	23	0
Fatick	1 143	336	807	71	25
Kédougou	1 723	762	961	56	29
Kolda	2 435	2 141	294	12	9
Tamba	2 350	1 476	874	37	27
Ziguinchor	1 026	705	321	31	10
<b>Total</b>	<b>8 712</b>	<b>5 447</b>	<b>3 265</b>	<b>37</b>	<b>100</b>



---

## **Résultat 2CDR : Augmentation du nombre d'entreprises appuyées par l'USAID qui ont amélioré leurs pratiques de gestion**

- *Formation en gestion des entreprises*

En réponse à la demande des entreprises et eu égard à leur niveau de développement, le Programme a élaboré un module simplifié de formation dénommé « Module de formation en gestion des entreprises, niveau 1 ». Le module a été conçu pour mieux adapter le contenu de la formation aux réalités des entreprises cibles constituées par les groupements de producteurs, les unités de transformation et les réseaux de filières. Le module comprend six (6) sessions thématiques axées sur :

- L'entreprise et la famille ;
- Le quatre « P » du marketing ;
- Le calcul du coût de revient d'un produit ;
- Les outils élémentaires de comptabilité : le journal de caisse et le journal de banque ;
- La gestion de crédit ;
- Le plan d'actions simplifié.

Ainsi, sur la base des répertoires des entreprises dynamiques, quatre (4) sessions de formation ont été tenues respectivement à Kolda, Ziguinchor, Kédougou et à Tamba. Elles ont permis à 98 entreprises de renforcer non seulement leurs capacités en gestion et d'augmenter leurs revenus, mais aussi d'améliorer leurs capacités de commercialisation de leurs produits. Cela s'est traduit par une augmentation considérable des revenus des entreprises assistées de l'ordre de 194%. Parallèlement, les sessions de formation ont permis à vingt (20) facilitateurs du Programme de renforcer leurs capacités en gestion des entreprises.

- *Assistance aux entreprises*

Au courant de l'année fiscale 2009, 579 entreprises ont été assistées par le Programme dont 88 entreprises gérées par des femmes. Cette assistance a permis la création de 7 033 nouveaux emplois dont 2 855 au profit exclusif des femmes. L'assistance a porté sur :

- Le montage de GP ou de réseau ;
- La redynamisation des GP ou des réseaux ;
- L'appui à l'élaboration de plans d'actions ou de plans d'affaires ;
- L'initiation aux concepts BDS ;
- Les formations sur les techniques de transformation ;
- Les formations sur la démarche qualité HACCP ;
- La mise en place d'un système d'épargne pour l'autofinancement.

- *Services rendus par les réseaux aux GP et aux unités de transformation*

L'initiation des réseaux, des producteurs prestataires de service et des unités de transformation aux concepts BDS a permis d'identifier les axes de développement de l'offre et de la demande de services par les entreprises.

Le Programme, tout en favorisant la fourniture de services aux groupements de producteurs par les réseaux, a contribué au renforcement organisationnel des producteurs et à l'amélioration des relations intra filières entre les différents niveaux organisationnels de producteurs (entreprises individuelles, groupements de producteurs, réseaux, fédérations et unités de transformation).

Parmi les services rendus par les réseaux aux groupements de producteurs au courant de l'année, on peut citer, en guise d'exemples :

#### ***Dans la filière charbon à Missirah***

- La formation des nouveaux GP sur les techniques de carbonisation ;
- L'assistance financière des nouveaux GP par le préfinancement des frais de production et commercialisation du charbon ;
- La mise en place d'un système d'épargne au niveau des GP pour l'acquisition d'un camion de transport ;
- La facilitation de la commercialisation du charbon ;
- La mise en place d'un système d'autonomie financière ;
- La mise en place d'une fédération nationale des producteurs de charbon des forêts aménagées.

#### ***Dans les filières fonio et baobab à Kédougou***

- Le partenariat entre Bioessence et les groupements de producteurs de baobab dans le cadre de la valorisation de la graine de baobab et de karité ;
- L'appui commercial du GIE Koba Club aux autres unités de transformation du fonio à Kédougou ;
- La signature de protocoles entre le GIE Koba Club de Aya NDIAYE avec les autres unités de transformation du fonio de Kédougou.

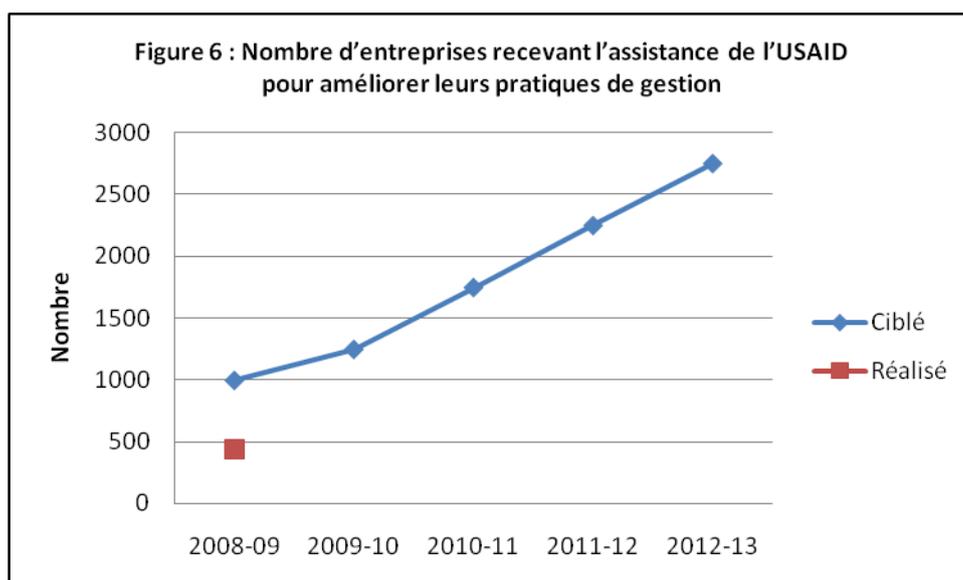
#### ***Dans la filière gomme mbep à Tambacounda***

- Le renforcement de la communication entre les GP par l'organisation de rencontres périodiques ;
- Le contrôle de la qualité des produits livrés par les GP aux unités et autres partenaires ;
- La recherche de partenaires ;
- La supervision des opérations de regroupement et vente de la production au niveau des points de collecte.

**Dans la filière anacarde à Ziguinchor :**

- L'engagement formel de l'unité Elybee à appuyer l'unité de transformation Bèyecounda dans le remboursement de son crédit auprès du Crédit Mutuel Sénégalais.

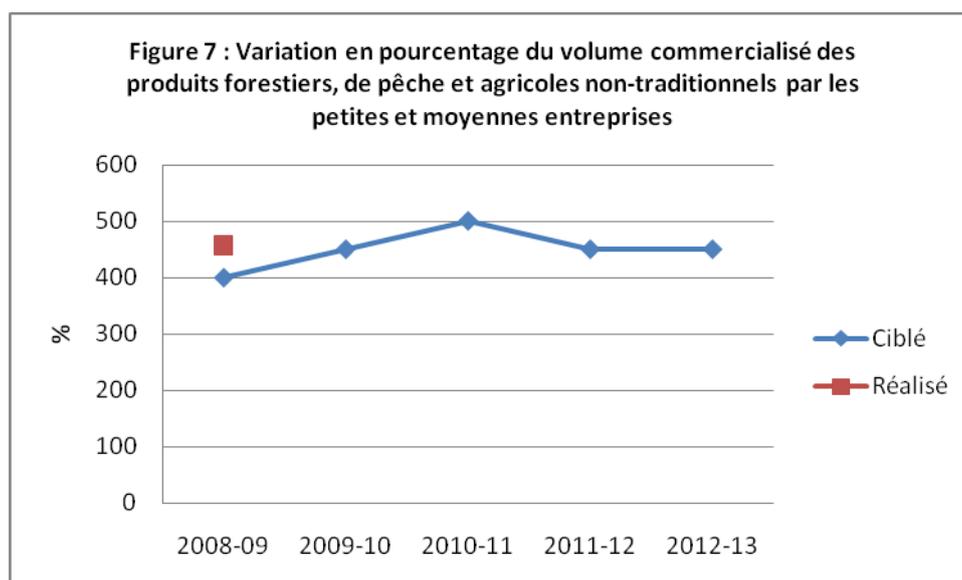
Indicateur 2 CDR :	Nombre d'entreprises appuyées par l'USAID qui ont amélioré leurs pratiques de gestion		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	1000		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
Création de nouvelles entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>244 entreprises ont été créées dont 108 pour l'anacarde, 44 pour le baobab, 16 pour le charbon, 25 pour le fonio, 16 pour l'huitre, 2 pour la gomme 7 pour madd, 3 pour le néré, 8 pour l'or et 15 pour les coques</li> </ul>	441	
Redynamisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>99 entreprises ont été redynamisées dont 14 pour l'anacarde, 23 pour le baobab, 3 pour le charbon, 20 pour le fonio, 1 pour le jujube, 20 pour la gomme, 15 pour madd et 3 pour l'or.</li> </ul>		
Formation en gestion	<ul style="list-style-type: none"> <li>98 entreprises ont été formées en gestion dont 9 pour l'anacarde, 30 pour le baobab, 22 pour le charbon, 29 pour le fonio et 8 pour le Madd.</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>441</b>	



**Résultat 3 CDR : Variation en pourcentage du volume commercialisé des produits forestiers, de pêche et agricoles non-traditionnels par les petites et moyennes entreprises assistées**

Indicateur 3 CDR :	Variation en pourcentage du volume commercialisé des produits forestiers, de pêche et agricoles non-traditionnels par les petites et moyennes entreprises assistées		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	400 %		
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
Amande	766,49%	456,87%	
Noix brute	199,56%		
Baobab décortiqué	107,48%		
Baobab en coque	>100,00%		
Baobab en poudre	61,62%		
Graines de baobab	>100,00%		
Charbon	211,87%		
Pagne	1367,13%		
Fonio brut	316,86%		

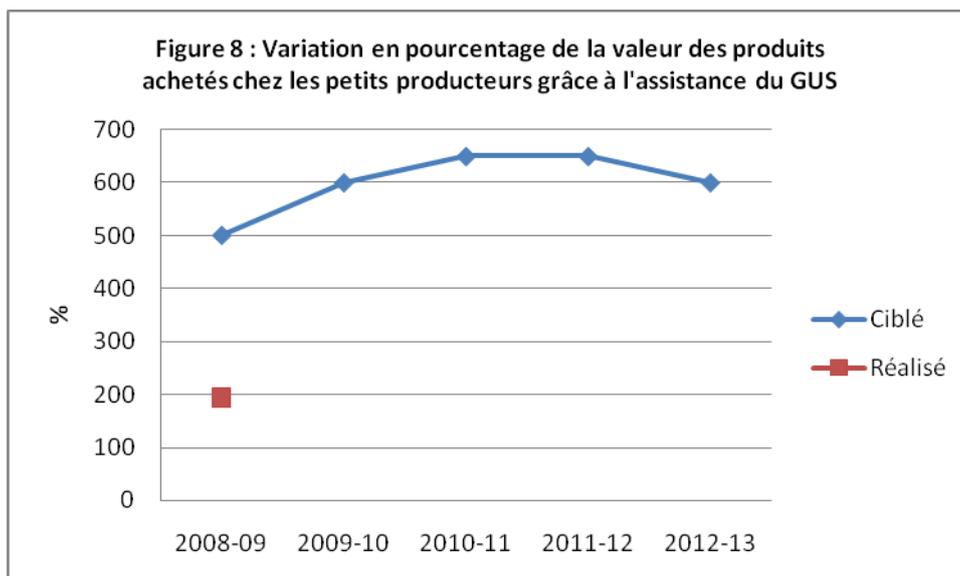
Indicateur 3 CDR :	Variation en pourcentage du volume commercialisé des produits forestiers, de pêche et agricoles non-traditionnels par les petites et moyennes entreprises assistées		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	400 %		
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
Fonio décortiqué	4,87%		
Fonio précuit	112,82%		
Gomme mbepp brute	219,23%		
Huile de palme	21,22%		
Huitre fraîche	33,67%		
Huitre séchée	243,92%		
Galette de jujube	0,03%		
jujube brut	4440,54%		
Madd	89,10%		
Miel	284,13%		
<b>Total cumulé :</b>		<b>456,87</b>	



#### **Résultat 4 CDR : Variation en pourcentage de la valeur des produits achetés chez les petits producteurs grâce à l'assistance du GUS**

Au cours de l'année fiscale 2008/2009, les revenus ont été augmentés dans l'ordre de 194 %.

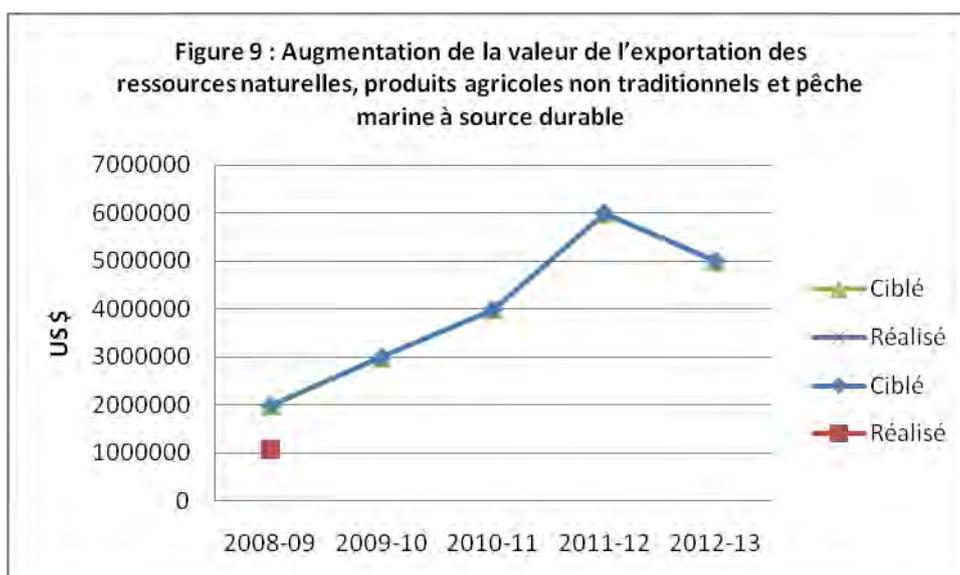
Indicateur 4 CDR :	Variation en pourcentage de la valeur des produits achetés chez les petits producteurs grâce à l'assistance du GUS		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	500 %		
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
Commercialisation de la gomme	▪ Dans la zone de Tamba 932 personnes ont vu leur bénéfice augmenter	329%	
Charbon	▪ Bénéfice augmenté pour 377 personnes	507%	
Baobab	▪ Bénéfice augmenté pour 1897 personnes dont 1084 femmes	115%	
Anacarde	▪ Bénéfice augmenté pour 2853 personnes dont 2420 hommes	142%	
Fonio	▪ Bénéfice augmenté pour 557 personnes dont 450	139%	
Madd	▪ Bénéfice augmenté pour 1159 personnes dont 354 femmes	130%	
Miel	▪ Bénéfice augmenté pour 5 personnes	281%	
Huitres	▪ Bénéfice augmenté pour 436 personnes dont 370 femmes	437%	
Coque (pagne)	▪ Bénéfice augmenté pour 304 personnes dont 300 femmes	1320%	
Huile de palme	▪ Bénéfice augmenté pour 6 femmes	488%	
Jujube	▪ Bénéfice augmenté pour 67 femmes et 1 homme	>100%	
<b>Total cumulé : la moyenne des augmentations est de</b>		<b>194 %</b>	



### Résultat 5 CDR: Augmentation de la valeur de l'exportation des ressources naturelles, produits agricoles non traditionnels et pêche marine à source durable

Les exportations ont porté sur la gomme de sterculia (mbep) et l'anacarde.

<b>Indicateur 5 CDR :</b>	Augmentation de la valeur de l'exportation des ressources naturelles, produits agricoles non traditionnels et pêche marine à source durable		
<b>Ciblés pour l'an 2008-2009 :</b>	2 M USD		
<b>Activités principales</b>	<b>Progrès réalisé</b>	<b>cibles achevées</b>	<b>En cours</b>
Appui dans les chaînes de valeurs	■ Gomme	9 098 302	
	■ anacarde	527 101 670	
<b>Total cumulé</b>		<b>536 199 972</b>	



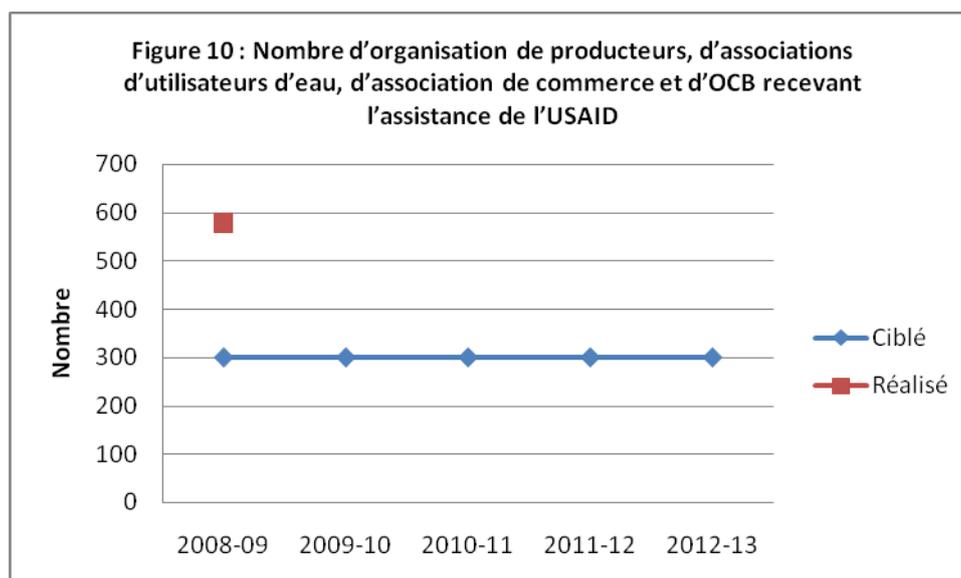
**Résultat 6 CDR: Augmentation du nombre d'organisation de producteurs, d'associations d'utilisateurs d'eau, d'association de commerce et d'OCB recevant l'assistance de l'USAID**

Au cours de l'année, l'assistance du Programme a porté sur la création de réseaux, la dynamique organisationnelle, la formation en gestion ainsi que les techniques de transformation.

Indicateur 6 CDR :	Nombre d'organisation de producteurs, d'associations d'utilisateurs d'eau, d'association de commerce et d'OCB recevant l'assistance de l'USAID		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	300		
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
Création de réseaux	■ 244 entreprises créées	244	
Dynamique organisationnelle	■ 99 entreprises redynamisées	99	
Gestion	■ 99 entreprises formées en gestion	98	
Techniques de transformation	■ 138 entreprises formées en techniques de transformation	138	
<b>Total cumulé</b>		<b>579</b>	

Ce résultat de 579 organisations assistées se distribue comme suit dans les différentes zones d'intervention :

Zone	Thèmes	Nombre	St total par Thèmes
<b>Fatick</b>	Création de réseau	41	
<b>Kédougou</b>	Création de réseau	47	
<b>Kolda</b>	Création de réseau	119	
<b>Tamba</b>	Création de réseau	17	
<b>Ziguinchor</b>	Création de réseau	20	244
<b>Kédougou</b>	Dynamique organisationnelle	48	
<b>Kolda</b>	Dynamique organisationnelle	17	
<b>Tamba</b>	Dynamique organisationnelle	27	
<b>Ziguinchor</b>	Dynamique organisationnelle	7	99
<b>Kédougou</b>	Gestion	45	
<b>Kolda</b>	Gestion	33	
<b>Tamba</b>	Gestion	20	98
<b>Fatick</b>	Techniques de transformation	18	
<b>Kédougou</b>	Techniques de transformation	33	
<b>Kolda</b>	Techniques de transformation	70	
<b>Tamba</b>	Techniques de transformation	2	
<b>Ziguinchor</b>	Techniques de transformation	15	138
<b>Total</b>		<b>579</b>	<b>579</b>



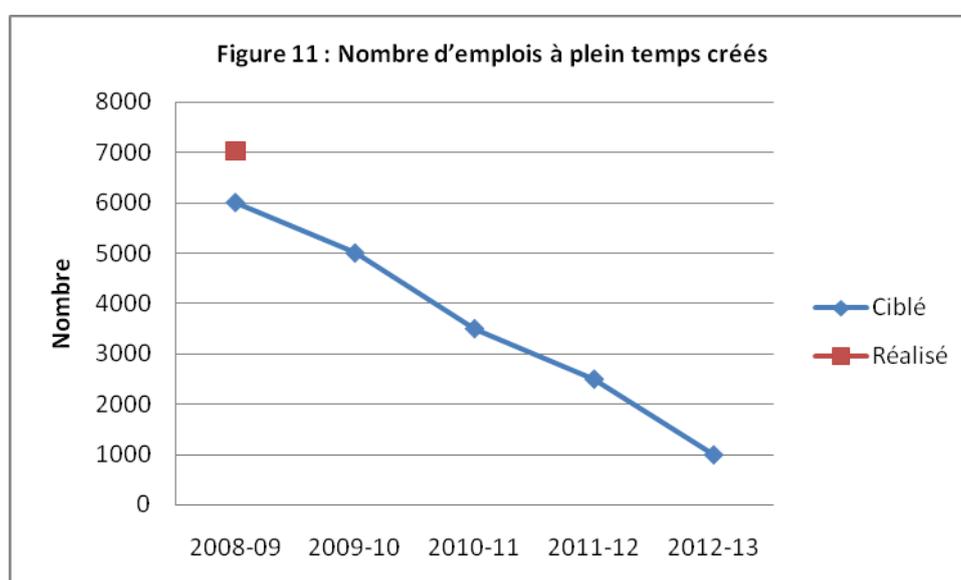
### Résultat 7 CDR : Augmentation du nombre d'emplois en plein temps créés

Les efforts déployés dans l'organisation des producteurs d'anacarde, notamment dans la zone de Kolda ont contribué pour 42% dans la réalisation du résultat atteint au cours de 2009 qui se chiffre à 7033 emplois créés.

Indicateur 7 CDR :		Nombre d'emplois en plein temps créés	
Ciblés pour l'an 2008-2009 :		6000	
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
Anacarde	▪ 2986 emplois	7033	
Baobab	▪ 982 emplois créés		
Charbon	▪ 517 emplois créés		
Gomme	▪ 43 emplois créés		
Huîtres	▪ 676 emplois créés		
Coques	▪ 609 emplois créés		
Madd	▪ 339 emplois créés		
Or	▪ 316 emplois créés		
Néré	▪ 96 emplois créés		
Fonio	▪ 469 emplois créés		
<b>Total cumulé :</b>		<b>7033</b>	

La synthèse par filière est donnée dans le tableau suivant :

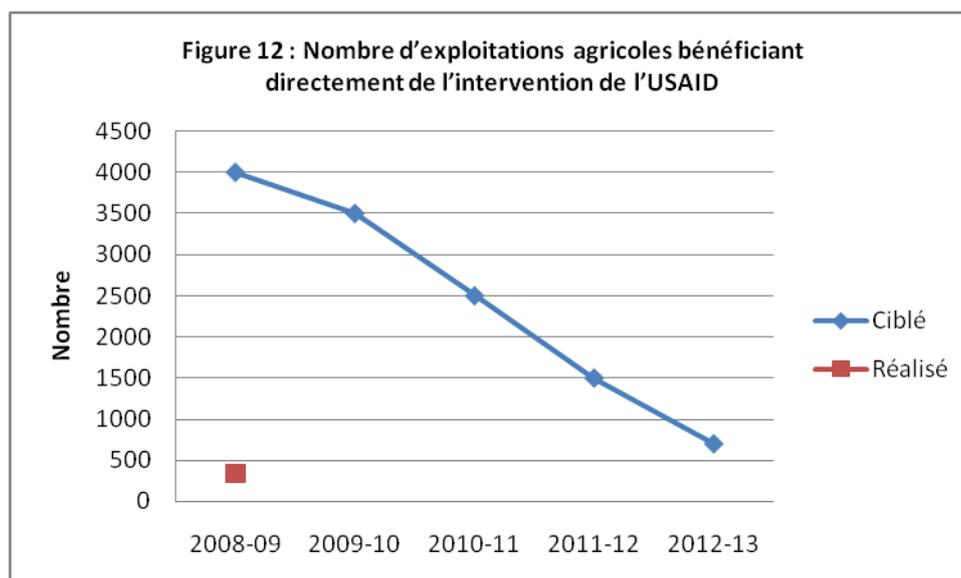
FILIERES	NOMBRE D'EMPLOIS CREEES		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Anacarde	2564	422	2986
Baobab	440	542	982
fonio	146	323	469
Charbon	517	0	517
Gomme	41	2	43
Huitres	98	578	676
Coques	7	602	609
Madd	198	141	339
Néré	0	96	96
Or	167	149	316
<b>TOTAL</b>	<b>4178</b>	<b>2855</b>	<b>7033</b>



## Résultat 8 CDR: Augmentation du nombre d'exploitations agricoles bénéficiant directement de l'intervention de l'USAID

Les exploitations agricoles ayant bénéficié de l'intervention du Programme au cours de 2009 concernent surtout l'anacarde et le fonio.

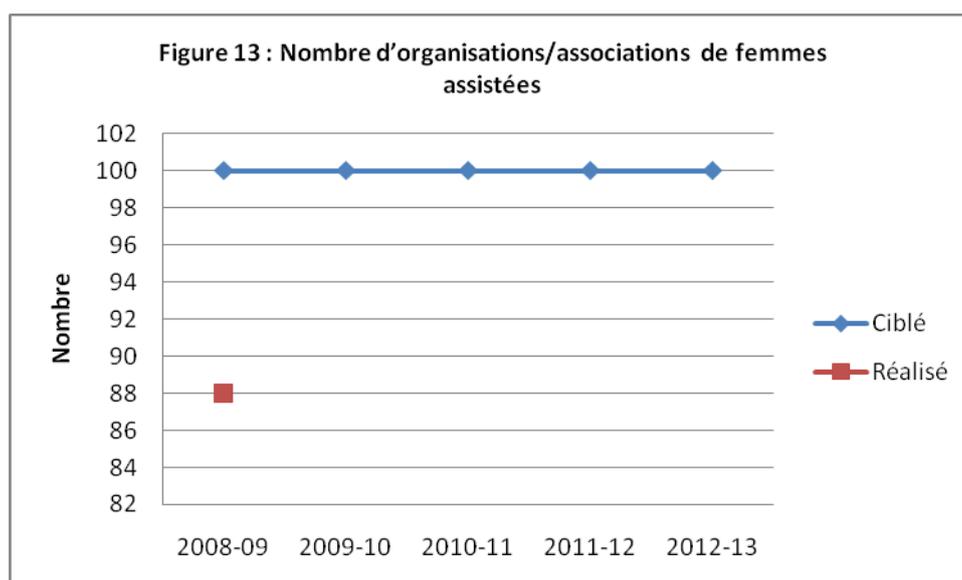
Indicateur 8 CDR :	Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant directement de l'intervention de l'USAID		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	4000		
Activités Principales	Progrès réalisé	Cibles achevées	En cours
		337	
	Total cumulé :	337	



### Résultat 9 CDR: Augmentation du nombre d'organisations / associations de femmes assistées

Au cours de l'année, 88 organisations féminines ont bénéficié de l'assistance du Programme dans les filières baobab, fonio et gomme mbepp à Kédougou et à Tamba pour le montage d'activités génératrices de revenus, la formation en gestion et les techniques de transformation.

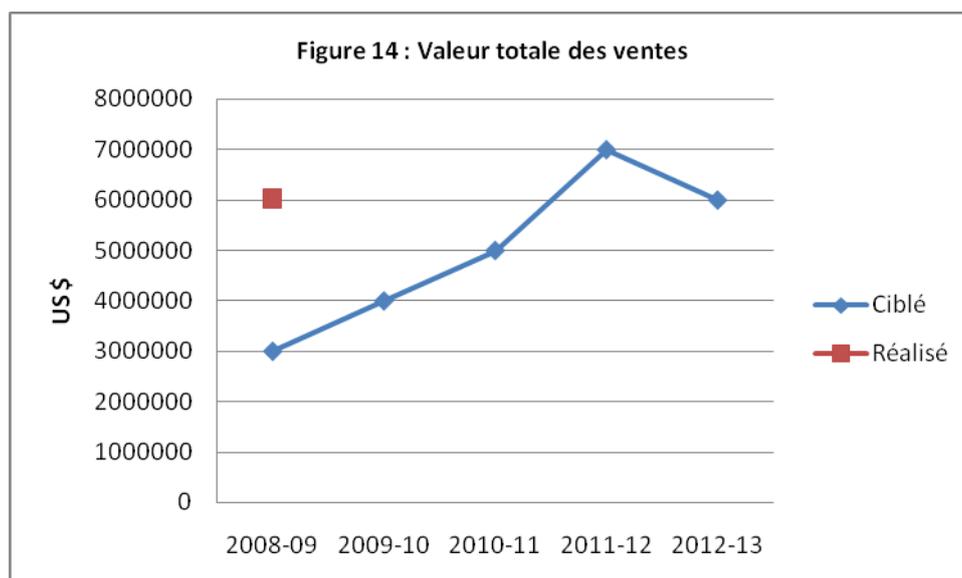
Indicateur 9 CDR :	Nombre d'organisations / associations de femmes assistées		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	100		
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
Création de réseau	30 entreprises de femmes créées	88	
Redynamisation	5 entreprises de femmes redynamisées		
Gestion	4 entreprises de femmes formées en gestion		
Techniques de transformation	20 entreprises de femmes formées en techniques de transformation		
Augmentation de revenu	29 entreprises de femmes appuyées dans la commercialisation		
<b>Total cumulé</b>		<b>88</b>	



### Résultat 10 (Non contractuel): Valeur totale des ventes

Le cumul des ventes des entreprises clientes du Programme s'élève à 3,016- milliards de F CFA. La contribution de l'anacarde dans ce chiffre est prédominante. Cette situation est due l'assistance du Programme aux groupements de Kolda et de Fatick.

Indicateur 10 CDR :	Valeur totale des ventes		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	3 M USD		
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
Commercialisation de la gomme	■	407 982 202	
Charbon	■	382 807 595	
Baobab	■	92 068 320	
Anacarde	■	1 990 635 245	
Fonio	■	47 565 350	
Madd	■	24 105 110	
Huitres	■	59 328 599	
Coque (pagne)	■	11 644 150	
Huile de palme	■	147 000	
Miel	■	242 000	
Jujube	■	405 400	
<b>Total cumulé :</b>		<b>3 016 930 971</b>	




---

### **Résultat 11(Non contractuel) : Augmentation du nombre de conventions commerciales négociées par les groupements communautaires**

Au cours de l'année, 35 contrats ont été signés entre les groupements de producteurs et les acheteurs dans les filières baobab et fonio.

---

### **Résultat 12 (non contractuel) : Augmentation du nombre d'entreprises qui ont reçu un crédit grâce à l'appui du Programme**

La signature de l'avenant concernant le protocole avec le CMS a permis à 23 entreprises évoluant dans les filières charbon, baobab et fonio de bénéficier de crédits totalisant 22,800 millions de F CFA. Les remboursements sont satisfaisants dans l'ensemble. Le système d'épargne (100 F CFA par sac), mis en place par les réseaux de Missirah, a facilité le remboursement du crédit des groupements de producteurs. Seul le GPC de Kouar Mbailar a eu des difficultés de remboursement de son crédit.

Avec le taux d'intérêt élevé appliqué par CMS, le Programme a estimé que les groupements devraient être orientés vers les banques commerciales. La CBAO, dans une lettre d'intention a signifié au Programme, son accord d'accompagner sous forme de refinancement les Systèmes Financiers Décentralisés(SFD). Ce partenariat pourra permettre aux entreprises/groupements clients de bénéficier de crédit à des taux favorables utilisant la garantie offerte dans le cadre de la DCA (Development Credit Authority).

Gaye Charbonnage a décaissé 7 000 000 F CFA au niveau de la CBAO pour l'achat d'un camion destiné au transport du charbon des groupements de producteurs.

Le Programme envisage de signer des protocoles tri partites entre CBAO et deux mutuelles de Tamba. Il s'agit de la Mutuelle de l'APROVAG « Association des Producteurs de la Vallée du Fleuve Gambie » et la Mutuelle U- IMEC « Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Épargne et de

Crédit ». Cette dernière est disposée à mettre en place ses propres fonds et le Programme d'assurer les services non financiers d'assistance aux entreprises qu'elle aura à financer.

Entreprise	Activité	Montant demandé	Montant accordé
GPC Sare Seyni	Charbon	500 000	500 000
GPC Samba Courou	Charbon	1 500 000	1 000 000
GPC Sitaoulé Ndiobo	Charbon	2 000 000	1 500 000
GPC Niaoulé Tanou	Charbon	2 000 000	2 000 000
GPC Velingara Yaya	Charbon	600 000	600 000
GIE Mere Thereza	Fonio	400 000	400 000
GIE Fouta Dindéfelo	Fonio	800 000	800 000
GIE Wakilaré Bandafassi	Fonio, Baobab	200 000	200 000
GP Lande	Fonio, Baobab	1 000 000	1 000 000
GIE Koba Club	Fonio	5 000 000	5 000 000
GIE Dadoligo Salémata	Fonio, Baobab	500 000	500 000
GPC Tabadian Dialico	Charbon	500 000	500 000
GIE Kansala	Anacarde	750 000	750 000
Kénéwal	Baobab	1 000 000	1 000 000
GPC Wakilaré Fouladou	Charbon	750 000	750 000
GIE Mariama Baldé	Charbon	1 000 000	1 000 000
GPC Kassandiang	Charbon	1 000 000	1 000 000
GIE Naforé Ladé	Charbon	1 000 000	1 000 000
GIE Hammee Jarra	Baobab	800 000	800 000
GIE Naforé	Baobab	800 000	500 000
GIE Afia	Fonio	500 000	500 000
GIE Tanagué	Fonio	500 000	500 000
GPC Saré Seyni	Charbon	1 000 000	1 000 000
Gaye Charbonnage	Charbon		7 000 000
<b>Total</b>			<b>29 800 000</b>

## 2.3 Contraintes, opportunités et axes prioritaires pour l'année prochaine

### Contraintes

- L'intervention du Programme est conditionnée par le développement de plans de gestion pour certains produits halieutiques à haut potentiel d'exportation ;
- Les difficultés dans l'exécution du contrat entre BFC et les producteurs pour la livraison de baobab en coques ;
- Le retard dans le renouvellement du protocole avec le CMS ;
- Les lenteurs administratives pour la mise en œuvre d'un partenariat avec les banques commerciales (Protocole avec la CBAO).

### Opportunités

- La valorisation de l'anacarde (Ventes des noix brutes, valorisation des pommes de cajou) ;
- La diversification des partenaires potentiels pour l'anacarde ;
- L'implantation d'une usine de fabrication de produits à base de karité et d'huile de graine de baobab à Kédougou ;

- La levée de la subvention de l'État sur le gaz butane ;
- La valorisation de la graine de baobab à Kédougou et l'extension de sa commercialisation dans les zones de Tamba ;
- La vente du charbon *bord champ* pour les producteurs de charbon des forêts aménagées de Missirah et de Koulor ;
- L'existence de partenaires financiers pour appuyer les groupements de producteurs ;
- Les accords en finition avec la CBAO et d'autres institutions de micro finance.

### **Axes Prioritaires**

- Le renforcement des capacités des réseaux dans la fourniture des services aux GP ;
- Le démarrage des activités liées au Volet Agriculture dans les régions de Tamba, Kédougou, Fatick et Kaolack ;
- La recherche de partenaires commerciaux pour la transformation de l'anacarde ;
- L'organisation des groupements d'orpailleurs ;
- La mise en place d'unités pour l'amélioration de la production et de la commercialisation pour l'orpaillage traditionnel ;
- Le développement de synergies dans le cadre de l'orpaillage traditionnel ;
- La recherche de clients potentiels pour l'or ;
- L'amélioration du packaging pour les entreprises transformatrices ;
- Le renforcement du partenariat dans les filières ciblées ;
- Le développement des plans d'actions issus des analyse des chaînes de valeurs mollusques (Coque, huître, cymbium), ethmalose, crevettes, céréales et produits maraîchers ;
- La formalisation des partenariats à Kolda dans le cadre du fonio ;
- Le démarrage de l'exploitation du bois d'œuvre dans les forêts communautaires de Kolda et de Ziguinchor ;
- Le renforcement organisationnel des producteurs et l'amélioration de l'accès aux informations techniques et de marchés pour les entreprises à travers des événements tels que le Business Forum, les visites d'échanges ;
- Le renforcement de la synergie et du partenariat développés autour du cadre de concertation des acteurs clés sur l'orpaillage traditionnel ;
- L'évaluation finale du plan d'actions des acteurs de l'orpaillage traditionnel ;
- L'assistance aux entreprises axée sur l'élaboration de plans d'actions ou de plans d'affaires au profit des groupements de producteurs et des unités de transformation, le montage de dossiers de crédit et la tenue des outils élémentaires de gestion ;

- L'appui des réseaux aux groupements de producteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans d'actions d'une part et d'autre part dans la collecte des informations sur la production et la commercialisation ;
- La mise en place de systèmes d'épargne pour l'autofinancement des groupements de producteurs et sur la recherche de partenaires.

# 3 VOLET AGRICULTURE

## 3.1 Résultats ciblés et activités planifiées

### 3.1.1 Considérations générales

La création du Volet Agriculture est une réponse de l'USAID à la crise alimentaire. Le Sénégal est un des pays africain ciblé par ce Programme à travers USAID/PCE et le Volet Agriculture est ajouté aux activités du Programme USAID Wula Nafaa par l'accord de modification n°1 au contrat global signé en août 2008.

Avant l'arrivée du nouveau COP et du Chef du Volet Agriculture, un atelier de planification de la période juillet – septembre 2009 a été tenu à Dakar. Cet atelier a été conduit sous la forme d'un brainstorming entre les participants d'où est sorti un draft ayant servi à la conduite des activités pour la période juillet - septembre.

### 3.1.2 Résultats ciblés

Deux principaux résultats sont ciblés pour ces trois derniers mois :

- Amélioration ou Création de systèmes de gestion de l'eau, dont les indicateurs principaux pour cette période sont le « nombre de systèmes de gestion de l'eau existants améliorés ou étendus » et le « nombre d'hectares affectés par des systèmes de gestion de l'eau qui sont nouveaux ou améliorés ». L'activité principale prévue est l'appui à l'exploitation de 30 ha de riz de bas-fonds Djilor / Fatick ;
- Amélioration de la production agricole et animale, dont les indicateurs principaux pour cette période sont « l'augmentation du pourcentage global de produits agricoles clés ou de produits animaux » et le « nombre de petits ménages augmentant leur production à partir des produits agricoles clés ou de produits animaux ». Pour ce résultat, le Plan d'Actions n'indique pas de cibles.

### 3.1.3 Activités planifiées pour 2008–2009

Les activités contenues dans le Plan d'Actions proposé pendant l'atelier sont :

- Finaliser et valider le rapport de l'atelier de planification de 3 mois ;
- Installer le bureau à Kaolack et mettre en place l'équipe ;
- Achat des véhicules et motos ;

- Rencontrer, informer et discuter avec les services techniques ;
- Valider la sélection des CR choisies ;
- Faire des études diagnostics des zones retenues ;
- Elaborer des plans d'actions par site ;
- Nouer un partenariat avec les Eaux et Forêts (BAC/Thiès) ;
- Etablir des protocoles avec les partenaires (PCE et autres) ;
- Former les facilitateurs et les installer ;
- Préparer la mise en place de Périmètres Irrigués ;
- Créer des sites de démonstration sur les bonnes pratiques avec LE PCE et autres partenaires ;
- Appuyer l'exploitation de 30 ha de riz de bas-fonds à Djilor / Fatick ;
- Identifier les groupes de producteurs ;
- Choisir les produits et élaborer les TDR de l'ACV dans le domaine de l'agriculture ;
- Analyse et validation des indicateurs.

## 3.2 Progrès réalisés

### 3.2.1 Les activités préparatoires

Des activités transversales, ou préparatoires aux activités et résultats attendus du Volet, étaient planifiées durant ce trimestre :

- Réaliser l'atelier de planification des activités du Volet Agriculture pour la période Juillet – Septembre 2009 ;
- Installer le bureau de Kaolack<sup>2</sup> ;
- Acheter des véhicules ;
- Acheter des motos pour les facilitateurs ;

Concernant la mise en place de l'équipe, elle est en cours d'installation :

- Le Chef du bureau, le Chef de Volet, le Spécialiste en Irrigation (démarrage à 75% de temps plein), le Spécialiste en Production Agricole, le Gestionnaire du bureau, le gestionnaire du fonds d'appui à l'agriculture et 2 chauffeurs sont en poste ;

---

<sup>2</sup> Notons que le bureau est partagé avec USAID/PCE

- Les 12 facilitateurs recrutés, ont bénéficié d'un stage d'immersion et d'une formation. Faisant suite aux missions d'identification et de présélection des sites réalisées par le Volet en juillet et en août, une rencontre interne au Programme, relative à leur dispositif de mise en place, a été tenue. Elle a été suivie d'une note d'affectation des facilitateurs : région de Kaolack : 2, Fatick : 6, Tambacounda : 3, Kédougou : 1.
- Le manager du LASF et l'assistant administratif et comptable du bureau de Kaolack sont en cours de recrutement.

### **3.2.2 Les activités de mise en œuvre du projet**

#### **Résultat 1 : Amélioration ou Création de systèmes de gestion de l'eau**

En juillet et en août 2009, 2 missions d'identification et présélection des sites ont été réalisées. Sept communautés rurales au niveau de deux zones intensives (Régions de Kaolack et de Fatick) sont retenues, ainsi que huit CR au niveau de 2 zones plus extensives d'actions (Régions de Tamba et Kédougou). Au fur et à mesure de la mise en place des activités, les CR sont informées du choix de l'emplacement des activités du Programme par des correspondances officielles.

Suite aux missions d'identification et de présélection des sites, des missions de confirmation sont en cours de réalisation. Ainsi, 6 nouveaux sites rizicoles, 6 sites rizicoles à améliorer, et 4 sites horticoles ont été identifiés et feront l'objet d'exploitation au courant de l'année 2010. L'étude des sites sera confiée à des consultants ou des firmes qui seront recrutés suite à leur choix par un processus de sélection par Manifestation d'Intérêt.

En collaboration avec le siège d'IRG, une première version du manuel LASF a été élaborée. Il est en train d'être traduit en français. Dans le cadre de ce manuel, il est prévu la sélection des consultants suite au lancement d'un appel à Manifestation d'Intérêt. Un draft a été élaboré et sera lancé dans les journaux en octobre.

Indicateur 1 VAG :		Nombre de nouveaux systèmes de gestion de l'eau mis en place	
Ciblés pour l'an 2008-2009 :		0	
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
Valider la sélection des CR choisis	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 missions d'identification et présélection des sites</li> <li>▪ 7 CR au niveau de 2 zones intensives (régions de Kaolack et de Fatick)</li> <li>▪ 8 CR au niveau de 2 zones plus extensives d'actions (régions de Tamba et Kédougou)</li> </ul>		
Préparer la mise en place de périmètres irrigués (zones PCE et PAPIL) Identifier les groupes de producteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 6 nouveaux sites rizicoles identifiés</li> <li>▪ 6 sites rizicoles à améliorer identifiés</li> <li>▪ 4 sites horticoles ont été identifiés</li> </ul>		
Élaborer des plans d'actions par site	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un document d'approche de valorisation des Bas Fonds est en cours d'élaboration</li> <li>▪ Des plans d'actions pour chaque facilitateur sont en cours d'élaboration et seront finalisés lors de l'Assemblée Générale de fin octobre – début novembre 2009</li> </ul>		
Élaborer le manuel LASF	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Première version du manuel LASF a été élaborée</li> </ul>		
Appuyer l'exploitation de 30 ha de riz de bas-fonds Djilor / Fatick	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Cette activité opérationnellement planifiée début août n'a pas pu être conduite à cause d'une pluie qui a inondé les 4 bas fonds sélectionnés (Boly 1, Boly 2, Djilor et Ndour Ndour)</li> </ul>		
Rencontrer, informer et discuter avec les Services Techniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Cette activité est en cours de réalisation, au fur et à mesure de la mise en place des activités.</li> <li>▪ Cependant il n'est pas prévu la tenue formelle de CRD</li> </ul>		
Établir des protocoles avec les partenaires (PCE et autres)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des drafts de protocoles ont été établis avec PCE et PAPIL et sont en train d'être partagés</li> </ul>		
Analyser et valider les indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Non réalisé. Sera fait début PTA 2010</li> <li>▪ Un document technique sur l'Évaluation de l'Impact Environnemental qui sera réalisée avant tout aménagement de Bas Fonds a été rédigé</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>0</b>	

Indicateur 2 VAG :		Nombre de systèmes de gestion de l'eau existants améliorés ou étendus	
Ciblés pour l'an 2008-2009 :		4	
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pas d'activités cette année</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>0</b>	

Indicateur 3 VAG :		Nombre d'hectares affectés par les systèmes de gestion de l'eau nouveaux ou améliorés	
Ciblés pour l'an 2008-2009 :		30	
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pas d'activités cette année</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>0</b>	

Indicateur 4 VAG :		Nombre de petits ménages bénéficiant des systèmes de gestion de l'eau nouveaux ou améliorés	
Ciblés pour l'an 2008-2009 :		0	
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pas d'activités cette année</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>0</b>	

## Résultat 2 : Amélioration de la production agricole et animale

Une formation sur le « Conservation Farming » a été organisée en collaboration avec le Programme Croissance Économique. Cette formation s'est déroulée dans trois grandes localités : i) la communauté rurale de Thiaré, dans la région de Kaolack, où les producteurs ont une forte organisation autour de la production de céréales (mil, maïs, sorgho, etc.) ; ii) la communauté rurale de Nganda, dans la région de Kaffrine, qui a été choisie grâce à la présence d'un agent de l'ANCAR et au dynamisme des producteurs autour des céréales ; iii) les communautés rurales de Bamba (pôle de développement des initiatives sur le multiplication de semences) et de Koumpentoum (dispose d'une organisation communautaire de production de semences).

Ainsi, plus de 40 villages sont réellement concernés par cette formation. Au total 173 (93 +80) producteurs ont assisté au déroulement des différentes étapes de la technologie.

Indicateur 5 VAG :	Augmentation du pourcentage global de produits agricoles clés ou de produits animaux		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
Créer des sites de démonstration sur les bonnes pratiques avec PCE et autres partenaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Formation des producteurs sur le Conservation Farming</li> </ul>		
Choisir les produits et élaborer les TDR de l'analyse des Chaînes de Valeurs dans le domaine de l'Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ TDR en cours d'élaboration</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>0</b>	

Indicateur 6 VAG :	Nombre de petits ménages augmentant leur production à partir des produits agricoles clés ou de produits animaux		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪</li> </ul>		130
<b>Total cumulé :</b>		<b>0</b>	<b>130</b>

## Résultat 3 : Meilleure intégration au marché de la production des petits producteurs pour un certain nombre de produits de base clés

Indicateur 7VAG :	Augmentation en pourcentage du revenu des ménages grâce aux produits agricoles clés et aux produits animaux		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pas d'activités cette année</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>0</b>	

Indicateur 8VAG :	Augmentation relative en volume des produits agricoles clés et animaux, par zone, entrant dans les circuits du marché régional et national		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	■ Pas d'activités cette année		
Total cumulé :		0	

## Résultat 4 : Amélioration des mesures d'utilisation des terres arrêtées par les autorités

### locales

Indicateur 9VAG :	Nombre de mesures d'utilisation des terres adoptées par les autorités locales		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
Nouer un partenariat avec les Eaux et Forêts (BAC/Thiès)	■ Non réalisé		
Total cumulé :		0	

Indicateur 10VAG :	Nombre de ménages affectées par les mesures établies d'utilisation du terrain		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	■ Pas d'activités cette année		
Total cumulé :		0	

## Résultat 5 : Respect plus rigoureux des règles relatives à la production et à l'utilisation des technologies par les petits producteurs

Indicateur 11VAG :	Nombre de petits producteurs recevant des instructions et de la formation sur les règlements appropriés de production		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	■ Pas d'activités cette année		
Total cumulé :		0	

Indicateur 12VAG :	Nombre d'OP recevant des instructions et de la formation sur les règlements appropriés de production		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	■ Pas d'activités cette année		
Total cumulé :		0	

Indicateur 13VAG :	Nombre de technologies sûres et efficaces présentées, identifiées et développées à l'usage des petits exploitants		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	■ Pas d'activités cette année		
Total cumulé :		0	

Indicateur 14VAG :	Nombre de petits producteurs recevant de la formation sur les nouvelles technologies		
--------------------	--	--	--

Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	■ Formation sur le conservation farming	173	
	Total cumulé :	173	

Indicateur 15VAG :	Nombre d'OP recevant de la formation sur les nouvelles technologies		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	■ Pas d'activités cette année		
	Total cumulé :	0	

---

## Résultat 6 : Amélioration de la connaissance des aspects politiques au niveau local

Indicateur 16VAG :	Nombre de CR, d'OCB recevant des instructions sur les questions politiques et les implications au niveau local		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	0		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
	■ Pas d'activités cette année		
	Total cumulé :	0	

### 3.3 Contraintes, opportunités et axes prioritaires pour l'année prochaine

#### Contraintes

Durant la phase de démarrage du Volet, il a été constaté des risques de dispersion des efforts. C'est dans ce cadre que le Volet compte reporter, cette année, ses activités dans les zones de Bakel et de Kolda. En effet, dans ces zones, il s'agira de développer une autre problématique (les périmètres irrigués notamment). Pour Kolda, il sera nécessaire de développer des efforts additionnels en direction de l'administration.

La saison des pluies a été bonne, donc les études de Bas Fonds risquent de prendre un peu de retard contrairement à la planification.

#### Opportunités

Une des opportunités majeures est la présence du PAPIL. Ce projet a réalisé plusieurs aménagements, sur lesquels le Programme peut s'appuyer pour la mise en valeur. Il a également réalisé des études d'aménagements dont USAID WN pourrait bénéficier pour les actualiser et engager rapidement les travaux.

Une autre opportunité est la présence d'aménagements dont certains avec des digues secondaires et qui pourraient avoir un impact rapide.

#### Axes prioritaires

- Travailler en année 1 de façon plus intense au niveau de la zone circonscrite de Kaolack et Fatick, en s'appuyant sur les réalisations faites par d'autres projets, notamment le PAPIL. Les activités prioritaires sont : la production de riz (par digues anti sel, retenues d'eau, endiguement) et les activités maraîchères.
- Engager les premières actions d'ancrage au niveau de Kédougou (aménagements rizicoles) et de Tamba. Pour Tamba, la problématique pourrait notamment être orientée : i) développement de paquets techniques pour les cultures pluviales (mil, maïs, sorgho, fonio) dans les CR du Bassin Versant (Koussanar, Fass Koto, Kouthia Gaydi et Sinthiou Malème), ii) évaluation des sites possibles d'aménagement sur le Bassin Versant, en collaboration avec UICN et Caritas. Les activités prioritaires sont : la production de riz (par endiguement), la production de mil, maïs et sorgho.

# 4 VOLET AMELIORATION DE LA BONNE GOUVERNANCE

## 4.1 Résultats ciblés et activités planifiées

### 4.1.1 Considérations générales

Des activités de Bonne Gouvernance ont été développées durant la première phase comme test dans trois communautés rurales, puisque c'est durant l'exécution du Programme que la nécessité s'était faite sentir. Pour cette deuxième phase, l'Amélioration de la Bonne Gouvernance constitue un Volet à part entière et embrasse différents aspects dont l'eau et l'assainissement, la pêche et l'agriculture. Par rapport à cette nouveauté et selon les leçons tirées du test, il fallait d'abord définir une stratégie d'intervention qui prend en compte la formalisation des relations entre le Programme et les partenaires, notamment les communautés rurales. Cette activité a été menée conjointement avec le spécialiste d'IRG en la matière.

Des activités liées à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ont été développées durant cette année dans les 10 communautés rurales d'intervention du Programme USAID Wula Nafaa à Tambacounda. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement, a été intégré dans la deuxième phase du Programme comme objectif stratégique. Par rapport à cette nouveauté, il fallait d'abord définir une stratégie d'intervention basée sur la réalité du terrain. Ainsi, une étude diagnostic a été menée au sein de 67 villages des communautés rurales de Bala, Goumbayel, Koar, Koulor, Koussanar, Koutia Gäidy, Missirah, Pass Koto, Sinthiou Maléme et Sinthiou Bocar Ali ; dans la région de Tambacounda. Cette étude a abouti à l'élaboration d'un plan d'actions sur l'eau et l'assainissement au niveau de chaque communauté rurale. Ce plan d'actions a été validé par l'ensemble des acteurs engagés au niveau régional pour la résolution des problèmes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Après cette étude diagnostic il fallait asseoir la démarche d'accompagnement et de partenariat sur l'eau et l'assainissement avec les communautés rurales et acteurs de la zone d'intervention du Programme. Dans ce cadre, le Programme s'est attaché les services d'un spécialiste en la matière pour conduire le processus dans tout son ensemble.

## 4.2 Résultats ciblés

Le Volet Amélioration de la Bonne Gouvernance vise à atteindre les 7 résultats clés ci – après :

- Augmentation du nombre de systèmes de supervision externe de l'utilisation des ressources publiques appuyés par le GUS ;
- Augmentation du nombre de collectivités locales recevant l'aide du GUS pour augmenter leurs sources de revenus annuels ;
- Augmentation du nombre de collectivités locales qui utilisent les ressources générées au niveau local de manière durable et participative ;
- Augmentation du nombre d'individus formés pour renforcer la gouvernance locale ou la décentralisation ;
- Augmentation du nombre de processus appuyés par le GUS pour permettre aux citoyens de participer aux activités de leur collectivité locale ;
- Augmentation du nombre de CR qui ont bénéficié d'un état des lieux et d'un plan d'actions sur l'eau et l'assainissement ;
- Augmentation du nombre de CR activement impliquées dans la gestion de l'eau et de l'assainissement.

### 4.2.1 Activités planifiées pour 2008–2009

Les activités planifiées pour l'année 2008 – 2009 se présentent ainsi qu'il suit :

#### **La définition/finalisation de la stratégie et de la démarche d'intervention du Volet ABG**

- Élaborer une stratégie d'intervention en matière d'amélioration de la bonne gouvernance ;
- Élaborer des modules de formation et d'assistance technique relatifs à l'amélioration de la bonne gouvernance.

#### **La sélection et la signature de protocole avec les CR partenaires**

- Finaliser les critères de sélection des CR ;
- Sélectionner les CR partenaires ;
- Signer des protocoles entre le Programme, les services centraux, régionaux et les partenaires ;
- Organiser un atelier de validation des zones d'intervention dans le domaine de la pêche ;
- Élaborer et valider un plan d'actions avec les partenaires de la pêche.

#### **L'amélioration de la gestion autour des plans d'aménagement et conventions locales**

- Évaluer les GAF et le Programme test de bonne gouvernance ;

- Réviser les outils et procédures de la GAF ;
- Réactualiser les documents de GAF existants ;
- Tester la mise en place de la GAF dans les conventions locales en cours de mise en œuvre.

### **L'amélioration des capacités de mobilisation et de gestion financières des CR partenaires**

- Appuyer les collectivités locales à identifier des mécanismes de mobilisation des ressources financières à partir des conventions locales ;
- Appuyer les collectivités locales partenaires dans l'élaboration et l'exécution de leurs budgets ;
- Appuyer les collectivités locales à identifier et mobiliser des ressources financières additionnelles.

### **L'amélioration de la participation des femmes aux activités et instances de décisions des CR partenaires**

- Appuyer les groupes de femmes à mener des plaidoyers pour leur meilleure représentation et participation aux activités et instances de décisions dans les communautés rurales partenaires ;
- Aider à une meilleure organisation des associations de femmes qui s'activent dans la cueillette et la transformation des produits ;
- Intégrer les femmes dans les commissions Eau et Assainissement.

### **L'amélioration des capacités de gestion foncière des CR partenaires**

- Appuyer la mise en place de POAS dans les CR partenaires (dans le cadre des conventions locales) ;
- Appuyer la mise en place dans les CR partenaires d'outils de gestion du foncier.

### **Le renforcement des capacités des acteurs clés autour des CR partenaires**

- Appuyer la mise en place et le fonctionnement de cadres de concertation au niveau communautaire, zonal et villageois ;
- Appuyer le fonctionnement du conseil local de pêche artisanale ;
- Renforcer les capacités des conseils régionaux, ruraux, des ARD et des OCB ;
- Organiser des visites d'échange entre communautés de pêcheurs dans la gestion durable des ressources ;
- Appuyer la compilation, la traduction et la vulgarisation des textes législatifs et réglementaires relatifs aux ressources naturelles.

## 4.3 Progrès réalisés

### **Résultat 1 ABG : Augmentation du nombre de systèmes de supervision externe de l'utilisation des ressources publiques appuyés par le GUS**

L'activité « appuyer les groupes de femmes à mener des plaidoyers pour leur meilleure représentation et participation aux activités et instances de décisions » n'a pas été entièrement réalisée. Si des groupes de femmes ont pu être identifiés pour bénéficier de cette assistance, cependant, ils n'ont pas pu bénéficier des formations et de l'assistance technique prévue, en raison d'une surcharge de travail. Les groupes de femmes identifiés et ciblés sont essentiellement des groupes qui s'activent autour de la valorisation des ressources naturelles (forestières et agricoles). Au courant de l'année fiscale à venir, l'activité sera reconduite mais prise en compte dans le cadre d'une activité plus large consistant en un renforcement de capacités des organisations de la société civile, en vue d'améliorer leur participation à la gestion et la supervision des affaires locales.

La GAF et le programme test de bonne gouvernance ont été évalués dans les trois sites aménagés. L'évaluation de la GAF s'est faite dans le cadre de deux activités que sont, d'une part, l'évaluation du système GAF par un groupe restreint constitué du staff et de représentants des comités de gestion du PAF et d'autre part, les évaluations annuelles des PTA et Budgets des comités de gestion du PAF. L'évaluation du système (outils et procédures GAF) a débouché sur des solutions innovantes dont l'application par les comités de gestion connaît des succès. L'élément phare des solutions proposées constitue le recrutement de gestionnaire par la communauté pour s'occuper des tâches administratives et de gestion, compte tenu du fait que plus de 80% des responsables des comités ne savent ni lire, ni écrire. Cette solution devrait contribuer de façon significative à l'amélioration de la gouvernance dans la gestion, notamment des ressources financières générées par l'aménagement. Pour ce qui est des évaluations des PTA et Budgets des comités de gestion de PAF, elles ont été un exercice particulièrement utiles en ce sens qu'elles ont permis de mettre le doigt sur certaines insuffisances techniques résultant d'une insuffisance d'orientation des comités par les services techniques. Ces évaluations ont donné naissance à un nouveau module sur la gouvernance et des innovations en cours de mise en œuvre dans la GAF.

Au cours de l'année écoulée, il était question de tester la mise en place de la GAF dans les conventions locales. Cette activité a dû être suspendue car les conditions d'application de la GAF aux conventions locales n'étaient pas réunies.

Le POAS est un outil déterminant de supervision de la gestion des ressources naturelles d'une communauté. C'est dans ce cadre que le Programme a assisté la communauté rurale de Sakar, dans le prolongement de la mise en œuvre de sa convention locale, à élaborer et à faire appliquer son POAS

dont une des conséquences directes a été la délimitation d'une forêt communautaire, faisant actuellement l'objet d'aménagement.

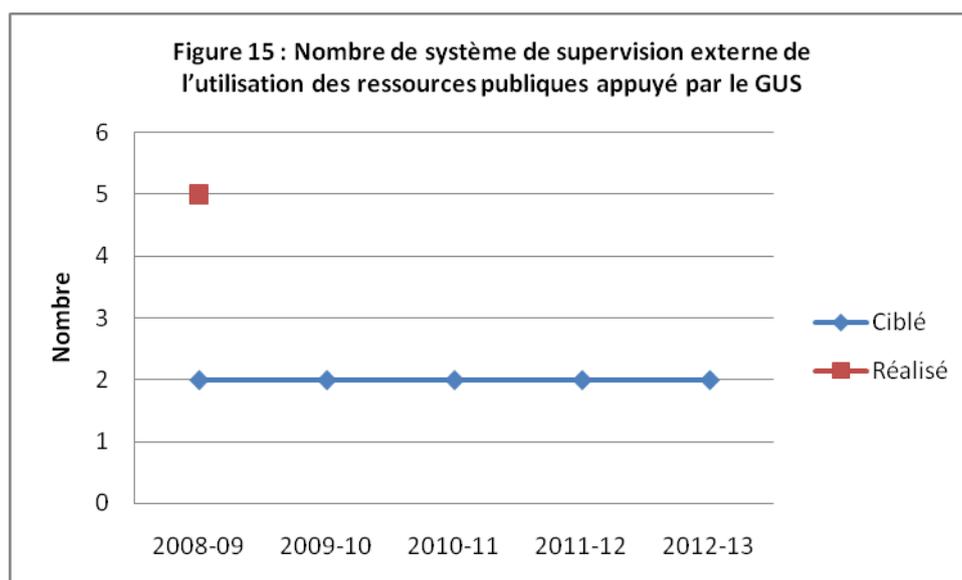
Les plans d'aménagement forestier participant à une démocratisation de la planification et de la gestion des ressources naturelles en général, des ressources forestières en particulier, le Programme a mis l'accent sur l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'aménagement forestiers participatifs autour de massifs forestiers communautaires. C'est dans ce cadre qu'en plus des trois massifs forestiers déjà sous aménagement, le Programme a apporté son assistance aux communautés rurales de Sakar et Oudoucar pour l'élaboration d'un PAF autour de la forêt communautaire dite de Sakar.

La démarche déclinée au cours de l'élaboration, comme de la mise en œuvre, assure à chaque acteur de la communauté des réelles possibilités d'exercer leurs prérogatives et de participer à la définition, la planification, le suivi et le contrôle de la gestion des ressources communes aménagées. Le processus décliné a constitué ainsi une source d'apprentissage et d'exercice des règles de démocratie et de bonne gouvernance dont nombre d'acteurs exigent actuellement l'application à d'autres domaines comme la gestion budgétaire et financière de la communauté.

En assistant les communautés rurales de Bambali, Koussanar, Missira Sirimana et Tomboronkoto à finaliser, à faire adopter et à appliquer leurs conventions locales, le Programme a créé un cadre local de planification et de gestion communes et consensuelles des ressources du terroir. La dynamique actuellement observée au sein du conseil rural et des groupes organisés de la société civile dans lesdites CR, autour de la mise en œuvre de la convention locale constitue la preuve que le modèle développé participe véritablement aux conditions de prise en main effective de la gestion de leur terroir (et des ressources qu'il contient) par les populations. Il est important de signaler ici que l'un des facteurs déterminants a été l'accompagnement de qualité fourni par le service forestier.

Le code local est un outil de préparation au développement d'outils pérennes de GRN, notamment vis-à-vis des massifs forestiers classés. Ainsi, en prélude à l'aménagement des forêts classées de Balmadou (région de Sédhiou) et de Paniates (région de Tamba), le Programme a assisté dans l'un et l'autre des cas, les CR riveraines à développer un code local autour desdits massifs. Cet outil mis en place traduit la volonté des populations riveraines de ces massifs classés à aller vers une gestion rationnelle desdites forêts, qui jadis, étaient considérées comme relevant de la seule responsabilité de l'État (service forestier). Le code local autour de la FC de Balmadou polarise quatre communautés rurales (Niagha, Baghère, Kolibantang, Karantaba) tandis que celui de Paniates concerne trois CR que sont Koussanar, Pass Koto et Kouthia Gaydi.

Indicateur 1 ABG :	Nombre de systèmes de supervision externe de l'utilisation des ressources publiques appuyés par le GUS		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	2		
Activités principales	Progrès réalisé	Cibles achevées	En cours
Appuyer les groupes de femmes à mener des plaidoyers pour leur meilleure représentation et participation aux activités et instances de décisions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Activité non réalisée. Groupes de femmes s'activant autour de la valorisation des ressources naturelles, identifiés (Salémata, Bala, Koussanar,</li> </ul>	1	
Évaluer les GAF et le Programme test de bonne gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluation de la GAF au niveau des forêts aménagées de Koulor, Missirah et Saré Bidji</li> </ul>		
Tester la mise en place de la GAF dans les conventions locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Activité à revoir en attendant les révisions du contenu et de la démarche d'élaboration des conventions locales, en cours.</li> </ul>		
AT à l'élaboration et mise en œuvre de plans d'occupation et d'affectation des sols (POAS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>POAS élaboré, approuvé et mis en œuvre dans la CR de Sakar</li> </ul>	1	
AT à l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'aménagement forestiers - PAF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Trois PAF mis en œuvre couvrant 5 CR et un PAF en cours d'élaboration et couvrant 2 CR.</li> </ul>	1	
AT à l'élaboration et la mise en œuvre de conventions locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conventions locales de Bambali, Koussanar, Missira Sirimana mises en œuvre de façon efficace</li> </ul>	1	
AT à l'élaboration et la mise en œuvre de codes locaux autour des ressources forestières	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code local élaboré et approuvé autour des forêts classées de Paniates et de Balmadou</li> </ul>	1	
<b>Total cumulé :</b>		<b>5</b>	



## **Résultat 2 ABG : Augmentation du nombre de collectivités locales recevant l'aide du GUS pour augmenter leurs sources de revenus annuels**

L'aménagement des forêts a permis à certaines collectivités d'augmenter leurs revenus. En effet, la mise en place d'une clé de répartition des redevances collectées auprès des exploitants, les quatre (4) CR de Koulor, Missirah, Thièty et Saré Bidji ont vu augmenter considérablement leurs revenus. La quote-part versée au conseil rural sur les redevances forestières (10 % à 15 % du total des redevances collectées) constitue une ressource additionnelle d'importance pour les quatre communautés rurales concernées. En outre, à travers le Fonds d'aménagement, le conseil rural mène des activités destinées à rendre durable la gestion des ressources dont la responsabilité lui incombe. De plus, les 10 % réservés aux

villages riverains de la forêt aménagée permet de réaliser ou de contribuer à la réalisation d'ouvrages dont la responsabilité relève du conseil rural.

Il faut signaler que la cible aurait dû être 5 au lieu de 4. Cela est dû au fait que les CR de Saré Bidji et Koulor sont scindées en deux et que Koulor et Sinthiou Bocar Ali n'ont pas réussi à se partager les allocations de l'année écoulée alors que Saré Bidji et Thiéty ont pu le faire. Le Programme envisage l'appui à ces CR, en vue de la création d'une structure de coordination et de gestion du PAF.

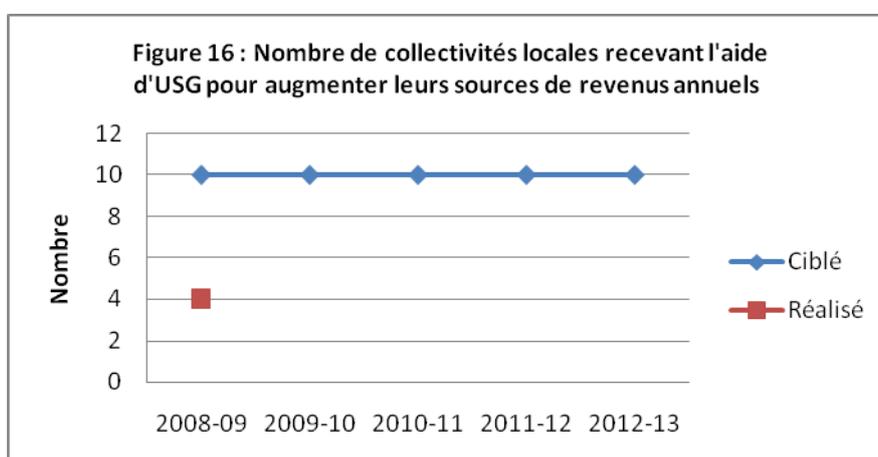
Du démarrage en 2007 de la mise en œuvre des PAF, les trois conseils ruraux en question ont bénéficié des ressources suivantes :

	Novembre 2007(*)		Novembre 2008		Fin Juillet 2009	
	Total redevances	Part Conseil rural	Total redevances	Part Conseil rural	Total redevances	Part Conseil rural
PAF Koulor et SBA	+700.000	+ 70.000	10.833.000	1.083.000	7.734.600	773.460
PAF Missirah	+1.400.000	+ 140.000	10.580.000	1.058.000	6.205.100	556.050
PAF Saré Bidji	00	00	1.020.900	102.090	1.828.625	182.862
<b>Total des PAF</b>	<b>+ 2.100.000</b>	<b>+ 210.000</b>	<b>22.433.900</b>	<b>2.243.090</b>	<b>15.768.325</b>	<b>1.512.372</b>

(\*) Le système n'étant pas encore maîtrisé par les CG, la consignation des données n'était pas régulière.

Si on sait que dans chacune de ces CR, le niveau de mobilisation de la principale source de recette (taxe rurale) étant presque nul (entre 0 et 20%), l'apport des redevances issues des plans d'aménagement vient soulager de façon significative les « crises » financières auxquelles lesdites CR faisaient face depuis près d'une décennie.

Indicateur 2 ABG :	Nombre de collectivités locales recevant l'aide du GUS pour augmenter leurs sources de revenus annuels		
Cible pour l'an 2008-2009 :	10		
Activités principales	Progrès réalisé	Cibles achevées	En cours
Aménagement des forêts	<ul style="list-style-type: none"> <li>Trois forêts sous aménagement et mises en œuvre dans les CR de Koulor, Missirah, Saré Bidji et Thiéty</li> </ul>	4	
<b>Total cumulé :</b>		<b>4</b>	



### **Résultat 3 ABG : Augmentation du nombre de collectivités locales qui utilisent les ressources générées au niveau local de manière durable et participative**

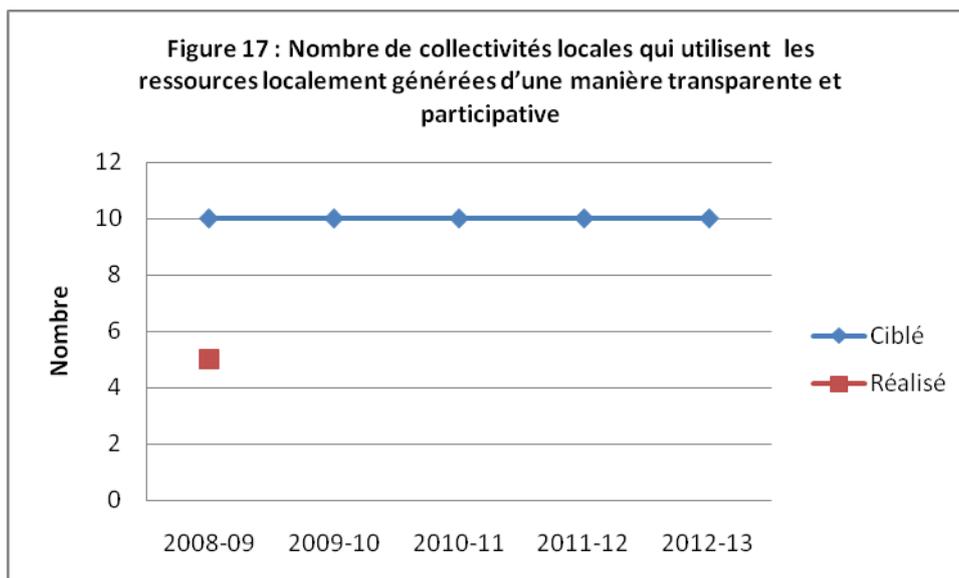
Le Programme devait appuyer les CR partenaires à organiser des sessions d'orientation budgétaire. Faute de sollicitation de la part des CR partenaires, surtout en raison des élections locales, aucun service d'assistance technique n'a pu être fourni dans ce cadre.

Par contre, le Programme a assisté les CG des PAF à élaborer et mettre en œuvre des PTA et budget – Les 14 comités de gestion de PAF (CGB) ainsi que les comités communautaires de gestion de la forêt (CCGF) ont été assistés à élaborer leur PTA et Budget 2009 pour la mise en œuvre de leurs plans d'aménagement respectifs. Ces exercices d'élaboration, élargis aux conseils ruraux et aux populations à la base (OCB, Chefs de villages, producteurs et divers leaders communautaires) ont constitué de véritables opportunités et cadres d'échanges et d'informations sur les activités d'aménagement. Ils ont surtout permis aux populations à la base, de s'informer et de participer activement à la définition et à la planification des activités d'aménagement de leurs ressources forestières.

Avant l'élaboration des PTA et Budget 2009, les CG de PAF ont été assistés par le Programme à tenir des sessions de restitution des PTA et Budget 2008. Ces sessions ont rassemblé aussi bien les comités de gestion que les élus locaux, les OCB et autres services techniques concernés (Eaux et Forêts, CADL, ARD, ANCAR, etc.).

Ce processus permet à ces collectivités de faire participer les populations et les services techniques dans la gestion de leurs ressources de manière durable, dans la mesure où l'approche est développée de manière participative tant pour l'élaboration du PAF, du PTA, du budget que de leur mise en œuvre. Ceci est matérialisé par la prise en compte des préoccupations des populations par une enquête socio économique suivie de restitutions et l'utilisation de la GAF comme outil de gestion administrative et financière.

Indicateur 3 ABG :	Nombre de collectivités locales qui utilisent les ressources générées au niveau local de manière durable et participative		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	10		
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
Appuyer les CR à organiser des sessions d'orientation budgétaire	▪ Aucune activité	5	
Assister les CG des PAF à élaborer et mettre en œuvre des PTA et budgets	▪ Les 14 CG des trois sites aménagés ont élaboré leur PTA et Budget 2009 pour la mise en œuvre du PAF		
Appuyer les CG de PAF à tenir des sessions de restitution des PTA et Budget	▪ Dans chacun des trois sites aménagés, les CG du PAF, ont procédé à une évaluation des PTA/Budget 2008 au cours de sessions communautaires.		
<b>Total cumulé :</b>		<b>5</b>	



#### **Résultat 4 ABG : Augmentation du nombre d'individus formés pour renforcer la gouvernance locale et/ou la décentralisation**

L'innovation de cette année a été l'élaboration d'un module de formation en bonne gouvernance en relation avec les autres Programmes de l'USAID (Santé et Éducation). Le module a fait l'objet de test au niveau de deux CR, l'une encadrée par USAID Wula Nafaa (Toubacouta) et l'autre par le Programme USAID Santé (Malème Hoddar). Après le test, suite à une première évaluation du contenu et de la méthodologie d'animation, USAID Wula Nafaa l'a développé dans huit autres CR (Missira Sirimana, Tomboronkoto, Koulor/Sinthiou Bocar Ali, Missirah, Saré Bidji/Thiéty et Bambali.

C'est ainsi que deux cent quatre vingt sept personnes (287) ont été formées dont 26 femmes, soit un taux de 9,05 %. Ce taux est faible, mais cela est dû en partie à la sociologie des CR concernées où la femme n'a pas l'habitude de participer aux activités de développement du terroir. Des efforts seront déployés durant les années à venir pour mieux les faire participer, compte tenu de la place qu'elles occupent dans la gestion des ressources naturelles.

Sur le plan du contenu, le module a répondu à toutes les attentes, même si des suggestions sont faites pour intégrer des illustrations qui pourraient être prises en compte dans le document du participant qui sera élaboré dans le cadre du prochain plan de travail annuel.

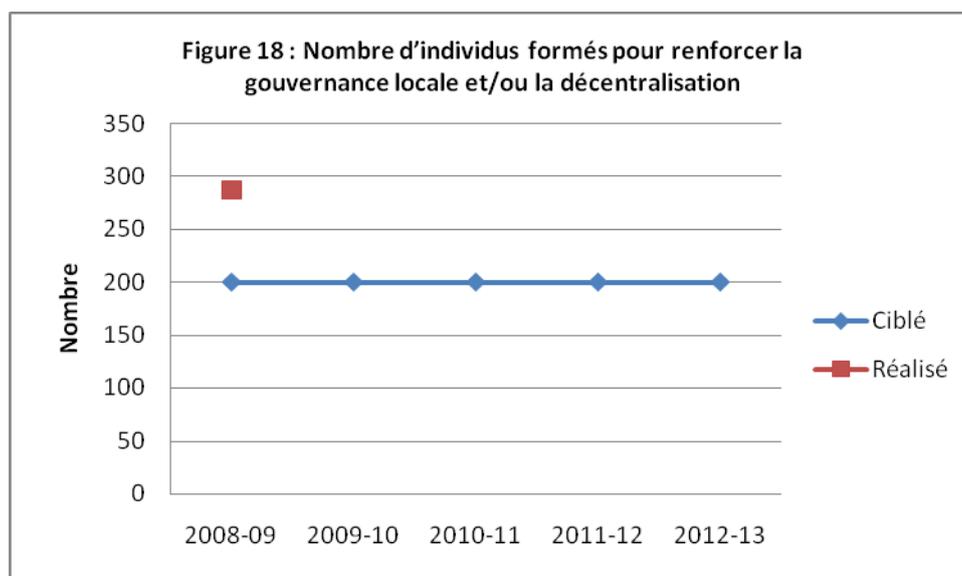
Sur le plan de la démarche, la formation, précédée d'une petite enquête sur la gestion de la collectivité locale, se faisait d'abord au niveau du siège de la CR et regroupait tous les acteurs (conseillers ruraux, OCB, services techniques et personnes ressources). Ensuite, les participants qui se sont distingués sont sélectionnés pour subir une formation des formateurs à la fin de laquelle les plus méritants sont choisis pour être des formateurs afin de former le reste de la population.

Un Programme d'assistance technique élaboré sur la base de l'enquête préliminaire devait suivre pour appuyer la collectivité locale concernée à solutionner ses problèmes ponctuels liés à sa gestion administrative et financière. Enfin, un suivi-évaluation de tout ce qui a été développé est assuré avec les formateurs et l'équipe du Programme dont, notamment, les facilitateurs.

Après analyse, cette approche est jugée un peu fastidieuse et longue si l'on tient compte du nombre élevé de communautés rurales partenaires. C'est ainsi que des changements sont apportés et qui seront mis en exécution au cours de la présente année fiscale.

D'abord, des potentiels formateurs issus du conseil rural, des OCB, des services techniques et de la société civile seront choisis au niveau de chaque CR pour subir une formation de formateurs. A l'issue de cette formation, les plus méritants seront retenus pour dispenser les formations au niveau central (siège de la CR) et zonal. Ils seront responsables des enquêtes dont l'analyse permettra de développer un plan d'assistance technique et du suivi de toutes les activités mises en œuvre dans le cadre de la bonne gouvernance. Ils seront suivis au début par les consultants qui les ont formés.

Indicateur 4 ABG :		Nombre d'individus formés pour renforcer la gouvernance locale et/ou la décentralisation	
Ciblés pour l'an 2008-2009 :		200	
Activités principales	Progrès réalisé	Cibles achevées	En cours
Formation en Bonne gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation en BG dans les CR de Toubacouta, Koulor/Sinthiou Bocar Ali, Missirah, Tomboronkoto, Missira Sirimana, Saré Bidji/Thièty et Bambali</li> </ul>	287	
<b>Total cumulé :</b>		<b>287</b>	



---

## **Résultat 5 ABG : Augmentation du nombre de processus appuyés par le GUS pour permettre aux citoyens de participer aux activités de leur collectivité locale**

Le Programme a fait des efforts considérables, en vue de mieux impliquer les populations dans la gestion de leurs communautés rurales. Ainsi, le protocole d'accord ou convention dans certains cas, a été le premier outil mis en place pour définir les axes de collaboration avec les collectivités locales et autres partenaires. Une fois le protocole signé, l'élaboration d'un plan d'actions suit pour définir les différentes actions à mener. Dans les CR, ce plan d'actions est animé par un comité présidé par le Vice-président de la Commission chargé de l'Environnement et de la gestion des Ressources Naturelles. Il est composé de conseillers, d'agents du CADL, de membres d'OCB et de personnes ressources locales.

Une innovation a été aussi apportée permettant de mettre en place des mécanismes d'animation des comités qui évoluent au niveau central (Siège de la CR). Ainsi, des points focaux ont été identifiés pour être des répondants pour le développement des activités et des relais choisis pour représenter le comité au niveau de chaque zone. Ce processus a permis de mieux impliquer les populations dans la mise en œuvre des activités retenues dans le plan d'actions.

Dans le cadre des aménagements, des mécanismes ont été mis en place pour impliquer les populations. C'est ainsi que les plans de travail et budgets élaborés ont fait l'objet de restitution à l'échelle communautaire. Les 14 comités de gestion de bloc des trois forêts aménagées ont chacun tenu des sessions publiques d'évaluation de leurs PTA et Budget avec l'assistance du Programme. Ces sessions ont enregistré la participation des représentants de tous les types d'acteurs de la communauté, qui, à leur tour, ont été appuyés à faire des restitutions au niveau des villages et autres entités humaines d'où ils viennent.

Il en est de même de la gestion administrative et financière (GAF) des plans d'aménagement qui a permis de mieux faire participer les citoyens à la gestion de leurs communautés rurales à travers les rôles et responsabilités que le conseil rural leur a délégués. Le processus d'élaboration du plan d'aménagement forestier de Sakar/Oudoucar a commencé et devrait être terminé dans les deux à trois mois à venir. En effet, après de nombreux échanges avec la population des deux CR concernées et les services techniques, les premiers drafts du PAF et de la GAF existent. Ces drafts feront l'objet d'échanges plus approfondis avec les acteurs concernés en vue de leur finalisation et adoption. Le processus a pris un peu plus de temps car, soucieux de mieux faire, le Programme a pris l'option de tirer toutes les leçons utiles des PAF et GAF en cours d'exécution afin d'en faire bénéficier le plan d'aménagement de Sakar/Oudoucar.

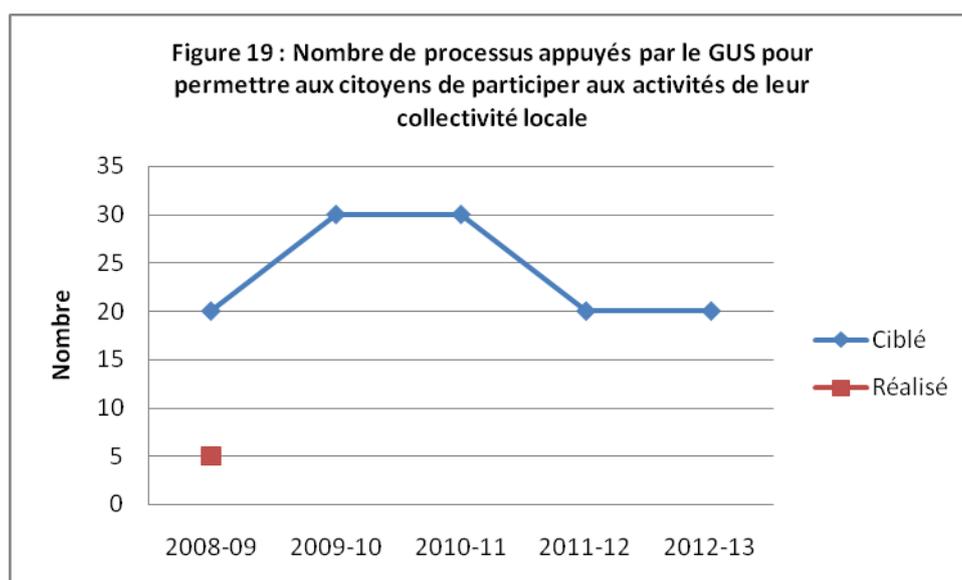
Pour ce qui concerne le programme « Eau et Assainissement », des commissions sont mises en place pour assurer une meilleure exécution des plans d'actions à développer au niveau de chaque CR.

Pour ce qui concerne les OCB, une formation spécifique sur la citoyenneté et le contrôle citoyen n'ont pas pu se tenir. Cependant, les formations sur la bonne gouvernance et les sessions d'évaluation annuelle des PTA/Budget des comités de gestion de PAF ont été saisies comme opportunité pour développer des thématiques sur le comportement du citoyen, ses droits et devoirs vis-à-vis, notamment de la gestion des ressources naturelles.

D'autres activités ayant permis aux populations de participer dans la gestion des affaires des CR ont été menées. On peut citer entre autres :

- L'appui à la mise en place et au fonctionnement de cadres de concertation au niveau intercommunautaire, zonal et villageois pour mieux structurer l'élaboration et la mise en œuvre des conventions locales ;
- Un atelier de concertation a été organisé pour étudier la mise en cohérence des conventions locales et le fonctionnement du conseil local de pêche artisanale en prenant le cas de Toubacouta comme exemple ;
- L'atelier de l'élaboration et la validation d'un plan d'actions avec les partenaires de la pêche a enregistré la participation d'une quinzaine d'institutions. A la suite de l'atelier, des contacts sont établis avec l'UICN (avec qui un protocole est déjà signé), la Direction des Pêches Maritimes, (GIRMAC, et STABEX Pêche), la JICA, la FAO, l'UNESCO, le PGIES, l'APIL et Wetlands, en vue de la signature de protocoles de partenariat.

Indicateur 5 ABG :		Nombre de processus appuyés par le GUS pour permettre aux citoyens de participer aux activités de leur collectivité locale	
Ciblés pour l'an 2008-2009 :		20	
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
Appuyer la mise en place et le fonctionnement de cadres de concertation au niveau intercommunautaire, zonal et villageois	▪ Aucune activité	5	
Appuyer le fonctionnement du conseil local de pêche artisanale	▪ État des lieux du CLPA terminé		
Élaborer et valider un plan d'actions avec les partenaires de la pêche	▪ Élaboration de plans d'actions au niveau communautaire en y impliquant les services techniques		
Aider à une meilleure organisation des associations de femmes qui s'activent dans la cueillette et la transformation des produits	▪ État des lieux des associations de femmes fait à Fatick et à Kédougou		
Formation de relais communautaires	▪ Les relais ont été mis en place et formés dans les communautés rurales disposant d'une convention locale		
Définir les formes de collaboration avec les CLPA	▪ Contact pris avec les CLPA et les autres organisations de pêcheurs et la structuration de ces organisations a été bien étudiée ▪ Atelier d'échange réalisé en janvier 09		
Organiser à l'endroit des OCB, des formations sur la participation et le contrôle citoyen	Les OCB devant bénéficier des formations ont été identifiées, mais les formations n'ont pas été réalisées.		
AT aux CG/PAF à évaluer leur PTA/Budget 2008 et élaborer les PTA/Budget 2009	Les PTA/Budgets 08 des CG sont tous évalués et les PTA/Budgets 09, élaborés		
AT aux CR à élaborer des plans d'actions autour de la GRN	Au moins 15 CR partenaires ont élaboré des PA autour de la GRN		
<b>Total cumulé :</b>		<b>5</b>	

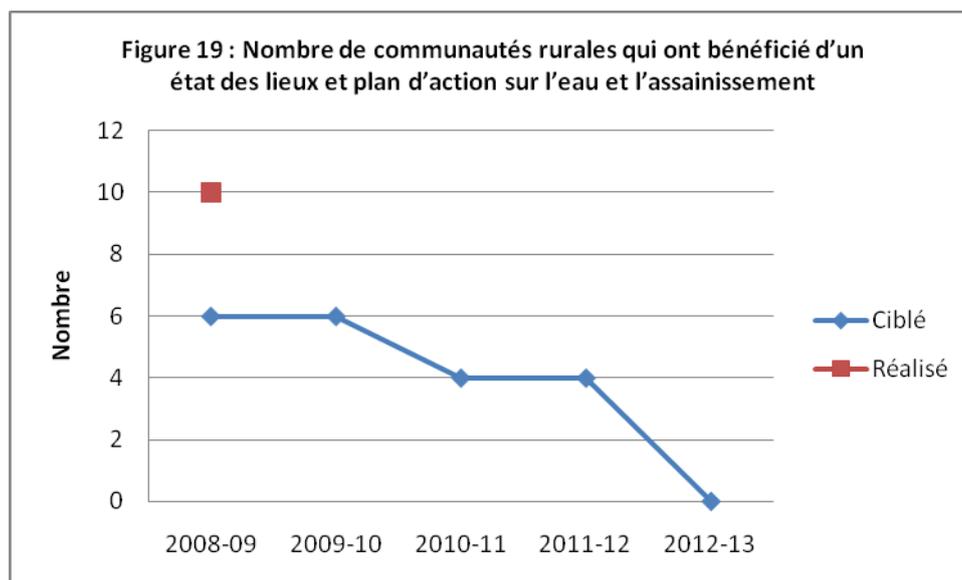


## Résultat 6 ABG : Augmentation du nombre de CR qui ont bénéficié d'un état des lieux et d'un plan d'actions sur l'eau et l'assainissement

Cette année a été marquée par la réalisation de l'état des lieux en matière d'eau et d'assainissement dans les dix communautés rurales de Tambacounda (Koulor, Sinthiou Bocar Ali, Bala, Koar, Goumbayel, Sinthiou Malème, Pass Koto, Koutia Gaïdy, Koussanar et Missirah), mais aussi de circonscrire un diagnostic sommaire dans la région de Kolda (CR de Saré Bidji) et Ziguinchor (CR de Diégonne, Kartiack, Mangagoulack et Balingore) pour une identification des actions menées par Entreprise Works dans le cadre des technologies alternatives pour un accès à l'eau potable. Un plan d'actions a été proposé et validé par les partenaires techniques et les communautés rurales.

Indicateur 6 ABG :	Nombre de CR qui ont bénéficié d'un état des lieux et d'un plan d'actions sur l'eau et l'assainissement		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	6		
Activités principales	Progrès réalisés	cibles achevées	En cours
Élaborer la stratégie du Programme en matière d'appui à la gestion de l'eau et de l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État des lieux fait</li> <li>▪ Restitution et validation du Plan d'actions au niveau régional</li> <li>▪ Restitution et validation du Plan d'actions au niveau de chaque communauté rurale visitée lors de l'état des lieux</li> <li>▪ Montage de dossier de requêtes de financement pour le WADA</li> <li>▪ Mise en place des Commissions Eau et Assainissement au niveau de chaque CR d'intervention</li> <li>▪ Conduite des diagnostics socio économiques au niveau de 09 villages des CRs de Missirah (04), Koulor (03) et Sinthiou Bocar Ali (02) en vue de préparer l'exécution du PTA 2009/2010</li> </ul>	10	
Identifier les intervenants dans le domaine et signer des protocoles de collaboration avec eux	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Participation à la revue annuelle conjointe du PEPAM</li> <li>▪ Échange constante avec les services techniques de l'hydraulique au niveau régional</li> <li>▪ Participation à la réflexion sur la mise en place d'une plateforme des acteurs de l'eau et de l'assainissement au niveau de la région de Tambacounda</li> <li>▪ Participation à l'atelier de partage sur la GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) organisé à Tambacounda par le GWI (Global Water Initiative) sous financement de la fondation Baphet</li> <li>▪ Échange de documents pour définir des axes de collaboration avec le consortium CRS/Caritas, Eau Vive, PEPTAC 2, Projet Plan</li> </ul>		

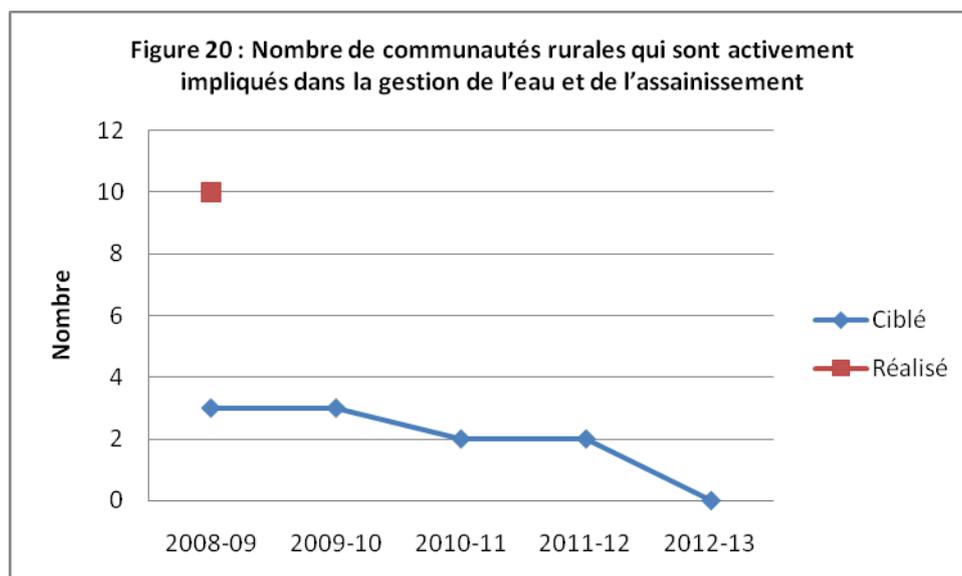
Indicateur 6 ABG :	Nombre de CR qui ont bénéficié d'un état des lieux et d'un plan d'actions sur l'eau et l'assainissement		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	6		
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
	Directeur Régional de la Jica pour les régions de Matam, Tambacounda et Kédougou ■ Participation à l'atelier de lancement du Programme PEPAM-BAD 2		
	<b>Total cumulé :</b>	<b>10</b>	



## Résultat 7 ABG : Augmentation du nombre de CR activement impliquées dans la gestion de l'eau et de l'assainissement

Cette année est marquée par le diagnostic sur l'accès à l'eau et à l'assainissement, mais aussi la nouvelle orientation du Programme comme partenaire viable pour un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement au niveau des communautés rurales d'intervention. La validation du plan d'actions par l'ensemble des conseils ruraux élus dans les CR a été un moment fort d'appropriation du travail effectué au niveau local.

Indicateur 7 ABG :	Nombre de CR activement impliquées dans la gestion de l'eau et de l'assainissement		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	3		
Activités principales	Progrès réalisé	cibles achevées	En cours
Faire l'état des lieux en matière d'eau et d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Élaboration et validation des outils de collecte de données</li> <li>▪ Diagnostic technique et organisationnel de l'ensemble des points d'eau et d'assainissement communautaire existants dans 67 villages des CRs d'intervention de la région de Tambacounda</li> <li>▪ Bilan technique de la desserte en eau et à l'assainissement pour chaque village avec analyse suivant la profondeur et l'âge des ouvrages trouvés sur place</li> <li>▪ Élaboration des solutions techniques en fonction de la taille de la population et de la profondeur de la nappe phréatique</li> <li>▪ Restitution des données collectées avec les populations et validation des options techniques avec les acteurs impliqués</li> <li>▪ Montage des Commissions Eau et Assainissement avec intégration des femmes dans l'instance de décision</li> </ul>	10	
Proposer et exécuter un plan d'actions en matière d'eau et d'assainissement avec les CR concernées	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Élaboration du calendrier d'intervention avec l'ensemble des PCR selon les priorités constatées et les réalités du Programme USAID Wula Nafaa</li> <li>▪ Conduite du diagnostic socio économique au niveau des villages ciblés pour le PTA 2009/2010</li> <li>▪ Mise en place des Comités Locaux de Suivi des activités eau et assainissement au niveau des villages bénéficiaires</li> <li>▪ Choix de Points Focaux villageois pour la conduite des activités de sensibilisation pour le changement positif de comportement et la promotion de l'hygiène au niveau des villages</li> <li>▪ Élaboration des dossiers de consultation des entreprises pour la sélection de puisatiers</li> <li>▪ Mise en place des commissions pour la sélection des puisatiers en y intégrant les PCR</li> <li>▪ Recrutement de 02 Techniciens du Développement Communautaire (TDC) pour un suivi régulier des activités sur le terrain</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>10</b>	



## 4.4 Autres activités réalisées

Le Programme a participé à plusieurs rencontres organisées par l'USAID dans le cadre de la finalisation et de la révision du module de formation des CL en matière de bonne gouvernance après les premiers tests de Toubacouta et Malème Hoddar.

Des projets de protocoles de partenariat sont en cours de finalisation avec le PNDL, les ARD de Kolda, Tambacounda, Kédougou, Fatick, Ziguinchor et Kaolack.

Le Programme a travaillé avec le Chargé des aspects de Bonne Gouvernance à IRG Washington, en vue d'améliorer la stratégie d'intervention du Volet. Ainsi, les changements annoncés sont introduits dans le processus de formation pour privilégier la formation des formateurs locaux. Il est aussi prévu une rencontre d'échanges au niveau du staff pour avoir une meilleure compréhension de la démarche du Programme en matière de Bonne Gouvernance.

USAID WN a aussi organisé une rencontre régionale sur le plan d'actions Eau Assainissement du Programme en y invitant des partenaires comme le CREPA Sénégal.

Le Programme a participé à différentes rencontres. Il s'agit de :

- La revue annuelle conjointe du PEPAM ;
- La restitution par l'équipe de la JICA du Plan Directeur Eau et Assainissement pour la région de Tambacounda ;
- La mission d'évaluation du Programme PEPTAC 2. Ceci a permis de bénéficier des outils de capitalisation de ce Programme en ce qui concerne la sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement ;
- La réflexion pour une harmonisation des outils de mise en place des comités de gestion des points d'eau à pompe manuelle. La rencontre a été organisée par le Projet UEMOA pour la mise en place de 300 forages MFT (Marteau Fond de Trou) dans la zone du socle ;
- La mise en place de la plateforme des acteurs intervenant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement au niveau régional.

Le Volet a conduit une étude prospective sur les rope pump en visitant l'expérience menée par Entreprise Works dans les régions de Ziguinchor et de Kolda.

Autres activités réalisées et en cours :

- La signature d'un protocole d'accord avec l'UICN pour son implication dans les activités d'USAID Wula Nafaa pendant la période 2009 à 2011 ;

- La proposition de lettre à la JICA pour mettre à disposition du Programme USAID Wula Nafaa un millier de fiches techniques relatives aux techniques améliorées de production et de transformation de coques, huîtres, cobo et à la mise en place de pépinières de mangrove ;
- La négociation et accord avec APIL pour son implication dans le plan de gestion de la mangrove dans la zone de Fatick.

## **4.5 Contraintes, opportunités et axes prioritaires pour l'année prochaine**

### **Contraintes**

Les contraintes majeures rencontrées au cours de l'année s'articulent autour des points suivants :

- Le renouvellement des conseils ruraux des communautés rurales partenaires mettant en veilleuse, pendant au moins trois mois, les activités planifiées au bénéfice des conseillers ruraux ;
- L'analphabétisme de la majeure partie des acteurs locaux, notamment des conseillers ruraux et des responsables des comités de gestion ;
- Le retard dans la mise en place des fonds pour l'eau et l'assainissement (jusqu'à présent le complément attendu des fonds WADA est en stand by).

### **Opportunités**

L'opportunité majeure a été le partage d'un module de formation en Bonne Gouvernance avec les Programmes Santé et Éducation de l'USAID, car les nombreuses rencontres organisées dans ce sens ont été des occasions d'enrichissement réciproque.

## **Axes prioritaires**

Au courant de l'année fiscale 2009-2010, les activités du Volet s'articuleront autour des axes clés suivants :

- L'amélioration de la gestion autour des plans d'aménagement forestiers et des conventions locales des CRs partenaires ;
- L'amélioration des capacités de mobilisation et de gestion financières des conseils ruraux partenaires ;
- L'amélioration de la participation des citoyens dans la gestion et la supervision des affaires locales ;
- L'amélioration du fonctionnement et de la gestion des groupes de producteurs, partenaires du Programme ;
- L'amélioration des capacités de planification, du fonctionnement et de la gestion des conseils ruraux partenaires ;
- L'amélioration des capacités de gestion du foncier des conseils ruraux partenaires ;
- Le renforcement des capacités des acteurs de la pêche ;
- L'amélioration de l'organisation, de la gestion et du fonctionnement des comités de gestion des infrastructures agricoles ;
- L'amélioration de l'organisation, du fonctionnement et de la gestion des comités de gestion de l'eau et de l'assainissement ;
- La poursuite de la signature des protocoles d'accord avec les communautés rurales et autres partenaires, notamment, le PNDL, les ARD et les conseils régionaux ;
- La mise en œuvre de la nouvelle approche en matière de formation en bonne gouvernance ;
- La poursuite des rencontres et échanges avec les partenaires ;
- L'appui/le renforcement des capacités des comités de gestion des blocs des plans d'aménagement dans la mise en œuvre de leurs plans de travail annuel et budgets 2009 ;
- L'appui à l'amélioration de la GAF dans les sites qui ont un plan d'aménagement ;
- L'appui à l'élaboration du schéma organisationnel et de la GAF de la forêt communautaire de Sakar ;
- L'organisation d'un atelier d'échanges sur la bonne gouvernance avec le staff et les facilitateurs du Programme ;
- La distribution des textes pertinents ;

- La validation de la stratégie et le démarrage de la mise en œuvre des activités d'amélioration de l'organisation des groupes de femmes qui s'activent dans la cueillette et la transformation des produits ;
- La signature des protocoles d'accord avec les communautés rurales pour l'exécution du plan d'actions Eau Assainissement ;
- Le renforcement de capacité des Commissions Eau et Assainissement pour une meilleure gouvernance des OCB créées autour de la gestion de l'eau au niveau communautaire;
- La poursuite de la concertation avec les partenaires techniques (CRS / CARITAS, Eau Vive, Division Régionale de l'Hydraulique de Tambacounda, PEPAM-BAD et JICA) et signer les protocoles de partenariat avec eux ;
- La conception d'un plan de sensibilisation et de communication sur l'hygiène et la santé ;
- La formation des TDC, facilitateurs, et ACF sur la méthode PHAST/SARAR pour conduire le plan de sensibilisation ;
- La construction des ouvrages ;
- Le suivi et accompagnement des usagers pour une meilleure efficacité des technologies alternatives en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement au niveau communautaire notamment par un plaidoyer pour la séparation des puits à usage pastoral et des puits à usage domestique ;
- La responsabilisation des acteurs pour une prise de conscience réelle des enjeux d'une bonne gestion de l'eau au niveau communautaire.

# 5 VOLET BIODIVERSITE ET GDRN

## 5.1 Résultats ciblés et activités planifiées

### 5.1.1 Considérations générales

Le but du Volet Biodiversité et Gestion Durable des Ressources Naturelles est d'améliorer la conservation et la gestion de la biodiversité et des aires biologiquement significatives. Il est attendu du Volet, un renforcement de capacités et une assistance technique pour assurer une utilisation durable des ressources ciblées dans le Volet Création de Richesses et pour améliorer la gestion globale de la biodiversité.

Pour la mise en œuvre de ce Volet, les activités à développer vont comprendre les plans d'aménagement forestier, les plans de gestion des aires protégées et les conventions locales. Dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de ces différents outils, le rôle que vont jouer les organisations locales telles que les comités villageois, les conseils régionaux et ruraux sera très important. Ainsi, pour atteindre la durabilité des différents outils élaborés, le Volet va réduire graduellement son assistance technique aux structures mentionnées ci-dessus pendant la durée du Programme.

En ce qui concerne le secteur de la pêche, le Volet s'attèle aussi à la compréhension des aspects socio-économiques et de l'écologie générale de la pêche qui est une condition préalable à tout processus de réforme durable.

### 5.1.2 Résultats ciblés

- Augmentation du nombre d'hectares supplémentaires aménagés grâce à des technologies et pratiques de gestion adéquates grâce à l'assistance du GUS ;
- Augmentation du nombre d'hectares dans les aires biologiques significatives bénéficiant de gestion améliorée ;
- Augmentation du nombre d'hectares sous gestion améliorée des ressources naturelles ;
- Augmentation du nombre d'hectares où les surveillants locaux payés par la communauté suivent la mise en œuvre des conventions locales ;
- Augmentation du nombre d'hectares ayant un fonds d'aménagement forestier géré par la communauté ;
- Augmentation du nombre d'individus ayant bénéficié d'une formation de courte durée sur la productivité dans le secteur agricole ;

- Augmentation du nombre de personnes bénéficiant d'une formation en GRN et/ou conservation de la biodiversité.

### **5.1.3 Activités planifiées pour 2008–2009**

#### **Nombre d'hectares supplémentaires aménagés grâce à des technologies et pratiques de gestion adéquate grâce à l'assistance du GUS**

- Organiser un atelier de réflexion sur les conventions locales ;
- Réactualiser les conventions locales ;
- Faire l'état des lieux des conventions locales ;
- Entamer le processus d'élaboration de nouvelles conventions locales ;
- Terminer les POAS ;
- Enquêter et recenser les principales espèces, habitats ou zones de vulnérabilité ;
- Élaborer de nouveaux POAS ;
- Mettre en place et/ou redynamiser les BIC.

#### **Nombre d'hectares dans les aires biologiques significatives bénéficiant de gestion améliorée**

- Élaborer les PAF de Paniates et Sakar ;
- Finaliser le code local de Balmadou ;
- Définir une méthode d'inventaire adaptée ;
- Entamer le processus d'élaboration du plan de gestion de la mangrove (État des lieux, situation des AMP, activités réalisées) ;
- Mettre en place des placettes de suivi de la biodiversité dans les forêts aménagées ;
- Faire l'état des lieux des pêcheries artisanales dans la zone d'intervention du Programme ;
- Appuyer la mise en œuvre des techniques améliorées de production des huîtres (cueillette ostréiculture, repos biologique) ;
- Appuyer la mise en œuvre des techniques améliorées de production de coques (fermeture de zones de cueillette, récolte sélective des coques).

#### **Nombre d'hectares sous gestion améliorée des ressources naturelles**

- Organiser un atelier de réflexion et de mise à niveau sur les couloirs des chimpanzés et autres espèces en voie de disparition ;
- Organiser un atelier de réflexion sur les aires marines protégées ;
- Entamer l'élaboration du plan de gestion des aires marines protégées ;
- Appuyer l'élaboration du plan d'aménagement pour la gestion des crevettes (collecte de l'information bioéconomique dans la zone d'intervention du Programme) ;

- Appuyer la collecte d'informations bioéconomiques sur l'exploitation des ethmaloses dans la zone d'intervention du Programme.

**Nombre d'hectares où les surveillants locaux payés par la communauté suivent la mise en œuvre des conventions locales**

- Recycler les comités de surveillance ;
- Former les surveillants.

**Nombre d'hectares ayant un fonds d'aménagement forestier géré par la communauté**

- Suivre la signature de protocole d'exploitation externe ;
- Délimiter les parcelles d'exploitation ;
- Appuyer l'installation des exploitants locaux.

**Nombre d'individus ayant bénéficié d'une formation de courte durée sur la productivité dans le secteur agricole**

- Former les producteurs sur les techniques de plantation d'anacarde ;
- Former les populations sur les techniques de pépinière pour les espèces exploitées dans les filières et mangroves ;
- Former les producteurs sur les techniques apicoles ;
- Former les producteurs sur les itinéraires techniques pour la culture du fonio, sésame et bissap ;
- Former les populations sur les technologies agro forestières (brise vent, haies vives, plantations champêtres) ;
- Former les populations sur les techniques de régénération des sols et en pratiques agricoles améliorées (compostage et autres).

**Nombre de personnes bénéficiant d'une formation en GRN et/ou conservation de la biodiversité**

- Former les populations sur les techniques de conservation de la bio marine ;
- Former les populations sur les techniques aquacoles ;
- Former les populations sur les techniques d'élaboration des plans de gestion des aires protégées biologiquement significatives ;
- Former les populations sur les techniques de conservation de la biodiversité.

## 5.2 Progrès réalisés

### Résultat 1 Bio : Augmentation du nombre d'hectares supplémentaires aménagés grâce à des technologies et pratiques de gestion adéquate grâce à l'assistance du GUS

En vue d'atteindre ce résultat, les activités entreprises par le Programme ont concerné deux points : la réactualisation des conventions locales et l'élaboration de nouvelles conventions locales.

- **Réactualisation des conventions locales**

La première phase du projet a permis la réalisation de vingt (20) conventions locales. La convention locale, étant un processus d'apprentissage, il était nécessaire d'entreprendre l'adoption de nouvelles options, en vue de corriger les lacunes constatées. Cinq collectivités locales ont été ciblées au cours de l'année pour réactualiser leur convention locale : Il s'agit des collectivités locales de Koussanar, Tomboronkoto, Missirah Sirimana, Bambali et Mangagoulack. A Mangagoulack, le processus n'est pas achevé à cause de l'insécurité qui sévit dans la zone. Pour les autres collectivités, le processus a été bouclé avec l'approbation de l'autorité administrative dans quatre communautés rurales : Bambali, Koussanar, Missira Sirimana et Tomboronkoto. Au total, 627 759 ha supplémentaires ont été aménagés grâce à l'appui du Programme. Ce nombre d'hectares a déjà été comptabilisé durant la première phase.

La réactualisation des conventions locales au niveau de ces zones a surtout concerné la réorganisation qui s'est traduite par la réduction du nombre de surveillants (limité maintenant à deux surveillants par zone) et la sélection d'un relais par zone pour sensibiliser et informer les populations sur les dispositions de la convention locale.

La réactualisation a touché également les domaines d'application. Ainsi, les règles de gestion des zones d'orpaillage ont été introduites au niveau des collectivités locales de Tomboronkoto et Missirah Sirimana. En effet, l'activité d'orpaillage comporte des impacts négatifs aussi bien sur l'environnement que sur les populations locales avec l'utilisation du mercure dans la zone de Kédougou.



Photo 4 : Le relais de la zone Ouro Séno (CR de Koussanar) en séance d'explication de la convention locale réactualisée

En résumé,



Photo 3 : Un site d'orpaillage orphelin dans la CR de Tomboronkoto

les

différentes innovations qui ont été apportées ont été possibles grâce à l'organisation de cadres de concertation au début du processus aux niveaux régional et communautaire. Le fonctionnement de ces cadres de concertations a surtout permis de sensibiliser tous les acteurs locaux pour les amener à s'impliquer dans le processus.

- **Élaboration de nouvelles conventions locales**



**Photo 5 : Rencontre de restitution du draft de la convention locale de Toubacouta, en présence de nombreux participants venus de la communauté rurale.**

Grâce aux progrès réalisés dans le domaine des conventions locales dans les zones de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Ziguinchor, la communauté rurale de Toubacouta, a bénéficié de l'élaboration de cet outil. Mais compte tenu de sa position géographique, le Programme y a initié une nouvelle démarche dans

l'élaboration de la convention locale qui a comme soubassement les zones. Cela découle des problématiques spécifiques existantes de la CR. Il s'agit des aires marines protégées, des réserves de forêts, des pêcheries artisanales,

de l'existence de conseils locaux de pêche artisanale (CLPA). Dans un premier temps, des diagnostics ont été réalisés au niveau de chaque zone et qui ont abouti à l'élaboration de règles de gestion par zone et par type de ressources. Le document de synthèse qui en a résulté a fait l'objet d'une restitution aux élus locaux, aux partenaires intervenant dans la collectivité locale et aux autorités administratives et techniques. Le document a été amendé et les propositions y seront intégrées pour sa finalisation.

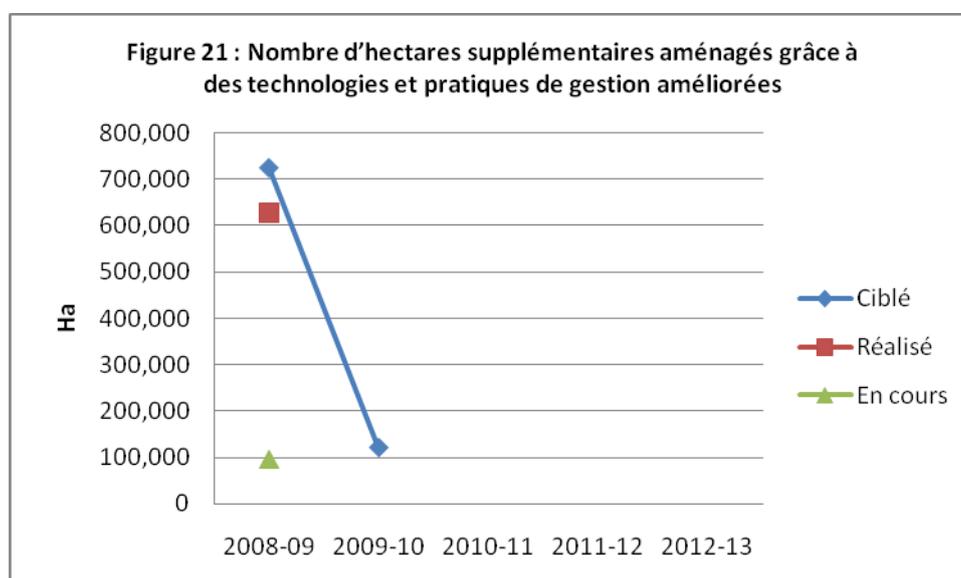
Pour ce qui concerne les **Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS)**, la Carte d'Occupation des Sols de Toubacouta a été élaborée et les points de vérification intégrés. Une première restitution au niveau des services techniques a permis de l'affiner et les éléments complémentaires collectés par l'agent du BIC. Les étapes finales à ajouter devront accompagner la validation de la Convention Locale notamment sur la partie « *Affectation des Sols* ».

A Koussanar, les cartes thématiques produites lors de la première phase ont fait l'objet d'une réactualisation avec la confirmation du zonage de la communauté rurale, le recensement des mares, des infrastructures et surtout l'adoption d'une forêt communautaire qui s'étend sur environ 40.000 hectares.

Les étapes suivantes sont une validation de l'Affectation des Sols, notamment sur la définition des zones de parcours et le démarrage de l'élaboration du PAF de la Forêt Communautaire.

Le processus d'élaboration des POAS de Missirah Sirimana et de Tomboronkoto est lancé avec l'accueil et l'installation d'un stagiaire de l'École Nationale des Sciences Agroalimentaires (ENSA) de Thiès qui sera mis à contribution dans le cadre de son mémoire Master en Foresterie.

Indicateur 1 Bio :	Nombre d'hectares supplémentaires aménagés grâce à des technologies et pratiques de gestion adéquate grâce à l'assistance du GUS		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	724 111 ha		
Activités principales	Progrès réalisé	Cibles achevées	En cours
Réactualisation des conventions locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organisation de cadres de concertation à Kédougou, Sédhiou, Bignona et Vélingara</li> <li>▪ Ateliers communautaires d'élaboration de plans d'actions dans les CR de Tomboronkoto, Missirah Sirimana, Bambali, Koussanar pour la réactualisation de la convention locale</li> <li>▪ Sélection et formation des relais communautaires dans les CR de Tomboronkoto, Missirah Sirimana, Bambali, Koussanar pour faciliter le processus de réactualisation de la convention locale</li> <li>▪ Ateliers zonaux pour la réactualisation des règles de la convention locale dans les CR de Bambali et Koussanar</li> <li>▪ Restitution des résultats des ateliers zonaux dans les CR de Bambali et Koussanar suivi de délibération et d'approbation par l'autorité administrative des modifications de la convention locale</li> <li>▪ Enquêtes villageoises pour l'intégration de l'orpaillage traditionnel dans les conventions locales de Tomboronkoto et Missirah Sirimana</li> <li>▪ Restitution des résultats des enquêtes villageoises à Tomboronkoto et Missirah Sirimana</li> <li>▪ Délibération et approbation par l'autorité administrative des modifications de la convention locale à Missirah Sirimana</li> <li>▪ Validation des cartes thématiques (POAS) dans la CR de Koussanar</li> </ul>	627 759	25820
Élaboration de nouvelles conventions locales	Communauté rurale de Toubacouta <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organisation d'un cadre de concertation pour l'élaboration de la convention locale à Toubacouta</li> <li>▪ Atelier de validation d'un zonage de la Communauté rurale</li> <li>▪ Sélection et formation des relais communautaires sur la convention locale</li> <li>▪ Enquêtes villageoises par les relais communautaires pour l'élaboration de la convention locale</li> <li>▪ Restitution des données collectées par les relais et élaboration des règles par zone</li> <li>▪ Production et validation de cartes d'occupations des sols de la communauté rurale</li> <li>▪ Restitution communautaire des règles zonales de la convention locale</li> </ul>		70532
<b>Total cumulé :</b>		<b>627 759</b>	<b>96352</b>



## Résultat 2 Bio : Augmentation du nombre d'hectares dans les aires biologiques significatives bénéficiant de gestion améliorée

Vu l'insuffisance de zones protégées au Sénégal, seulement 6% du territoire national, le Programme a initié, l'implantation des réserves communautaires, l'aménagement des forêts communautaires, le processus de cogestion des forêts classées et d'aménagement de la mangrove en collaboration avec les IREF et les conseils ruraux.

### • La gestion des zones de conservation des espèces menacées

A Kédougou, un premier atelier de réflexion en janvier 2009 sur la sauvegarde des chimpanzés a été tenu avec tous les acteurs, en vue d'échanger sur les moyens de sauver cette espèce en voie de disparition. Une des recommandations fortes de cet atelier était l'organisation d'un deuxième atelier élargi pour définir les modalités de mise en œuvre d'un programme participatif et communautaire de sauvegarde des chimpanzés avec l'implication de tous les partenaires nationaux et internationaux.

La stratégie issue de l'atelier a été définie comme étant une vision globale à l'échelle de la région incluant la préservation de l'habitat des chimpanzés à travers une valorisation durable des ressources naturelles ; elle s'appuie sur les points suivants :

- Le Plan de Travail Annuel de USAID Wula Nafaa de 2009 ;
- Les initiatives en cours (nationales ou internationales) sur les chimpanzés ;
- Les initiatives projetées comme l'écotourisme avec Jane Goodall Institute ;
- Les initiatives avec une stratégie et un plan d'actions pour les chimpanzés de l'Afrique de l'Ouest et recommandations ;
- Les recommandations sur les priorités de conservation présentées dans les groupes.

L'objectif global de cette stratégie est de maintenir viable la population des chimpanzés de la région de Kédougou par la préservation des habitats, la réduction des sources de conflits avec les humains, l'implication de tous les acteurs. La stratégie est validée et consignée dans le rapport de l'atelier d'avril 2009.

Figure 22 : Communautés rurales ciblées pour les conventions locales dans la stratégie de l'USAID Wula Nafaa



Pour une meilleure préservation des habitats et une réduction des conflits entre les humains et les chimpanzés, il a été adopté de s'appuyer sur les conventions locales dans les CR où il y a une forte présomption de présence du chimpanzé en raison de deux par an pendant **cinq ans**.

La carte ci-contre montre les Communautés

Rurales ciblées pour l'élaboration des Conventions Locales en 2009 (en jaune), les repères des chimpanzés et les autres CR qui sont ciblées dans les cinq prochaines années.

Parallèlement à la mise en place des conventions locales, il est prévu les activités suivantes :

- Créer des aires protégées à Ségou et à Dindéfélo et élaborer un plan de gestion ;
- Appuyer les collectivités locales concernées à élaborer les plans d'aménagement des réserves de Niéméniké et de Dar Salam (Salémata) ;
- Favoriser les réserves dans les forêts galeries, afin de mieux gérer le peuplement de madd au profit des chimpanzés ;
- Favoriser les pépinières de madd, en vue de la création de vergers.

De façon spécifique, il est visé à terme le développement de l'écotourisme, source de revenus pour les populations autochtones. A cet effet, une subvention a été accordée à l'Institut Jane Goodall et cela a permis de recruter un coordinateur chargé de l'application du programme du groupe de travail sur les espèces menacées et une chercheuse spécialisée dans les espèces appréciées par les primates en général et les chimpanzés en particulier.

Une autre subvention a été accordée à Savanna Fongoli Chimpanzé pour la certification scientifique au niveau des universités américaines dans le cadre de l'habitation des chimpanzés. Cette étude est une condition sine qua none pour la réussite de l'écotourisme basé sur les chimpanzés.

Aussi, dans le souci de limiter les conflits liés aux compétitions entre les populations et les chimpanzés autour des ressources forestières en particulier le madd, le Programme a appuyé la mise en place de vergers de madd dans les forêts galeries de Niéméniké et de Dindéfélo. Dans ces vergers 2400 plants ont été mis en place.

- **Processus de cogestion de forêts classées**

La forêt classée de Balmadou polarise quatre collectivités locales (Karantaba, Niagha, Baghère et Kolibantang) et celle de Paniates trois collectivités locales (Koussanar, Kouthia Gaydi et Pass Koto).



Les activités entreprises ont abouti à l'érection de codes locaux pour l'accès et la protection des ressources de la forêt. Les codes locaux prévoient le paiement de taxes locales pour l'exploitation des produits de cueillette, les écorces et les résines au profit

des populations qui se sont organisées en comités de gestion autour des forêts.

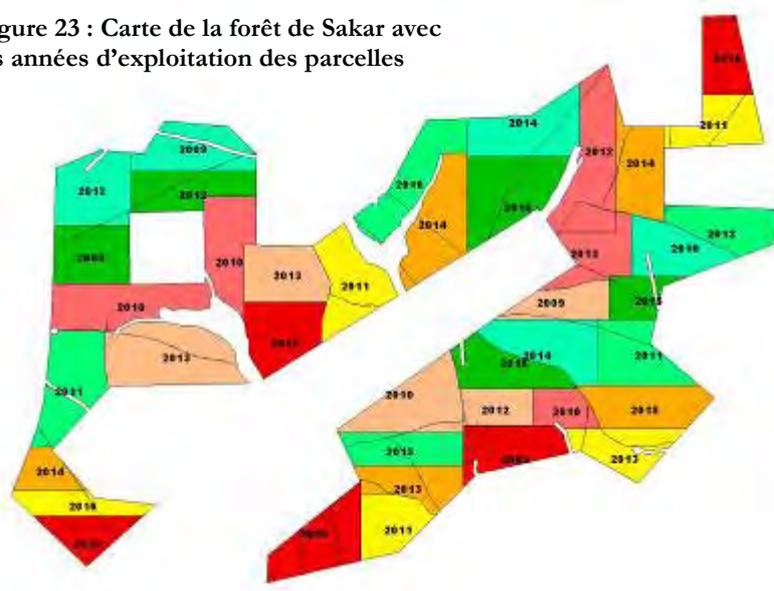
- **Aménagements des forêts communautaires**

Pour l'aménagement des forêts communautaires, en plus des activités continues de l'exploitation du charbon de bois, des produits forestiers non ligneux, il a été réalisé pour la première fois des inventaires pour l'intégration de l'**exploitation du bois d'œuvre** dans les parcelles à Saré Bidji.

Des restitutions ont été faites à la Direction des Eaux et Forêts à Dakar, au niveau de l'USAID et au niveau régional avec la présence des Inspecteurs de Tambacounda, de Kolda, de Sédhiou et de Ziguinchor.

Une restitution a été également organisée au niveau de la communauté rurale de Saré Bidji qui a regroupé les membres des comités de gestion, les élus locaux et les autres Programmes de GRN qui interviennent dans la communauté rurale.

Figure 23 : Carte de la forêt de Sakar avec les années d'exploitation des parcelles



### A Sakar, la forêt

**communautaire** a connu au cours de l'année le démarrage du processus d'élaboration du plan d'aménagement. Plusieurs activités y ont été déjà réalisées : les enquêtes socioéconomiques, l'inventaire de la forêt, le découpage de la forêt en blocs et le schéma organisationnel. Chacune des étapes de ce processus a fait

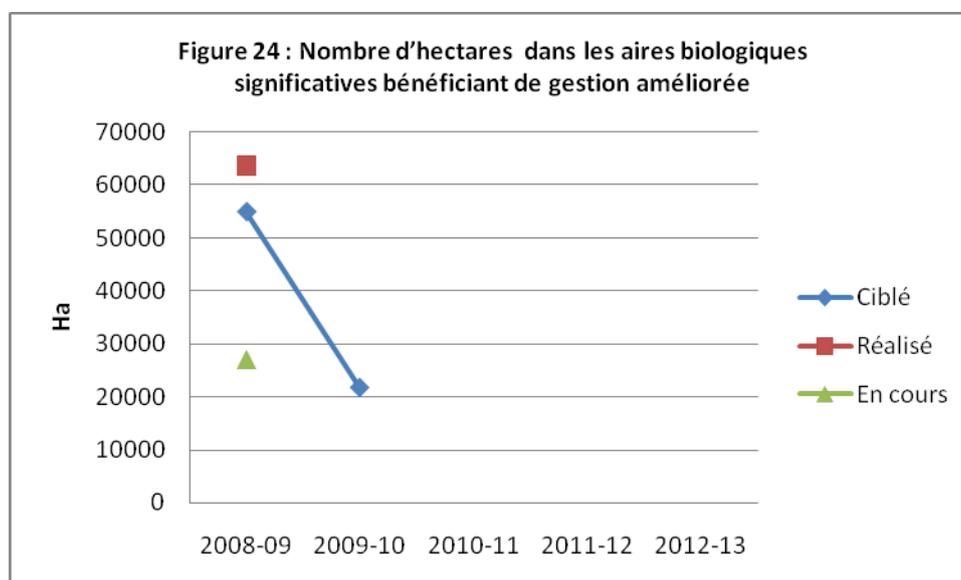
l'objet de partage avec les services forestiers de Kolda et de Sédhiou et de restitutions communautaires aux communautés rurales de Sakar et d'Oudoucar. Le document final intégrant les préoccupations de tous les acteurs sera restitué dans un bref délai.

- **La mangrove.**

Dans les zones marines où la mangrove subit une dégradation à cause des mauvaises pratiques de pêche, des contacts ont été faits pour établir un partenariat avec une ONG locale, APIL, pour l'aménagement et l'exploitation d'une parcelle de 300 hectares de mangrove à Diogane dans la communauté rurale de Bassoul. Ce partenariat va démarrer effectivement en 2009- 2010



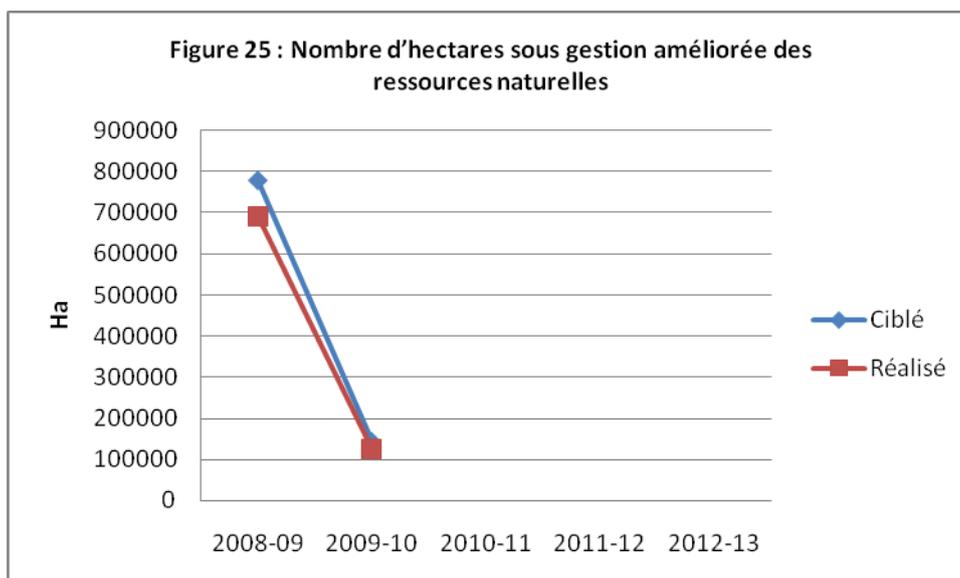
Indicateur 2 Bio :	Nombre d'hectares dans les aires biologiques significatives bénéficiant de gestion améliorée		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	54 900 ha		
Activités principales	Progrès réalisé	# Cibles achevées	En cours
Aménagement des forêts communautaires	<b>Forêt communautaire de Saré Bidji</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Inventaire d'aménagement sur le bois d'œuvre</li> <li>▪ Restitution d'inventaire d'aménagement sur le bois d'œuvre</li> <li>▪ Inventaire d'exploitation de la parcelle 2009</li> <li>▪ Restitution de l'inventaire d'exploitation de la parcelle 2009 à Dakar et Kolda</li> <li>▪ Élaboration du plan de gestion du bois d'œuvre</li> <li>▪ Restitution du plan de gestion du bois d'œuvre à Saré Bidji</li> </ul>		
	<b>Forêt communautaire de Sakar/Oudoucar</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Enquêtes socio-économiques</li> <li>▪ Inventaire de la forêt</li> <li>▪ Restitution de l'inventaire et découpage de la forêt en blocs</li> <li>▪ Restitution de la proposition du schéma organisationnel</li> <li>▪ Élaboration du troisième Draft du plan d'aménagement</li> </ul>		14000
Cogestion des forêts classées	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Information et sensibilisation sur la réactualisation des codes locaux de Paniates et Balmadou</li> <li>▪ Délibération par les conseils ruraux et approbation par les autorités administratives des codes locaux</li> </ul>	63 700	
Gestion des zones biologiquement significatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Atelier de réflexion sur la problématique de gestion des chimpanzés</li> <li>▪ Rencontre de mise à niveau et de clarification du processus de mise en place de la réserve de Dindéfelo</li> <li>▪ Subvention de l'Institut Jane Goodall qui a recruté un Coordonnateur chargé de la coordination du programme de conservation des Chimpanzés</li> </ul>		13000
Aménagement de la mangrove	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en place d'une ébauche de partenariat avec l'ONG APIL pour l'aménagement de la mangrove de Diogane</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>63 700</b>	<b>27000</b>



### Résultat 3 Bio : Augmentation du nombre d'hectares sous gestion améliorée des ressources naturelles

Pour l'atteindre ce résultat, le Programme a développé des activités de cogestion au niveau des forêts classées de Balmadou et des Paniates, l'aménagement de forêts communautaires et la réactualisation et l'élaboration de conventions locales dans les communautés rurales.

Indicateur 3 Bio :		Nombre d'hectares sous gestion améliorée des ressources naturelles	
Ciblés pour l'an 2008-2009 :		779 011 ha	
Activités Principales	Progrès réalisé	Cibles achevées	En cours
Réactualisation des conventions locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organisation de cadres de concertation à Kédougou, Sédhiou, Bignona et Vélingara</li> <li>▪ Ateliers communautaires d'élaboration de plans d'actions dans les CR de Tomboronkoto, Missirah Sirimana, Bambali, Koussanar pour la réactualisation de la convention locale</li> <li>▪ Sélection et formation des relais communautaires dans les CR de Tomboronkoto, Missirah Sirimana, Bambali, Koussanar pour faciliter le processus de réactualisation de la convention locale</li> <li>▪ Ateliers zonaux pour la réactualisation des règles de la convention locale dans les CR de Bambali et Koussanar</li> <li>▪ Restitution des résultats des ateliers zonaux dans les CR de Bambali et Koussanar suivi de délibération et d'approbation par l'autorité administrative des modifications de la convention locale</li> <li>▪ Enquêtes villageoises pour l'intégration de l'orpaillage traditionnel dans les conventions locales de Tomboronkoto et Missirah Sirimana</li> <li>▪ Restitution des résultats des enquêtes villageoises à Tomboronkoto et Missirah Sirimana</li> <li>▪ Délibération et approbation par l'autorité administrative des modifications de la convention locale à Missirah Sirimana</li> <li>▪ Validation des cartes thématiques (POAS) dans la CR de Koussanar</li> </ul>	627759	25820
Élaboration de nouvelles conventions	Communauté rurale de Toubacouta <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organisation d'un cadre de concertation pour l'élaboration de la convention locale à Toubacouta</li> <li>▪ Atelier de validation d'un zonage de la Communauté rurale</li> <li>▪ Sélection et formation des relais communautaires sur la convention locale</li> <li>▪ Enquêtes villageoises par les relais communautaires pour l'élaboration de la convention locale</li> <li>▪ Restitution des données collectées par les relais et élaboration des règles par zone</li> <li>▪ Production et validation de cartes d'occupations des sols de la communauté rurale</li> <li>▪ Restitution communautaire des règles zonales de la convention locale</li> </ul>		70532
Aménagement des forêts communautaires	Forêt communautaire de Saré Bidji <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Inventaire d'aménagement sur le bois d'œuvre</li> <li>▪ Restitution d'inventaire d'aménagement sur le bois d'œuvre</li> <li>▪ L'inventaire d'exploitation de la parcelle 2009</li> <li>▪ Restitution de l'inventaire d'exploitation de la parcelle 2009 à Dakar et Kolda</li> <li>▪ Élaboration du plan de gestion du bois d'œuvre</li> <li>▪ Restitution du plan de gestion du bois d'œuvre à Saré Bidji</li> </ul> Forêt communautaire de Sakar/Oudoucar <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Information et sensibilisation sur le processus de l'aménagement</li> <li>▪ L'inventaire de la forêt</li> <li>▪ Restitution de l'inventaire et découpage de la forêt en blocs</li> <li>▪ Restitution de la proposition du schéma organisationnel</li> <li>▪ Élaboration du Draft du plan d'aménagement</li> </ul>		14000
Cogestion des forêts classées	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Information et sensibilisation sur la réactualisation des codes locaux de Paniates et Balmadou</li> <li>▪ Délibération par les conseils ruraux et approbation par les autorités administratives des codes locaux</li> </ul>		
Gestion des zones biologiquement significatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Atelier de réflexion sur la problématique de gestion des chimpanzés</li> <li>▪ Rencontre de mise à niveau et de clarification du processus de mise en place de la réserve de Dindéfélo</li> <li>▪ Subvention de l'Institut Jane Goodall qui a recruté un Coordonnateur chargé de la coordination du programme de conservation des Chimpanzés</li> </ul>	63700	13000
Aménagement de la mangrove	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en place d'une ébauche de partenariat avec l'ONG APIL pour l'aménagement de la mangrove de Diogane</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>691459</b>	<b>123352</b>



#### **Résultat 4 Bio : Augmentation du nombre d'hectares où les surveillants locaux payés par la communauté suivent la mise en œuvre des conventions locales**

Dans le processus de réactualisation des conventions locales, deux surveillants ont été mis en place dans chaque zone pour contrôler et suivre l'application des règles de la convention. Ces surveillants placés sous l'autorité du conseil rural, travaillent étroitement avec les brigades forestières et sont motivés à partir des ristournes issues du produit des amendes.

Les différentes concertations menées au cours de l'année avec les surveillants ont fait ressortir que malgré que des amendes aient été payées, les ristournes ne sont pas encore versées aux surveillants dans les conventions.

A terme, il s'agit d'envisager des solutions pour prendre en charge de façon effective le paiement des surveillants qui suivent la mise en œuvre des conventions locales.

<b>Indicateur 4 Bio :</b>	<b>Nombre d'hectares où les surveillants locaux payés par la communauté suivent la mise en œuvre des conventions locales</b>		
<b>Ciblés pour l'an 2008-2009 :</b>	<b>724 111 ha</b>		
<b>Activités Principales</b>	<b>Progrès réalisé</b>	<b>Cibles achevées</b>	<b>En cours</b>
Processus de mise en place des surveillants dans le cadre de la réactualisation de la convention locale	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en place de deux surveillants dans chaque zone de convention locale pour contrôler et suivre l'application des règles de la convention locale</li> </ul>		
<b>Total cumulé :</b>		<b>0</b>	

#### **Résultat 5 Bio : Augmentation du nombre d'hectares ayant un fonds d'aménagement forestier géré par la communauté**

Les plans d'aménagement réalisés lors de la première phase ont bénéficié d'activités de consolidation au cours de l'année. C'est ainsi que l'installation des exploitants externes et locaux a été suivie, les comités de gestion ont été appuyés pour la délimitation des parcelles d'exploitation.

Il a été également exercé un accompagnement des comités par un recyclage des responsables techniques pour le suivi du contrôle des prescriptions techniques du plan d'aménagement.

<b>Indicateur 5 Bio :</b>	<b>Nombre d'hectares ayant un fonds d'aménagement forestier géré par la communauté</b>		
<b>Ciblés pour l'an 2008-2009 :</b>	77 021 ha		
<b>Activités principales</b>	<b>Progrès réalisé</b>	<b>Cibles achevées</b>	<b>En cours</b>
Gestion du fonds d'aménagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonds d'aménagement dans les forêts communautaires de Koulor, Sita Niaoulé et Saré Bidji</li> </ul>	77021	
<b>Total cumulé :</b>		77021	

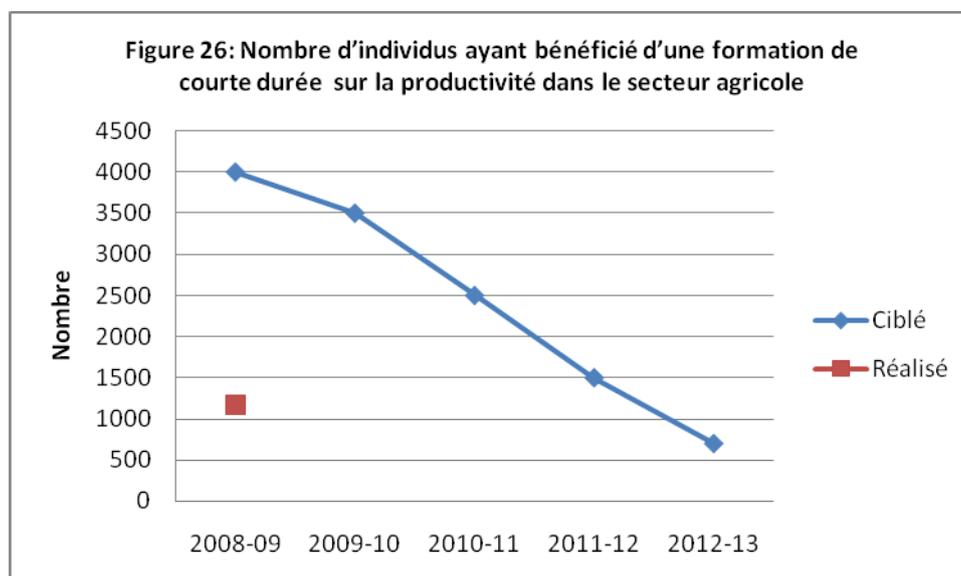
### **Résultat 6 Bio : Augmentation du nombre d'individus ayant bénéficié d'une formation de courte durée sur la productivité dans le secteur agricole**

Parmi les causes de blocage d'augmentation des revenus dans le secteur agricole figurent les techniques de production. C'est pourquoi, le Programme a entrepris au cours de l'année un renforcement des capacités des producteurs pour améliorer les rendements. Ce renforcement des capacités a concerné des sessions de formation sur deux thèmes :

- Itinéraire technique de production du fonio ;
- Technique améliorée de récolte des huitres et pagnes.

A la suite de ces formations, on peut espérer que, dans un court et moyen terme, on pourra observer une nette augmentation des rendements dans les deux secteurs.

<b>Indicateur 6 Bio :</b>	<b>Nombre d'individus ayant bénéficié d'une formation de courte durée sur la productivité dans le secteur agricole</b>		
<b>Ciblés pour l'an 2008-2009 :</b>	4000		
<b>Activités principales</b>	<b>Progrès réalisé</b>	<b>Cibles achevées</b>	<b>En cours</b>
Renforcement des capacités des acteurs sur la productivité dans le secteur agricole	11 68 personnes ont bénéficié d'une formation de courte durée sur la productivité dans le secteur agricole, dont 988 femmes soit 84,6% au cours du dernier trimestre	1168	
<b>Total cumulé:</b>		1168	



## Résultat 7 Bio : Augmentation du nombre de personnes bénéficiant d'une formation en GRN et/ou en biodiversité

En matière de Gestion des Ressources Naturelles, le Programme a initié une série de formations en vue de la conservation et de la valorisation des ressources forestières. C'est ainsi qu'il a été organisé plusieurs formations à l'intention des acteurs locaux (producteurs, populations, agents techniques de l'État) sur les thèmes suivants :

- Techniques de saignée indienne de la gomme mbepp ;
- Formation sur l'aménagement des forêts ;
- Formation sur la mise en place des pépinières ;
- Recyclage et planification des activités au niveau des BICs ;
- Initiation à la cartographie et au SIG ;
- Formation sur l'élaboration du POAS ;
- Information et sensibilisation sur les dispositions de la convention locale.

A l'issue de ces formations, le Programme s'attend à améliorer de façon substantielle les performances techniques des acteurs non seulement en terme de rendement, mais aussi de conservation des ressources forestières.

Deux stagiaires de l'École Nationale Supérieure Agro-alimentaire de Thiès (dont un nigérien) et un stagiaire de l'Institut Supérieur de Formation Agricole et Rural (ISFAR ex-ENCR) sont également accueillis par le Volet Biodiversité pour travailler sur les thèmes suivants :

- La caractérisation de la Biodiversité et la prise en compte de la gestion de la faune dans la forêt communautaire de Koulor ;
- L'élaboration du Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols de la CR de Missirah Sirimana ;
- La prise en compte de la gestion de la faune dans le cadre du plan d'aménagement de Sita Niaoulé (CR de Missirah).

Indicateur 7 Bio :	Nombre de personnes bénéficiant d'une formation en GRN et/ou en biodiversité		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	3000		
Activités principales	Progrès réalisé	Cibles achevées	En cours
Renforcement des capacités des acteurs sur la gestion des outils de GRN	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 838 personnes ont bénéficié d'une formation en GRN et en biodiversité, dont 226 femmes soit 27 %</li> <li>▪ Atelier de recyclage des anciens agents des BIC de Tamba, Kolda et Sédhiou ;</li> <li>▪ Formation des nouveaux agents des BICS de Kédougou, Ziguinchor et Fatick</li> <li>▪ Série de formation sur sites sur l'élaboration du POAS</li> <li>▪ Recrutement de trois agents à Kédougou, Fatick et Ziguinchor payés par le Programme</li> </ul>	838	
<b>Total cumulé:</b>		<b>838</b>	

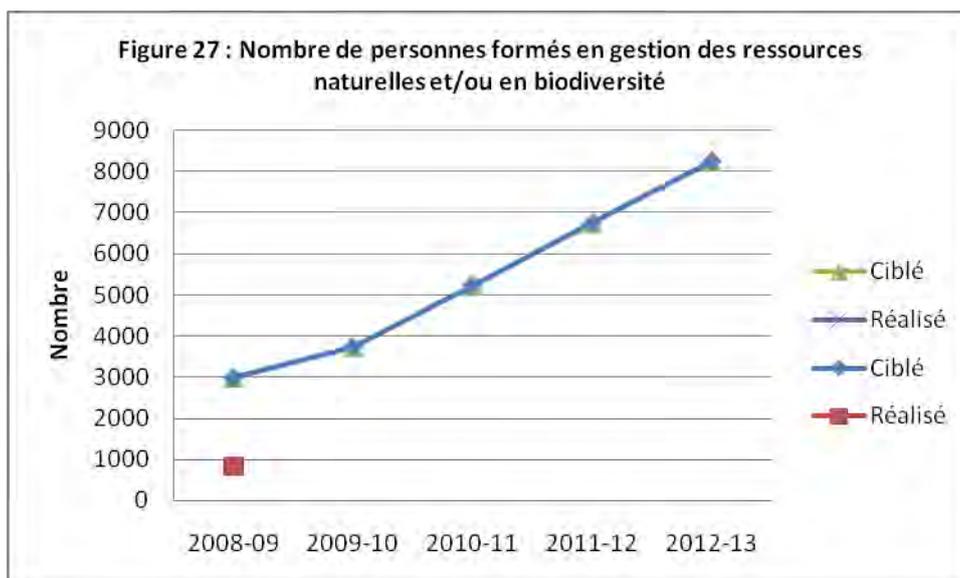


Photo 8 et 8 : Sessions de formation des agents des BIC (à gauche) et des femmes en technique de pépinière (à droite)

## 5.3 Contraintes, opportunités et axes prioritaires pour l'année prochaine

### Contraintes

- La difficulté de mobiliser certains partenaires qui jouent un rôle clé dans les processus d'élaboration des outils (conventions locales, plans d'aménagement) ;
- La mise en place tardive des organes des différents conseils ruraux issus de nouvelles élections ;
- La complexité de la prise en compte des activités de pêche (non transférées) dans la convention locale.

### Opportunités

- La mise en place des BICs ;
- L'existence de synergie avec des partenaires tels *UICN*, *Lumière* et *APIL* ;
- La mise en place du Volet Agriculture ;

- La cartographie de toute la zone de Kédougou avec *EROS* ;
- L'enclenchement du processus d'exploitation du bois d'œuvre à Saré Bidji.

### **Axes prioritaires**

- Élaborer le plan de gestion de la réserve de Dindefelo ;
- Appuyer le développement de l'éco tourisme par la mise en place des réserves communautaires ;
- Poursuivre la réactualisation des conventions locales ;
- Poursuivre les inventaires pour l'intégration du bois d'œuvre dans les plans d'aménagement ;
- Appuyer la mise en place de forêts communautaires dans la région de Kédougou ;
- Élaborer des plans de gestion par zone des ressources des différents terroirs avec une caractérisation de la biodiversité dans les communautés rurales qui disposent de conventions locales ;
- Appuyer la mise en place d'une réserve de chasse et d'écotourisme autour du Parc National de Niokolo Koba ;
- Poursuivre la collaboration avec le Centre de Suivi Écologique (CSE) de Dakar pour un appui aux différents Bureaux d'Inventaire et de Cartographie ;
- Élaborer une nouvelle convention locale à Bassoul (Fatick) ;
- Élaborer le PAF de la forêt communautaire à Koussanar ;

# 6 VOLET POLITIQUE ET COMMUNICATION

## 6.1 Résultats ciblés et activités planifiées

### 6.1.1 Considérations générales

Le Volet Politique et Communication vise à renforcer le dialogue politique sur les expériences, en vue d'une meilleure gestion décentralisée des ressources naturelles. Le but fondamental de ce Volet est d'appuyer : (1) les réformes démocratiques et environnementales du GDS ; (2) l'agenda sur les réformes politiques proposées par les bailleurs et managées par le Groupe de travail sur l'Environnement ; (3) la propre politique de dialogue de l'USAID envers le GDS.

Il est attendu de ce Volet un renforcement de capacités et une assistance technique pour que les réformes soient identifiées et qu'on puisse exercer une influence sur les décisions politiques clés aux niveaux national et local. La capacité des groupes (tels que conseils régionaux, OCB, conseils ruraux et réseaux d'entreprises) à devenir les défenseurs des réformes politiques, doit être renforcée pour améliorer le dialogue sur les politiques et la compréhension globale des lois et règlements sur l'utilisation des ressources et pour promouvoir de meilleures pratiques de gestion.

Une meilleure gestion des ressources naturelles au niveau communautaire permettra d'orienter les initiatives qui éclairent les politiques nationales. En clair, l'USAID définit la « politique » en termes de : i) déclaration de politique effective du GDS (ex : Codes, lois, etc.) qui crée un environnement favorable de GRN ; et ii) règlements, obligations administratives ayant un effet direct, souvent immédiat sur l'utilisation des ressources et le fonctionnement de l'économie (taxes sur l'utilisation des ressources, droits de concessions, prélèvement, amendes sur tailles des filets de pêche, permis, etc.).

La communication est pour l'USAID un outil nécessaire pour promouvoir un dialogue fructueux en faveur d'un changement politique pour la croissance économique et une meilleure gestion des ressources naturelles. Ainsi, le Programme va s'efforcer de jouir d'une bonne visibilité globale à travers une bonne campagne médiatique d'information publique.

### 6.1.2 Résultats ciblés

Les résultats visés par le Volet sont :

- Augmentation du nombre de politiques, lois, protocoles ou règlements visant la promotion et la conservation des ressources naturelles qui sont mises en œuvre ;
- Augmentation du nombre de réformes politiques significatives approuvées par l'USAID et qui visent à améliorer le commerce, la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles ;
- Augmentation du nombre d'évènements publics d'éducation et de séances de vulgarisation organisés ;
- Augmentation du nombre de vulgarisations et de publications, bulletins ou communiqués sur les réformes politiques.

### **6.1.3 Activités planifiées pour 2008–2009**

#### **Nombre de politiques, lois, protocoles ou règlements visant la promotion et la conservation des ressources naturelles qui sont mises en œuvre**

- Participer au processus d'élaboration du nouveau code forestier et du code de la chasse ;
- Organiser une séance de concertation et de plaidoyer pour augmenter la durée de la campagne d'exploitation forestière ;
- Mettre en place un processus de certification forestière au Sénégal.

#### **Augmentation du nombre de réformes politiques significatives approuvées par l'USAID et qui visent à améliorer le commerce, la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles**

- Mettre en place un modèle de Game Ranching ;
- Mettre en place un processus d'éco-labellisation des produits de mer ;
- Participer aux activités du réseau IED sur les conventions locales ;
- Développer un plaidoyer avec WWF sur la politique de la pêche.

#### **Nombre d'évènements publics d'éducation et de séances de vulgarisation organisés**

- Mettre en place un système de communication de masse avec les radios communautaires et commerciales de nos zones d'intervention ;
- Appuyer le plaidoyer des acteurs à la base, la formation du personnel sur les outils de communication (MAP, médium radio) ;
- Participer à l'atelier de lancement du Programme ;
- Développer un partenariat avec Peace corps sur l'éducation environnementale,
- Travailler sur le Branding en relation avec l'USAID.

## Nombre de vulgarisations et publications, bulletins ou communiqués sur les réformes politiques

- Publier des bulletins internes ;
- Repérer et publier des success stories ;
- Produire et diffuser des films thématiques ;
- Renouveler le site web et concevoir la plaquette du Programme.

## 6.2 Progrès réalisés

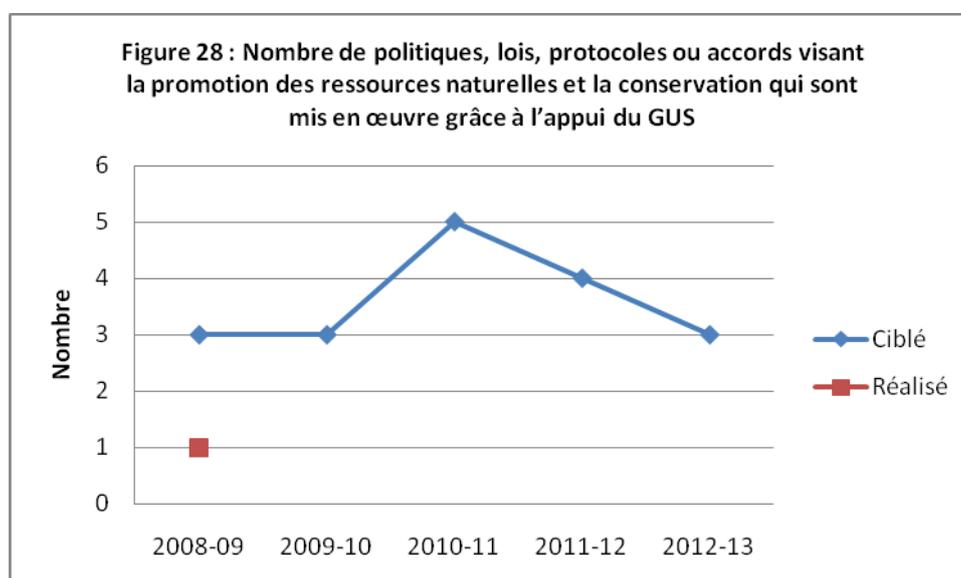
### Résultat 1 : Augmentation du nombre de politiques, lois, protocoles ou règlements visant la promotion et la conservation des ressources naturelles qui sont mises en œuvre

Durant l'année 2008- 2009, le Programme a participé activement au processus de révision du Code forestier. Les recommandations du Programme, suite à la consultation qui a été réalisée, ont alimenté l'ossature du nouveau projet de Code forestier.

Pour ce qui est de la révision du Code de la chasse, le Programme suit le processus en cours.

Le Directeur est membre du Task force sur le Groupe des donateurs sur l'Environnement.

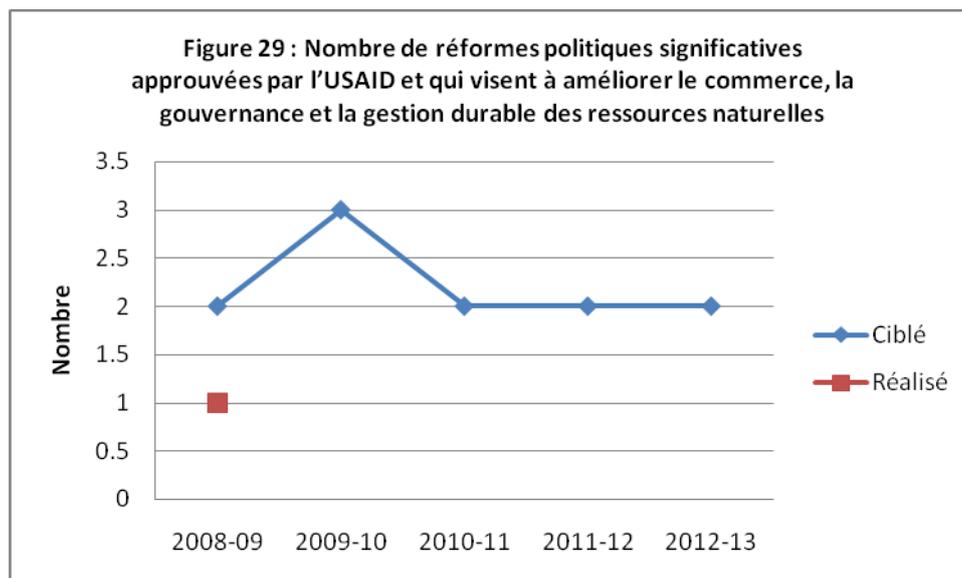
Indicateur 1 PC :	Nombre de politiques, lois, protocoles ou règlements visant la promotion et la conservation des ressources naturelles qui sont mises en œuvre		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	3		
Activités principales	Progrès réalisé	Cibles achevées	En cours
Participer au processus d'élaboration du nouveau Code forestier	▪ Poursuite de la participation à la révision du code forestier	1	
Participer au processus d'élaboration du nouveau code de la chasse	▪ Relance du processus suite aux discussions avec le Chef de la division Chasse de la Direction des Eaux et Forêts		1
Organiser un atelier sur la concertation et le plaidoyer pour augmenter la durée de la campagne d'exploitation forestière	▪ Attente de la tenue de l'atelier		1
<b>Total cumulé :</b>		<b>1</b>	<b>2</b>



## Résultat 2 : Augmentation du nombre de réformes politiques significatives approuvées par l'USAID et qui visent à améliorer le commerce, la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles

L'influence des réformes politiques pouvant améliorer le commerce, la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles a été très timide durant l'année 2008-2009. Les activités entreprises n'ont pas connu un achèvement significatif. La vulgarisation des guides sur les aménagements et la convention locale, le plaidoyer sur la politique de pêche avec WWF ainsi que la participation au processus LCA, peinent à se décliner concrètement.

Indicateur 2 PC :	Nombre de réformes politiques significatives approuvées par l'USAID et qui visent à améliorer le commerce, la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	2		
Activités principales	Progress réalisés	Cibles achevées	En cours
Développer un plan d'actions de plaidoyer avec WWF sur la politique de la pêche continentale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Compilation des textes réglementaires sur la pêche pour une analyse se poursuit</li> </ul>		1
Participer au processus LCA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet sur les Game Ranching figure dans l'Agenda de LCA</li> <li>Organisation d'un voyage d'études au Burkina</li> </ul>		1
Élaboration de guides	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contacts sont établis avec les structures de formation pour la diffusion des deux guides sur l'aménagement et la convention locale</li> </ul>		1
<b>Total cumulé :</b>		<b>0</b>	<b>3</b>



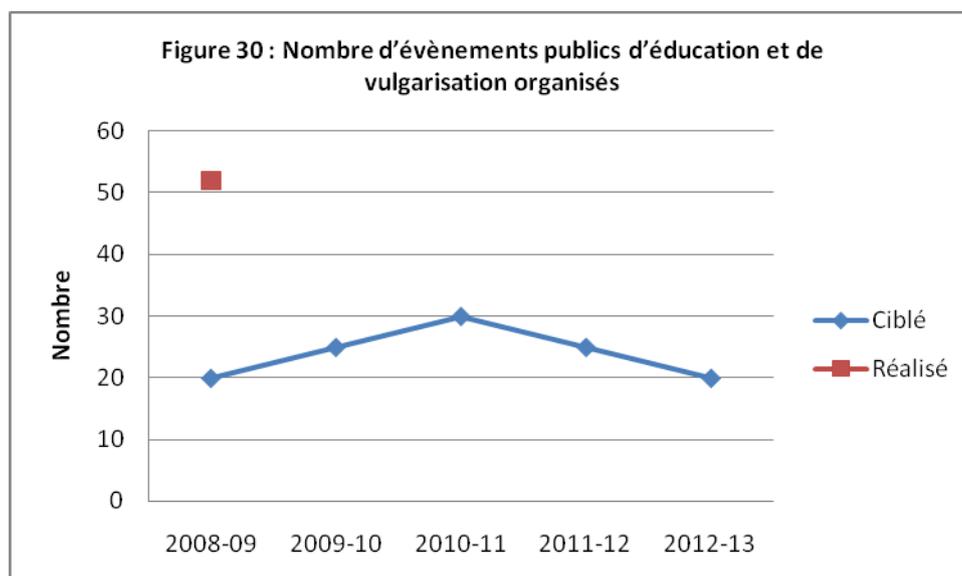
## Résultat 3 : Augmentation du nombre d'événements publics d'éducation et de séances de vulgarisation organisés

La constitution d'un réseau de radios partenaires pour une bonne diffusion de l'information sur les activités du Programme a été un temps fort durant l'année 2008/2009. Le Programme a signé neuf (09) protocoles avec des Radios communautaires et commerciales dans ses zones d'intervention. Les différents thèmes développés dans les émissions radiophoniques touchent toutes les activités d'USAID WN et des partenaires. On peut citer parmi les thèmes développés : la campagne agricole du fonio et les techniques post-récoltes, la problématique de l'orpaillage, la collecte et la transformation des « coques »,

la bonne gouvernance, les enjeux de la signature des protocoles avec le Conseil rural, les structures de gestion, les réseaux et les groupements de producteurs, la décentralisation des ressources naturelles, l'exploitation de charbon, la gestion de la pêche, etc.

Les autres activités de sensibilisation développées en collaboration avec les partenaires sont l'organisation de l'atelier de restitution et de partage sur l'état des lieux sur l'eau et l'assainissement, l'atelier organisé par IDEE Casamance sur la gestion des casiers rizières en Casamance, les six (06) ateliers organisés sur les conventions locales et l'atelier national de lancement du Programme au mois de janvier 2009 à Fatick.

Indicateur 3 PC :	Nombre d'événements publics d'éducation et de séances de vulgarisation organisés		
Ciblés pour l'an 2008 – 2009 :	20		
Activités principales	Progrès réalisé	Cibles achevées	En cours
Concevoir et mettre en œuvre un système de communication de masse avec les radios communautaires et commerciales dans nos zones d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conception et signature des protocoles ;</li> <li>▪ Signature de trois (09) protocoles avec les radios communautaires et commerciales</li> <li><b>Coordination de Kolda</b></li> <li>▪ RTS Kolda (09 émissions)</li> <li>▪ Dunya Sédhiou (03 émissions)</li> <li>▪ CMC Tanaff (03 émissions)</li> <li><b>Coordination de Kédougou</b></li> <li>▪ CMC de Kédougou (11 émissions)</li> <li><b>Coordination de Tambacounda</b></li> <li>▪ RTS Tamba (07 émissions)</li> <li><b>Coordination de Fatick</b></li> <li>▪ RTS Fatick (04 émissions)</li> <li>▪ CMC Toubacouta (04)</li> <li><b>Coordination de Ziguinchor</b></li> <li>▪ Sud FM Ziguinchor (02)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>9</li> <li>3</li> <li>3</li> <li>11</li> <li>7</li> <li>4</li> <li>4</li> <li>2</li> </ul>	
Informer et sensibiliser les populations, les acteurs et les partenaires sur les outils de gestion des ressources naturelles (CL, POAS, PAF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Atelier de restitution sur l'eau et l'assainissement au niveau de la région de Tambacounda</li> <li>▪ Atelier d'échanges sur la gestion des casiers rizières en Casamance</li> <li>▪ Ateliers sur les conventions locales</li> <li>▪ Lancement du Programme USAID Wula Nafaa à Fatick</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1</li> <li>1</li> <li>6</li> <li>1</li> </ul>	
<b>Total cumulé :</b>		<b>52</b>	



## Résultat 4 : Augmentation du nombre de séances de vulgarisation et de publications, bulletins ou communiqués, sur les réformes politiques

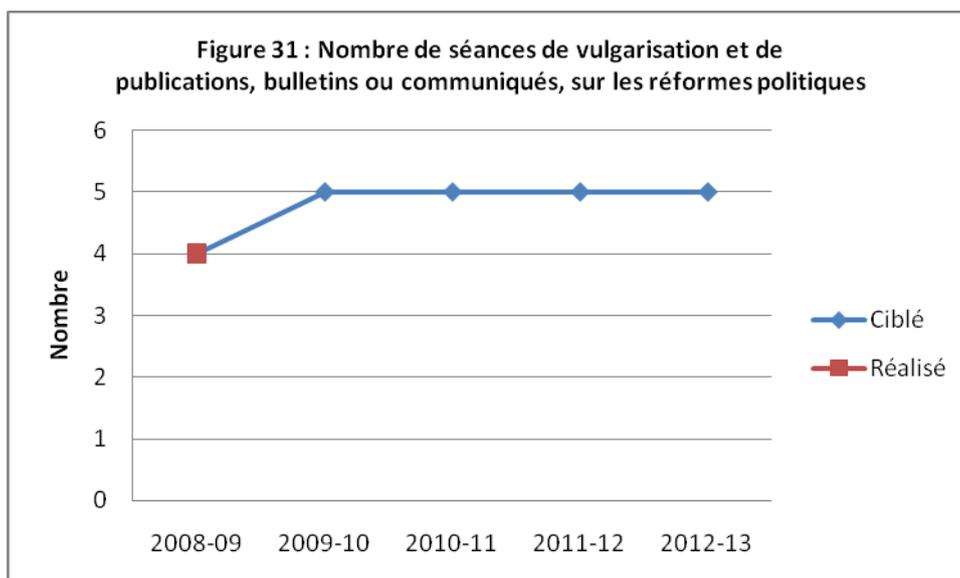
Pour atteindre ce résultat, le Programme a diffusé le premier numéro du Newsletter qui a été distribué largement en début du mois de juillet à l'ensemble du personnel du Programme et aux partenaires.

Le Programme a repéré et documenté un success story qui porte sur la collecte et la vente des graines de baobab qui, autrefois, étaient jetées dans la nature. Les populations locales des communautés rurales de la zone de Kédougou trouvent ainsi une opportunité pour des revenus supplémentaires et une manière pour le Programme d'appuyer l'augmentation de la production de poudre de baobab.

Le Programme a réalisé des supports de communication. Il s'agit de deux affiches numériques portant sur la présentation du Programme et sur l'approche « Nature-Richesse- Pouvoir ».

Enfin dans la série des publications, le Programme vient de réaliser un film thématique sur la technique de « Conservation Farming » développée dans le cadre du Volet Agriculture et en partenariat avec le Programme Croissance Economique. Le film est axé sur l'adoption de la technique par les producteurs de la zone de Tambacounda (Malem Niani, Koumpentoum et Bamba Thialène). Le film est réalisé en Français et en wolof.

Indicateur 4 :	nombre de séances de vulgarisation et de publications, bulletins ou communiqués, sur les réformes politiques		
Ciblés pour l'an 2008-2009 :	4		
Activités principales	Progrès réalisé	Cibles achevées	En cours
Publication de success stories	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Repérer les success stories dans nos zones d'intervention</li> <li>▪ Documentation d'un success story sur la collecte et la vente des graines de fruit de baobab au niveau de la Coordination de Kédougou</li> </ul>	1	
Développer des bulletins internes	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Finalisation et diffusion du premier Newsletter</li> </ul>	1	
Concevoir des supports de communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conception et production de deux affiches numériques</li> </ul>	1	
Concevoir des films thématiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réalisation d'un film sur la technique de « Conservation Farming »</li> </ul>	1	
<b>Total cumulé:</b>		<b>4</b>	



### 6.3 Contraintes, opportunités et axes prioritaires pour l'année prochaine

Comme contrainte, il faut noter l'absence de mission sur le terrain pour des motifs budgétaires souvent évoqués. La mission de terrain effectuée par le Responsable de la Communication dans les régions de Kolda, Sédhiou et Kédougou, durant le dernier trimestre de l'année a permis de mieux comprendre le travail et faciliter la collecte d'informations pour mieux élaborer la stratégie de communication du Programme. La mission a été également une occasion d'accélérer le repérage de success stories suivant les critères de l'USAID, la documentation d'un success story, les échanges avec les équipes de terrain sur les mécanismes de communication et la rédaction d'articles pour le Newsletter. Cela conforte l'idée que le travail de terrain est la base fondamentale pour pouvoir effectuer un travail de qualité.

L'opportunité notée durant l'année dernière a été la familiarisation avec les procédures de travail et une meilleure connaissance du Programme et de ses activités, mais également l'existence de radios communautaires dans les zones.

En termes de perspectives, il y a la nécessité de disposer d'une petite unité audio-visuelle (caméra numérique pour les prises de vue, logiciels de montage) pour la capitalisation des activités sur le terrain. Enfin, pour l'année prochaine, le Programme mettra l'accent sur les axes prioritaires suivants :

- Poursuivre le processus de révision du Code forestier du Sénégal en utilisant les résultats de l'analyse des dispositions, leurs restitutions et le suivi avec le comité chargé de la rédaction ;
- Contribuer à l'amélioration de la gestion de la campagne forestière et d'exploitation à travers un allègement de la durée de la campagne, l'élimination du quota sur l'exploitation du bambou, la définition de taxes sur le bois d'œuvre dans les forêts aménagées, l'organisation de la mise à feu précoces dans les zones d'intervention du Programme ;
- Réaliser des études sur les aspects politiques notamment la certification forestière au Sénégal, la mise en place d'un modèle de Partenariat Public Privé pour le Parc National de Nioko Koba et

- les réserves communautaires, la mise en place d'un modèle de réserves de chasse et d'écotourisme dans la zone de Kédougou, l'harmonisation de la gestion des pêcheries ;
- Appuyer les médias pour augmenter la couverture des résultats d'impacts de l'application des réformes et des questions soulevées par ces réformes ;
  - Vulgariser auprès des partenaires les outils de gestion des ressources naturelles (guides convention locale et Plan d'aménagement forestier) ;
  - Appuyer les activités développées par les différents Volets dans le cadre de la Communication et la Politique ;
  - La production de films sur les aménagements forestiers pour servir de support d'informations dans les zones où des aménagements sont prévus ;
  - La production d'émissions radiophoniques à travers le réseau de radios partenaires du Programme ;
  - La publication d'un Newsletter sur les activités du Programme ;
  - La documentation de success story dans les activités diverses ;
  - Faire une étude sur la stratégie pour la mise en œuvre accrue de la compétence transférée lutte contre les feux de brousse ;
  - Travailler sur l'enregistrement des aires protégées ;
  - Continuer à s'engager dans le processus de la révision du Code de la chasse

# 7 ACTIVITES TRANSVERSALES

Les six Volets techniques du Programme sont appuyés par des composantes transversales. Il s'agit de la coordination et gestion, des petites subventions et du SERA. Ces composantes ne visent pas directement des résultats contractuels du Programme, mais concourent à l'atteinte des objectifs. Les trois sections suivantes présentent les activités réalisées par chacune des composantes.

## 7.1 Coordination et Gestion

Sur le plan de la mise en place du personnel technique du bureau, la nouvelle phase du Programme a été surtout marquée par l'augmentation du nombre de Volets qui est passé de trois à six. En effet, les trois nouveaux Volets à savoir Amélioration de la Bonne Gouvernance, Eau et Assainissement et Agriculture ont été intégrés dans cette phase.

En outre, des réaménagements ont été apportés au niveau du personnel avec le recrutement d'un nouveau Directeur, suite à la démission du premier, d'experts pour les nouveaux Volets et des agents administratifs aussi bien à Dakar qu'à Kaolack pour renforcer l'équipe.

Dans le même chapitre, un nouveau bureau est ouvert à Kaolack pour abriter le Volet. En effet, le choix de cette région pour abriter le Volet Agriculture est surtout lié à sa vocation agricole.

Sur le plan logistique, de nouveaux véhicules sont achetés (2 Prado, 3 4x4) des motos pour les facilitateurs et du matériel et équipements de bureaux.

### **Coordination des facilitateurs**

Au courant de l'année, 13 nouveaux facilitateurs dont 2 femmes ont été recrutés, formés et mis en place ; 12 facilitateurs pour le Volet Agriculture et un facilitateur pour compléter le dispositif de la zone de Kédougou.

Les douze facilitateurs du Volet Agriculture ont suivi la première session de formation des facilitateurs, consacrée à l'approche technique du Programme et aux principes de base de l'animation, de la facilitation et de l'organisation. Ils ont été mis en place dans les différentes zones d'intervention du Programme en tenant compte des potentialités agricoles. La répartition est la suivante : (i) un dans la région de Kédougou, (ii) trois dans la région de Tambacounda, (iii) deux dans la région de Kaolack et (iv) six, dans la région de Fatick.

Par conséquent, le dispositif actuel des facilitateurs du Programme, compte trente cinq (35) facilitateurs répartis comme suit :

- Coordination de Kédougou, 6 facilitateurs ;

- Coordination de Tambacounda, 8 facilitateurs, dont 1 femme ;
- Coordination de Kolda/Sédhiou, 5 facilitateurs, dont 1 femme ;
- Coordination de Ziguinchor, 4 facilitateurs ;
- Coordination de Fatick/Kaolack, 12 facilitateurs, dont 2 femmes.

Au courant de l'année, des aménagements internes ont été opérés pour une plus grande efficacité du dispositif, notamment dans la coordination de Kolda/Sédhiou, où, l'étendue et le potentiel de la zone exigent que la disposition des facilitateurs soit revue.

Un constat d'importance est que malgré ce nombre important de facilitateurs, la charge de travail reste très élevée pour certains d'entre eux qui se retrouvent avec 3 à 4 communautés rurales en charge, sans compter les groupes de producteurs à assister. Une réflexion est en cours pour améliorer le ratio et ainsi éviter la surcharge et la dispersion des facilitateurs pouvant influencer négativement sur la qualité des services rendus.

Enfin, les évaluations annuelles de performance des facilitateurs ont été réalisées et une proposition de plan de suivi des performances est en cours de discussion/finalisation pour donner à l'encadrement un outil fiable de suivi et d'évaluation de leurs performances.

Dans la même dynamique d'amélioration des performances des facilitateurs, une note portant sur l'utilisation, la planification et la gestion des facilitateurs, est en cours de discussion et de finalisation.

## **7.2 Fonds des petites subventions**

La subvention de l'USAID Wula Nafaa est un appui financière versé par le Programme au secteur privé, aux collectivités locales, aux organisations communautaires et à tout autre partenaire du Programme. Elle a pour vocation d'aider à la réalisation d'activités contribuant à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations des zones d'intervention du Programme.

Ce fonds permet aussi au Programme de réduire, pour les organisations locales, les risques et les coûts d'investissement qui seraient associés à l'innovation technologique dans le traitement et la commercialisation de nouveaux produits. Combiné avec d'autres formes d'assistance du Programme, le Fonds de Petites Subventions aide également à obtenir un financement auprès d'autres sources et à cibler l'appui pour des groupes ou activités choisis.

Les activités subventionnées durant cette année sont :

- La formation d'étudiants en Gestion des aires protégées (Bourse d'études au profit de Youssouf Diédhiou pour un Master en Gestion des Aires Protégées à Yaoundé) ;

- La création des cadres de concertation des acteurs de la pêche en Casamance (Subvention accordée à IDEE Casamance) ;
- La mission exploratoire de la production de sel et de riz par l'association des paludiers des salins de Guérande (Subvention donnée à IDEE Casamance) ;
- L'achat d'équipements au profit des Bureaux Inventaire et Cartographie de Tamba, Kédougou, Sédhiou, Fatick et Ziguinchor ;
- Le voyage d'études au Burkina Faso dans le cadre de la recherche d'alternative crédible au système d'amodiation actuel pour une gestion moderne de la faune par les populations, au profit des partenaires (Eaux et Forêts et collectivités locales) ;
- Le développement d'un centre d'environnement et d'entrepreneuriat pour les jeunes filles de Kaolack par la clôture de deux jardins à Kaymor et Malème Hodar pour leur éducation formelle (Subvention octroyée à WHEPSA) ;
- La promotion et la commercialisation du charbon de bois issu des forêts aménagées du Programme (Subvention accordée à Gaye Charbonnage) ;
- La formation des producteurs sur la technologie « Conservation Farming ») et la mise en place des champs de démonstration (Subvention donnée aux CLCOP de Koumpentoum, au GIE Diappo de Kaolack et au GIE Sante Yalla de Kaffrine) ;
- L'appui à la mise en œuvre des différentes composantes du Programme USAID Wula Nafaa dans la zone de Fatick (Subvention accordée à l'UICN) ;
- L'appui à l'orpillage traditionnel dans la zone de Kédougou par la mise en place de commissions, les séances de formation sur les textes législatifs et réglementaires etc. (Subvention accordée à l'ONG La Lumière) ;
- Le développement de l'écotourisme durable basé sur la protection et la conservation des chimpanzés à Kédougou (Subvention accordée à Jane Goodall) ;
- L'étude sur la nidification et la population en avance de l'établissement de la zone amodiée de Raoul et des projets de mines au nord de Kédougou, en collaboration avec le Corps de la Paix ; séances de sensibilisation et de formation des guides sur l'importance de l'espèce chimpanzé (Subvention accordée à Fongoli Savanna Chimpanzé) ;
- Les activités de maraîchage pour la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire dans le département de Vélingara.

Pour ce qui est des perspectives, il est prévu d'initier des projets de subventions pour avoir en fin 2010 un décaissement de 100 millions de Francs CFA. Le Programme est ainsi en train d'identifier dans ses différentes zones d'intervention des activités qui répondent à ses objectifs et encouragent ainsi les synergies.

Cependant, des contraintes ont été rencontrées dans le cadre de l'exécution du Fonds de Petites Subventions à savoir :

- Le retard dans le dépôt de rapports de certains des partenaires ayant bénéficié de subventions ;
- Le retard de la signature des protocoles d'accord pour le décaissement de la subvention ;
- Le non respect des procédures administratives et financières du Programme par certains partenaires ;
- Le ralentissement des activités en Casamance dû à l'insécurité de la zone.

## 7.3 Suivi, Évaluation, Restitution et Analyse

L'année fiscale 2008/2009 a vu le démarrage de la deuxième phase du Programme USAID Wula Nafaa, avec la définition d'une trentaine d'indicateurs contractuels. Pour faire face à ces nouveautés, SERA a réalisé trois séries d'activités, à savoir :

- Les activités générales de SERA dans les régions de Tamba, de Kolda, de Fatick et Ziguinchor (développement du guide, formation des facilitateurs, contrôle de fiches et méthodes de collecte de données, etc.) ;
- L'analyse et la restitution de données pertinentes du SERA ;
- La provision de données de SERA aux partenaires.

### Activités de Suivi-Evaluation (SE)

L'activité phare de la cellule de SERA du Programme est le développement du manuel de Suivi-Evaluation. Ce manuel a été développé pour servir de guide et source de référence à tous les acteurs du Programme USAID Wula Nafaa qui sont impliqués dans les activités de S-E : Direction, cadres, facilitateurs, partenaires techniques et de développement, populations ciblées, etc.

En plus du manuel de Suivi-Evaluation, SERA a eu à élaborer et à appuyer la Direction du Programme dans les activités de planification et de prise de décisions et à appuyer les différentes composantes du Programme en matière de SE et accès à l'information.

En outre, les facilitateurs ont été formés à l'utilisation du manuel de SE et des différents outils de collecte mis à leur disposition.

Des missions de vérification des données ont été organisées également, conjointement avec la cellule Communication du Programme. Ces missions avaient pour objectif principal de vérifier la mise en place des outils de collecte et les données sur le terrain. Ainsi, toutes les zones de Kolda et de Kédougou ont été visitées.

Le Programme a eu à recevoir une mission de vérification des données de l'USAID. Les recommandations faites lors de cette mission seront prises en compte dans le nouveau Plan de Travail Annuel.

### **Activités de stockage et d'utilisation d'informations**

Un système d'informations du Programme (base de données), aussi bien pour les données brutes que pour les documents produits par le Programme, a été mis en place pour permettre une meilleure accessibilité de l'information.

Également, une charte typographique a été élaborée pour uniformiser les styles et formats et pour permettre au Programme de produire des documents de bonne qualité.

La collecte et l'analyse des données de référence pour Fatick a été faite cette année, afin de déterminer la situation de référence des différentes organisations avec lesquelles le Programme travaille.

### **Contraintes**

- Le nombre réduit des facilitateurs sur le terrain alors que la zone d'intervention s'est étendue ;
- L'étendue des zones d'intervention des facilitateurs ;
- Le nombre important d'indicateurs ;
- L'augmentation des cibles ;
- Le manque de véhicule qui a fait que les missions de terrain n'ont pas été fréquentes.

### **Opportunités**

- Familiarisation des facilitateurs avec le système de collecte de données.

### **Perspectives pour l'année 2009-2010**

- La formation des nouveaux facilitateurs ;
- Le recyclage des anciens facilitateurs ;
- La révision du manuel de SE ;
- Les missions de suivi et de vérification des données.

# ANNEXE I : DOCUMENTS DEVELOPPES

## DURANT L'ANNEE

### Volet CDR

1. Document de redynamisation des groupements et réseaux
2. Document d'orientation BDS pour le staff d'USAID Wula Nafaa
3. Rapport de l'atelier restreint de concertation des acteurs sur l'orpaillage traditionnel
4. Rapport de l'atelier d'élaboration de vision et d'un plan d'actions concerté sur l'orpaillage traditionnel à Kédougou
5. Module de formation sur les concepts BDS : Manuel du formateur
6. Formation sur les concepts BDS : Manuel du participant
7. Module de formation sur la gestion des entreprises: Manuel du formateur
8. Rapport de formation sur les concepts BDS à Kolda et à Fatick
9. Rapport de formation sur la gestion des entreprises à Kolda
10. Rapport de formation des réseaux gomme mbepp et baobab de Tambacounda sur les concepts BDS
11. Rapport final de la formation sur la gestion des entreprises dans les régions de Kolda, Kédougou, Ziguinchor et Tambacounda
12. Rapport conjoint de mission au Burkina Faso dans le cadre de la production faunique
13. Rapport de l'atelier sur l'anacarde à Kolda entre les producteurs, les transformateurs et les exportateurs
14. Rapport de formation sur l'amélioration de la qualité de la noix de cajou brute dans les régions de Sédhiou et Kolda
15. Rapport de formation sur les techniques de triage de la gomme mbepp à Dawady
16. Rapport du cadre de concertation sur le bois d'œuvre
17. Rapport de formation sur les techniques améliorées de récolte, de production et de management des zones de cueillette des coques et des huîtres

18. Recensement de la pêche artisanale et caractérisation des zones de cueillette de mollusques dans l'estuaire du Saloum : rapport Unités de pêche
19. Recensement de la pêche artisanale et caractérisation des zones de cueillette de mollusques dans l'estuaire du Saloum : rapport Centres de pêche
20. Étude de faisabilité sur la transformation artisanale (fumage) de l'ethmalose au Sine Saloum et en Casamance
21. Étude de faisabilité sur l'exploitation de la crevette dans les estuaires du Sine Saloum et de la Casamance
22. Initiation des réseaux et producteurs prestataires de services des filières d'anacarde, de fonio, de baobab et de charbon des régions de Kolda/Sédhiou dans les concepts BDS

### **Volet Agriculture**

1. Évaluation de l'impact environnemental
2. Approche Wula Nafaa de valorisation des bas fonds
3. Formation sur les techniques améliorées de production utilisant la méthode de « conservation farming » dans les régions de Kaolack, Kafrine et Tambacounda

### **Volet ABG**

1. Rapport de l'atelier sur l'évaluation de la GAF
2. Document de stratégie du Volet Amélioration de la Bonne Gouvernance
3. Les propositions du Projet Eau et Assainissement du Programme USAID Wula Nafaa, Abdoulaye Boly, consultant et Madior Fall, Spécialiste communication du Programme USAID WN, janvier 2009
4. État des lieux, axes d'intervention et plan d'actions pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans la zone d'intervention du Programme (Zone de Tambacounda)
5. Formation des populations de la Communauté Rurale de Toubacouta en bonne gouvernance
6. Formation des populations de la Communauté Rurale de Tomboronkoto en bonne gouvernance
7. Formation des populations de la Communauté Rurale de Missirah Sirimana en bonne gouvernance

8. Formation des populations de la Communauté Rurale de Missirah en bonne gouvernance
9. Formation des populations de la Communauté Rurale de Koulor en bonne gouvernance
10. Formation des populations de la Communauté Rurale de Saré Bidji en bonne gouvernance
11. Formation des populations de la Communauté Rurale de Bambali en bonne gouvernance
12. Rapport des restitutions communautaires pour le plan d'actions Eau Assainissement du Programme USAID Wula Nafaa
13. Local Governance Component : Observations And Opportunities, Volume 1: Report, Benjamin Charles
14. Local Governance Component : Observations And Opportunities, Volume 1: Appendices, Benjamin Charles

#### **Volet BGDRN**

1. Findings and Recommendations Concerning Sustainable Fisheries and Aquaculture, Brian Crawford, October 2008
2. Guide d'élaboration et de mise en œuvre sur les conventions locales
3. Guide d'élaboration et de mise en œuvre des PAF
4. Rapport d'Inventaire du bois d'œuvre de la forêt communautaire de Saré Bidji
5. Rapport de synthèse des cadres de concertation
6. Rapport des ateliers de concertation sur les conventions locales à Toubacouta
7. Rapport de l'atelier de réflexion sur les chimpanzés
8. Rapport de l'étude socio économique de la forêt communautaire de Sakar
9. Rapport de l'atelier de formation sur les BIC
10. Rapport de l'atelier sur la gestion des chimpanzés
11. Rapport de mission pour le lancement de l'exploitation du bois d'œuvre dans les régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor
12. Proposition de plan de gestion pour l'exploitation du bois d'œuvre
13. Rapport de mission sur l'Atelier Great Ape Health Workshop tenu en Ouganda et visite d'expérience sur l'écotourisme avec les chimpanzés

## **Volet PC**

1. Réforme Du Code Forestier et de la Fiscalité Forestière : Note du Programme Agriculture / Gestion des Ressources Naturelles « USAID Wula Nafaa » au Directeur Des Eaux Et Forêts, Alpha Seybatou Djigo, septembre 2008
2. Newsletter n°00 du Programme USAID Wula Nafaa

## **Volet Petites subventions**

1. Manuel de procédures des Petites Subventions

## **Volet SERA**

1. Manuel de Suivi-Evaluation.

# ANNEXE 2 : LISTE DES PARTENAIRES DU PROGRAMME USAID WULA NAFAA

## Structures avec lesquelles le Programme a signé un protocole

### Projets/Programme partenaires

VECO Sénégal

African Development Fondation (ADF)

Cadre Locale de Concertation des organisations de Producteurs (CLCOP) de Koumpentoum

Baobab Fruit Company (BFC)

Institut de Technologie Alimentaire (ITA)

Centre de Suivi Ecologique (CSE)

### Organisations Non Gouvernementales, OCB et autres structures partenaires

GIE Diappo de Kaolack

GIE Sant Yalla de Kaffrine

Fongoli Savanna Chimpanze

ASC Banta Fouladou de Saré Coly Salé

GIE Dental Wakilébé de Saré Coly Salé

GIE Kawral Fass de Kandiary

Fédération Yakkar Niani Wouly

Intervenir pour le Développement Écologique et l'Environnement en Casamance (IDEE Casamance)

ONG La Lumière

Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)

Institut Jane Goodall

Women's Health Education and Prevention Strategies Alliance (WHEPSA)

Gaye Charbonnage

### Collectivités Locales Partenaires

Communauté Rurale de Koussanar

Communauté Rurale de Sinthiou Malème

Communauté Rurale de Koar

Communauté Rurale de Goumbayel

Communauté Rurale de Pass Koto

Communauté Rurale de Kouthia Gaydi

Communauté Rurale de Bala

Communauté Rurale de Koulor

Communauté Rurale de Missirah

Communauté Rurale de Sinthiou Bocar Ali

Communauté Rurale de Missira Sirimana

Communauté Rurale de Tomboronkoto

Communauté Rurale de Sakar

Communauté Rurale de Bambali

Communauté Rurale de Saré Bidji/Thièty

Communauté Rurale de Toubacouta

Communauté Rurale de Djirnda

Communauté Rurale de Bassoul

Communauté Rurale de Sinthiou Bocar Ali

**Radios partenaires**

Radio Communautaire de Samine « Kuma FM »

Radio Communautaire de Tanaff

Radio Communautaire de Kédougou

Station Régionale de la RTS à Kolda

Radio Communautaire de Saraya

Radio Communautaire de Toubacouta

« Ndiombato FM »

Station Régionale de SUD FM Ziguinchor

Station Régionale de la RTS à Tambacounda

**Institutions financières**

Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Occidentale (CBAO)

Crédit Mutuel du Sénégal (CMS)

## **Structures avec lesquelles le Programme travaille mais sans protocole**

### **Services techniques partenaires**

Service Régional de la Pêche de Fatick  
Service Régional de la Pêche de Ziguinchor  
Service Régional de la Pêche de Sédhiou  
Service Régional de l'Élevage de Kolda  
Service Régional de l'Élevage de Kédougou  
Inspection Régionale des Eaux et Forêt de Kolda  
Inspection Régionale des Eaux et Forêt de Ziguinchor  
Inspection Régionale des Eaux et Forêt de Sédhiou  
Inspection Régionale des Eaux et Forêt de Kédougou  
Inspection Régionale des Eaux et Forêt de Fatick  
Inspection Régionale des Eaux et Forêt de Tambacounda  
Inspection Régionale des Eaux et Forêt de Kaolack  
Direction Régionale du Développement Rural de Tambacounda  
Direction Régionale du Développement Rural de Fatick  
Direction Régionale du Développement Rural de Sédhiou  
Direction Régionale du Développement Rural de Ziguinchor

Direction Régionale du Développement Rural de Kolda  
Direction Régionale du Développement Rural de Kédougou  
Division Régionale de l'Hydraulique  
Bureau Aménagement et Cartographie (BAC de Thiès)

### **Projets/Programme partenaires**

Programme Croissance Économique  
Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL)  
Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR)  
Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM)  
Projet Eau Potable pour Tous et Appui aux Activités Communautaires (PEPTAC)  
CRS/Caritas  
Eau Vive  
Innovation, Environnement, Développement (IED)  
Japan International Cooperation Agency (JICA)  
Programme National de Développement Local (PNDL)  
Projet d'Appui au Sous-secteur Minier (PASMI)  
Leadership for Conservation in Africa (LCA)  
Association pour la Promotion de l'Initiative Locale (APIIL)

Programme de Gestion Intégrée des Ressources  
Marines et Côtières (GIRMAC)

Centre Régional pour l'Eau Potable et  
L'Assainissement à faible coût (CREPA)

**Autres structures partenaires**

Agence Régionale de Développement de  
Tambacounda

Agence Régionale de Développement de Fatick

Agence Régionale de Développement de  
Kédougou

Agence Régionale de Développement de Kolda

Agence Régionale de Développement de  
Ziguinchor

Agence Régionale de Développement de  
Kaolack

**Collectivités Locales Partenaires**

Conseil Régional de Tambacounda

Conseil Régional de Fatick

Conseil Régional de Kédougou

Conseil Régional de Kolda

Conseil Régional de Ziguinchor

Conseil Régional de Kaolack

Conseil Régional de Sédhiou

Commune de Tambacounda





**U.S. Agency for International Development**

1300 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20523

Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

**[www.usaid.gov](http://www.usaid.gov)**